

# Intégration et perceptions des communautés sur la sécurité frontalière

Régions de Diffa et Zinder



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas les positions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les appellations utilisées et la présentation des données dans le rapport n'impliquent pas l'expression d'opinion de la part de l'OIM concernant des faits tels que statut légal, pays, territoire, ville ou zone particulière, ou à propos de leurs autorités, frontières ou confins.

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration, et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition de l'OIM.

Editeur : Organisation internationale pour les migrations  
17, route des Morillons  
C.P. 17  
1211 Genève 19  
Suisse  
Tél. : + 41 22 717 91 11  
Fax : + 41 22 798 61 50  
Courriel : [hq@iom.int](mailto:hq@iom.int)  
Site web : [www.iom.int](http://www.iom.int)

---

© 2017 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

Tous droits réservés. Toute reproduction, même partielle de la présente publication est interdite sans autorisation écrite préalable de l'éditeur. Elle ne peut être, ni enregistrée dans un système d'archives, ni transmise par voie électronique ou mécanique, par xérogaphie, par bande magnétique ou autre.

# Intégration et perceptions des communautés sur la sécurité frontalière

---

Régions de Diffa et Zinder



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



# Remerciements

Nos remerciements vont tout d'abord à Monsieur Daouda Alghabid, Conseiller Sécurité auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement du Niger, ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses. Leur soutien actif au projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », dont cette étude constitue un élément essentiel, permet à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de travailler dans les meilleures conditions qui soient.

Plus spécifiquement, l'OIM tient à remercier les Gouverneurs des régions de Diffa et Zinder ainsi que les Préfets et les Maires des départements et communes concernés pour leur aide précieuse aussi bien dans la préparation que dans la conduite de l'enquête.

L'OIM Niger remercie également tous les chefs de canton et de groupements, ainsi que les chefs des villages des régions de Zinder et Diffa pour la mobilisation des communautés couvertes par l'enquête. Les conseils départementaux et communaux de la jeunesse ont eux aussi contribué au bon déroulement de la mission des enquêteurs terrain. Qu'ils en soient remerciés.

Enfin, nos remerciements vont naturellement au bailleur de fonds qui a permis la réalisation de cette étude, le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

## Le projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger »

L'OIM cherche à contribuer aux objectifs des politiques et stratégies du Niger et de la sous-région en matière de renforcement de la sécurité des frontières du Bassin du lac Tchad, et ce à travers l'intégration des communautés dans la gestion des frontières, ainsi que la stimulation de la coopération transfrontalière. En étroite coordination avec l'exercice militaire Flintlock au Tchad, le projet s'inscrit dans la continuité du projet mené au Sénégal par l'OIM en 2016.

### Période de mise en œuvre :

Octobre 2016 – Octobre 2017

### Budget :

990,000 USD – 590,000,000 FCFA

### Bénéficiaires principaux :

- Les communautés frontalières dans la région de Diffa et de Zinder ;
- Les autorités présentes et actives aux frontières de la région de Diffa et de la région de Zinder;
- Les autorités en charge de la gestion de l'immigration et des frontières au Tchad.

### Activités :

Les activités du projet ont été conçues pour promouvoir le dialogue et l'implication des communautés frontalières avec les autorités, améliorer les capacités de l'Etat Nigérien en matière de réponse aux crises humanitaires et sécuritaires aux frontières et renforcer la coopération transfrontalière.

#### I. Implication des communautés dans la gestion des frontières

- Enquête de terrain dans les régions de Diffa et Zinder sur la perception de la sécurité frontalière par les communautés ;

- Etablissement d'un dialogue avec les autorités ;
- Appropriation du plan de contingence national ;
- Création de comités locaux de surveillance et de coordination avec les autorités ;
- Remise de matériel de communication.

#### II. Renforcer les capacités de réponse aux crises humanitaires et sécuritaires aux frontières

- Exercice de simulation de crise transfrontalière pour identifier les acteurs concernés et relever les besoins ;
- Mise en place d'un groupe de travail interministériel pour la rédaction d'un plan de contingence national aux frontières ;
- Exercice de simulation de mise en application du plan de contingence national.

#### III. Promouvoir la coopération transfrontalière avec le Tchad

- Mise en place d'un cadre de coordination bilatérale ;
- Dialogue sur l'institutionnalisation de patrouilles synchronisées, conjointes et mixtes au travers d'ateliers bilatéraux ;
- Validation d'un plan d'action conjoint de surveillance des frontières.

# Table des matières

Remerciements .....	iii
Introduction.....	1
Méthodologie de la recherche .....	2
Méthodologie d'analyse .....	7
<b>Interprétation des résultats de l'enquête .....</b>	<b>8</b>
<b>1. Profil de l'échantillon .....</b>	<b>9</b>
1.1. Sexe .....	9
1.2. Nationalité.....	10
1.3. Appartenance ethnique .....	10
1.4. Activité professionnelle.....	11
<b>2. Perceptions des communautés locales sur la gestion de la frontière .....</b>	<b>12</b>
2.1. Connaissance de l'emplacement et de la fonction de la frontière .....	12
2.2. Traversée de la frontière .....	12
2.3. Raisons de la traversée de la frontière .....	14
2.4. Fréquence de la traversée de la frontière .....	15
2.5. Connaissance des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) présentes à la frontière .....	16
<b>3. Risques sécuritaires à la frontière .....</b>	<b>17</b>
3.1. Connaissance de la traversée des points de passage à la frontière pour des activités criminelles.....	17
3.2. Types de problèmes sécuritaires rencontrés à la frontière .....	18
3.3. Appréciation des mesures de sécurité prises au niveau de la frontière par les personnes interrogées.....	19
3.4. Risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité à la frontière .....	19
<b>4. Perceptions des communautés locales sur le terrorisme .....</b>	<b>21</b>
4.1. Types d'activités terroristes connues par les personnes enquêtées .....	21
4.2. Les facteurs d'attraction vers le terrorisme.....	22
4.3. Perception des enquêtés par rapport au fait que leur communauté soit à l'abri du phénomène de terrorisme .....	24
4.4. Evolution de la menace terroriste .....	24
4.5. Proposition de dispositions à prendre par les communautés locales pour prévenir la menace terroriste .....	27
<b>5. Efficacité de la gestion des frontières.....</b>	<b>29</b>
5.1. Ce qu'est « assurer la sécurité » selon les personnes enquêtées.....	29
5.2. Passage de patrouilles et niveau de sécurité dans la zone.....	29
5.2. Appréciation du niveau de sécurité dans la zone et villages ayant connu de problèmes sécuritaires.....	30
5.3. Les responsables locaux de la gestion de la sécurité aux frontières selon les personnes enquêtées.....	31
5.4. Appréciation du travail des acteurs qui gèrent la sécurité de la frontière .....	33
5.5. Les autorités locales peuvent-elles à elles seules assurer la sécurité de la frontière ? .....	33
5.6. Relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière .....	34
5.7. Relations entre les autorités et les communautés locales .....	37

<b>6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière</b> .....	40
6.1. Personne intermédiaire par qui passent les communautés pour communiquer avec les autorités concernant la sécurité à la frontière .....	40
6.2. Propositions pour une communication permanente et un dispositif d’alerte entre communautés et autorités .....	41
6.3. Les avantages d’une bonne communication entre communautés et autorités sur la sécurité à la frontière selon les personnes enquêtées .....	42
6.4. Les risques d’une mauvaise communication en cas d’incident à la frontière .....	43
<b>7. Plan de réponse face à une situation de crise</b> .....	44
7.1. Les causes des déplacements massifs de population à la frontière selon les enquêtés .....	44
7.2. Pensez-vous que les communautés soient prêtes pour faire face à un déplacement massif de population .....	45
7.3. Les moyens nécessaires pour faire face à une situation d’urgence .....	46
7.4. Les rôles que doivent jouer les autorités pour faire face à une situation d’urgence .....	47
7.5. Les rôles que doivent jouer les communautés pour faire face à une situation d’urgence .....	48
7.6. Comment associer les communautés et les autorités pour une gestion efficace des situations d’urgence ? .....	48
7.7. Comment les communautés locales peuvent-elles aider à prévenir les situations d’urgence ? .....	49
<b>8. Gestion des situations d’urgence passées dans la région de Diffa</b> .....	50
8.1. Réaction face aux déplacements massifs d’une tierce population suite à une situation de crise .....	50
8.2. La réaction de la communauté locale et des leaders communautaires face à la situation de crise.....	51
8.3. Les dispositions prises dans l’immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière suite à la crise .....	52
Conclusion .....	53
Annexes .....	56
Questionnaire et explications à l’attention des enquêteurs .....	56
Exploitation des données de l’enquête .....	65



# Introduction

Véritable carrefour pour les flux migratoires en Afrique de l'Ouest, le Niger est également entouré de zones de conflit d'où des groupes armés mènent des incursions, pour se ravitailler, recruter ou lancer des attaques sur les forces de défense et de sécurité et les populations civiles. La sécurité des frontières est donc une des priorités du Gouvernement du Niger pour préserver le pays de l'instabilité environnante.

Les 5 697 kilomètres de frontières que compte le Niger, situées pour la plupart en zone désertique, ne sont pas toujours équipés des infrastructures nécessaires (routes, postes frontières, puits, réseau téléphonique) et les forces de défense et de sécurité manquent de moyens pour en assurer la surveillance constante. En conséquence, les autorités doivent pouvoir compter sur le soutien des communautés frontalières pour garantir la sécurité des frontières.

Celles-ci sont en première ligne lorsqu'un incident survient dans le pays voisin ou si des événements suspects ont lieu au niveau de la frontière. Elles jouent un rôle crucial pour en avertir les autorités. De plus, en cas de déplacement massif de population, les communautés locales sont souvent les premières à prendre en charge les déplacés : elles peuvent ainsi identifier les personnes les plus vulnérables mais également les facteurs de risque en matière sécuritaire et sanitaire.

L'engagement des communautés n'a pas vocation à remplacer les autorités par des milices communautaires, qui constitueraient un facteur d'instabilité supplémentaire. L'implication des communautés passe par la transmission aux autorités d'informations sur des incidents ou des activités suspectes à la frontière ; c'est une forme d'engagement citoyen qui conduit les communautés à œuvrer pour leur propre protection tout en assurant l'intégrité des frontières nigériennes et en respectant la souveraineté de l'Etat.

Dans de nombreuses zones, il existe déjà une coopération entre communautés frontalières et autorités, mais elle est le plus souvent ponctuelle et informelle. Les mécanismes actuels de transmission de l'information entre un village et les autorités départementales ou régionales impliquent en outre de nombreux intermédiaires et sont, de ce fait, peu fiables et peu rapides. Cette étude en donne un aperçu plus détaillé afin de mettre en place des dispositifs de renforcement adaptés.

Cette étude sur l'intégration et la perception des populations sur la sécurité frontalière s'articule aux autres activités mises en œuvre dans le cadre du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger ». Elle permet notamment d'identifier avec davantage de précision les villages qui peuvent être dotés d'un comité de prévention communautaire. Elle constitue par ailleurs un outil à la disposition du Gouvernement pour orienter son action dans les zones frontalières et adapter les modalités d'engagement des communautés dans la gestion des frontières.

Une partie de l'enquête concerne le terrorisme et la présence de Boko Haram<sup>1</sup>, principal problème sécuritaire de la région de Diffa. Le groupe, qui fut d'abord une secte fondée en 2002, a lancé une insurrection armée dans le nord-est du Nigéria en 2009. Dirigé par Abubakar Shekau depuis 2010, Boko Haram intensifie ses attaques jusqu'à lancer une offensive sur Diffa en 2015. La même année, Shekau prête allégeance au Groupe Etat Islamique avant d'être écarté au profit d'Abou Mosaf Al-Barnawi, jugé moins extrême. Le groupe se scinde alors en deux factions rivales, ce qui se traduit par des affrontements<sup>2</sup>. Aujourd'hui en perte de vitesse, le groupe conserve toutefois une forte capacité de nuisance, aussi bien contre les forces de défense et de sécurité qu'envers la population civile.

Cette étude se concentre sur les perceptions des communautés et n'a pas été conçue pour donner une image objective de la réalité. Par exemple, si les répondants d'une commune donnée considèrent que le terrorisme augmente dans leur commune, cela ne signifie pas nécessairement qu'il y a effectivement une aggravation du phénomène dans cette zone. Simplement, les populations interrogées estiment qu'il y en a une.

<sup>1</sup> Boko Haram, de l'anglais « book » et de l'arabe « haram » signifie en substance « l'éducation occidentale est un péché ».

<sup>2</sup> Voir [www.independent.co.uk/news/world/africa/boko-haram-descends-into-in-fighting-as-reports-emerge-of-deadly-clashes-between-rival-islamist-a7231726.html](http://www.independent.co.uk/news/world/africa/boko-haram-descends-into-in-fighting-as-reports-emerge-of-deadly-clashes-between-rival-islamist-a7231726.html)

# Méthodologie de la recherche

## Objectifs et résultats attendus

En appui à la stratégie de l'OIM, les activités de l'équipe gestion des frontières au Niger visent à aider le Gouvernement du Niger à développer les capacités infrastructurelles, matérielles, institutionnelles de la Police Nationale et toutes les forces de défense de sécurité aux frontières. Dans le cadre de son appui à l'Etat Nigérien dans son projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », financé par les Etats-Unis, l'OIM souhaite mieux comprendre la perception que les communautés qui vivent dans les zones frontalières ont de leur intégration à la gestion des frontières, leur compréhension des dynamiques migratoires et leur perception des incidents terroristes dans la région du Bassin du Lac Tchad.

Cette étude quantitative et analytique amènera donc les acteurs nationaux et internationaux à adapter leurs actions pour mieux intégrer les communautés, interagir à leurs côtés pour mieux répondre aux besoins de chacun. Cette étude démontre, a fortiori, la nécessité d'ériger les communautés en un acteur clé de la gestion des frontières à travers la création de comité de prévention, et non plus une victime expiatoire potentielle.

L'objectif général de cette étude est d'obtenir les enseignements permettant d'analyser les points forts et les manquements actuels en matière d'intégration des communautés à la gestion des frontières. Elle participera à la mise en place d'un mécanisme de renforcement de la sécurité aux frontières à travers l'engagement des communautés frontalières.

## Milieu de l'étude

Les villages couverts par l'étude ont été sélectionnés lors de rencontres organisées à Zinder et Diffa, auxquelles ont participé le personnel de l'OIM, les gouverneurs de région, les préfets, les maires, les représentants des conseils des jeunes et les chefs coutumiers des zones frontalières. Les autorités ont dans un premier temps proposé une liste d'environ 300 villages situés à proximité de la frontière avec le Tchad ou le Nigéria. Les discussions ont ensuite permis de retenir les 99 villages répondant le mieux aux critères fixés :

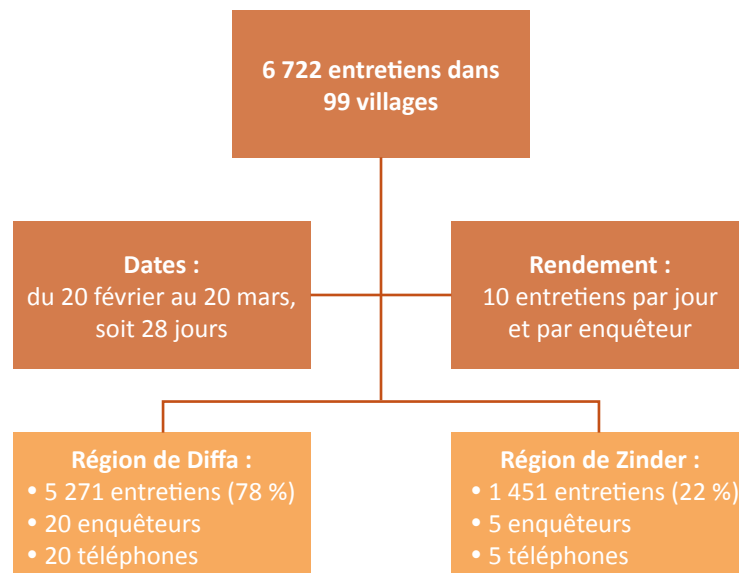
- Situé à moins de 3 kilomètres d'une frontière internationale (Tchad ou Nigéria) ;
- Population représentative des communautés frontalières ;
- Centre démographique suffisamment important.

Les participants ont veillé à ce que toutes les communautés ethniques vivant dans la zone frontalière soient représentées dans le choix des villages.

Vingt-cinq enquêteurs recrutés au niveau local pour leur connaissance de la région et des langues locales ont parcouru les villages frontaliers sélectionnés pendant un mois. Une formation de trois jours leur a auparavant été dispensée par le personnel des unités Gestion des Frontières et Gestion de l'Information de l'OIM, notamment sur les méthodes d'entretien et de collecte de données, et les processus de gestion et de transfert de données. Lors de l'enquête, deux superviseurs de l'OIM à Diffa et Zinder ont assuré le suivi quotidien des enquêteurs et le contrôle des données.

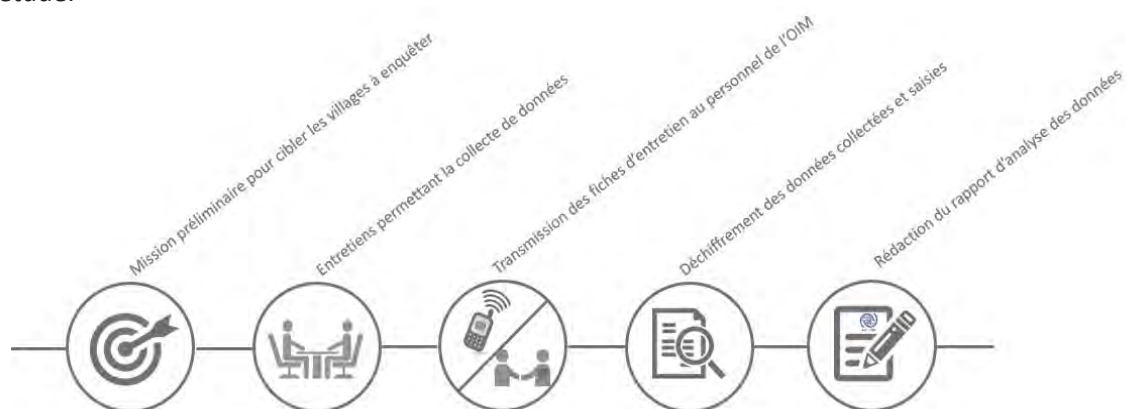
Les enquêteurs disposaient par ailleurs d'un guide du questionnaire, qui apportait des précisions sur le sens de chaque question afin de faciliter leur compréhension. Le guide fournissait de plus quelques indications pour certaines des questions les plus sensibles. Par exemple, au début de la section « Perception des communautés locales sur le terrorisme », il était expliqué que si le mot *terrorisme* ne semblait pas adapté au contexte – notamment pour des raisons de sécurité – les enquêteurs pouvaient utiliser des périphrases en langues locales. *Tdjirwa'ma* (celui qui cherche la terreur) en langue Kanouri et *ain bidiga dady* (ceux qui aiment les armes) en Haoussa sont par exemple deux expressions communément utilisées dans la région pour désigner les membres de Boko Haram<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Voir Guide du questionnaire en annexe.



Soixante-dix-neuf villages de la région de Diffa, situés dans les 8 communes faisant frontière avec le Nigéria ou le Tchad, ont été enquêtés. Dans la région de Zinder, 20 villages des communes frontalières situées à l’est du chef-lieu de région ont été couverts. En s’appuyant sur le réseau des conseils de la jeunesse et avec l’appui des autorités traditionnelles, les enquêteurs ont mené en moyenne 270 entretiens individuels chacun.

Un consultant statisticien a ensuite été recruté pour analyser les données et rédiger la partie technique de l’étude.



### Répartition des répondants par région, département et commune

	Effectif	Pourcentage
<b>Diffa</b>	<b>5 271</b>	<b>78,41 %</b>
<b>Bosso</b>	<b>803</b>	<b>11,95 %</b>
Bosso	803	11,95 %
<b>Diffa</b>	<b>2 109</b>	<b>31,37 %</b>
Chetimari	523	7,78 %
Diffa	577	8,58 %
Gueskerou	1 009	15,01 %
<b>Goudoumaria</b>	<b>707</b>	<b>10,52 %</b>
Goudoumaria	707	10,52 %
<b>Maine Soroa</b>	<b>1 094</b>	<b>16,27 %</b>
Maine Soroa	1 094	16,27 %

	Effectif	Pourcentage
<b>N’Gourti</b>	<b>281</b>	<b>4,18 %</b>
N’Gourti	281	4,18 %
<b>N’Guigmi</b>	<b>277</b>	<b>4,12 %</b>
N’Guigmi	277	4,12 %
<b>Zinder</b>	<b>1 451</b>	<b>21,59 %</b>
<b>Dungass</b>	<b>872</b>	<b>12,97 %</b>
Dogo-Dogo	511	7,60 %
Dungass	72	1,07 %
Mallaoua	289	4,30 %
<b>Goure</b>	<b>579</b>	<b>8,61 %</b>
Boune	579	8,61 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

Dans la région de Diffa, toutes les communes sont frontalières du Nigéria, à l’exception de N’Gourti et N’Guigmi, qui jouxtent le Tchad. L’ensemble de la région est soumis à l’état d’urgence depuis octobre 2015 mais toutes les communes n’ont pas été affectées de la même manière par Boko Haram. Ainsi, N’Gourti et Goudoumaria ont été relativement épargnées par les attaques.

Dans la région de Zinder, les communes sont frontalières avec le Nigéria également. Elles n’ont pas été directement touchées par les attaques de Boko Haram mais elles ont eu à accueillir une petite partie des personnes déplacées fuyant la violence. Des rumeurs persistantes ont couru sur la présence d’éléments de Boko Haram et de potentielles attaques mais elles ne se sont jamais concrétisées par des actes.

Carte 1 : Villages couverts par l’enquête

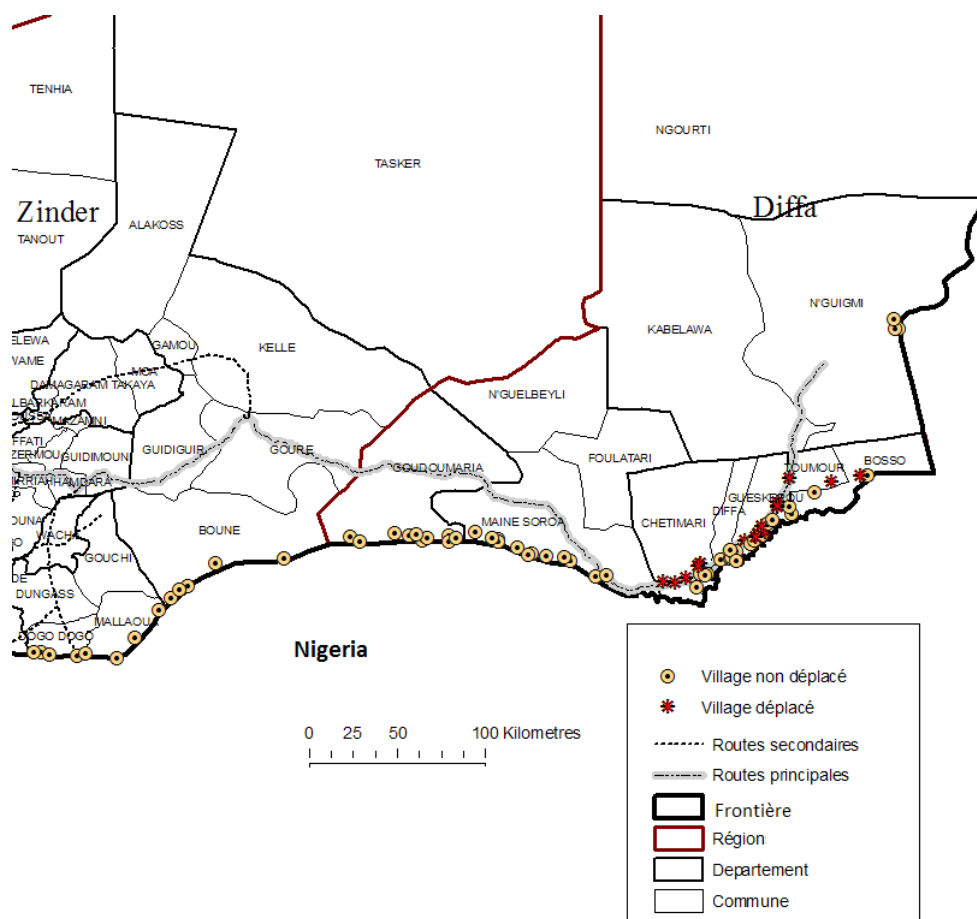




Photo satellite de la zone couverte par l'enquête.

## Démarche méthodologique

### Echantillonnage

L'unité d'échantillonnage de cette étude était de 99 villages situés à trois kilomètres ou moins de la frontière. La taille de l'échantillon n'a pas été déterminée sur la base de l'effectif général de la population dans la zone couverte mais visait une représentation qualitative des communautés frontalières, dans leur diversité ethnique, linguistique et culturelle notamment.

### Technique d'enquête

Le choix des répondants a été fait de manière aléatoire tout en veillant à assurer une représentation équitable des tranches d'âge, catégories sociales, nationalités et ethnies présentes dans la zone d'enquête.

Le questionnaire utilisé présentait presque exclusivement des questions à choix multiples (questions fermées). Le répondant avait la possibilité de choisir la réponse « autre » et d'expliquer sa réponse dans un champ de texte dédié. Pour de nombreuses questions, les répondants avaient la possibilité de donner plusieurs réponses. Quatre questions ouvertes figuraient dans le questionnaire afin de donner une plus grande liberté de réponse aux enquêtés sur des thématiques bien précises.

Les données recueillies ont été stockées sur une base de données sécurisée, triées et nettoyées pour permettre leur analyse et leur représentation graphique.

## Difficultés rencontrées

- Dans les communes de Chetimari et Gueskérou, la situation sécuritaire a contraint les enquêteurs à retirer leur visibilité OIM par crainte d'être pris pour cible par Boko Haram. Quelques villageois ont aussi suspecté les enquêteurs d'être des informateurs à la solde des forces armées.
- Certains villages sont très éloignés des principaux centres urbains et ne sont pas desservis par les routes ni par les pistes. Les enquêteurs se sont alors déplacés à dos de cheval ou de dromadaire, les mesures liées à l'état d'urgence interdisant la circulation des motos dans la région de Diffa.
- A Bosso, Chetimari et Gueskérou, certains villages avaient été partiellement ou totalement déplacés.
- En raison de pratiques culturelles propres à certaines zones reculées, il a souvent été difficile pour les enquêteurs de mener des entretiens individuels avec des femmes. Cela explique la portion relativement faible de répondantes féminines (23,45 %).



# Méthodologie d'analyse

La plupart des questions posées lors de cette enquête sont des questions fermées à choix multiples. Pour ces cas, l'analyse devrait permettre de faire ressortir les proportions des personnes interrogées par rapport à leurs réponses choisies. Il s'agit de retrouver les effectifs ou les pourcentages de personnes choisissant une réponse sur l'ensemble de l'échantillon de l'enquête. Par ailleurs, la réponse « autre » accompagnant chaque question à choix multiple permet aux répondants de préciser leur choix dans le cas où celui-ci diffère des possibilités proposées.

Toutefois, les pourcentages exprimant les choix des répondants peuvent parfois porter sur leurs fréquences dans l'ensemble des réponses formulées. Ceci permet de mettre en évidence l'ampleur relative des différentes réponses données ainsi que les choix les plus fréquents des personnes interrogées. Pour ce type de question, la somme des pourcentages extraits des réponses peut être supérieure à 100 %, chaque répondant ayant pu donner deux réponses ou plus.

En ce qui concerne les questions ouvertes de l'enquête, le nettoyage de la base a permis de faire ressortir les réponses les plus fréquentes et les plus pertinentes données par les personnes interrogées.

Pour les différentes variables de l'enquête, des représentations graphiques sous formes de diagrammes circulaires ou en bâton ont été réalisées sur la base des pourcentages des réponses formulées. Pour les questions à choix multiples, la représentation graphique choisie est généralement le diagramme en bâton. Concernant les questions fermées à choix uniques, des représentations graphiques sous formes de diagramme circulaires ont été réalisées pour prendre en compte le caractère mutuellement exclusif des différentes réponses.

Les résultats de l'enquête sont parfois détaillés suivant les régions ou les communes des personnes enquêtées, pour prendre en compte les différences notables des réponses obtenues en fonction de ces zones géographiques. Ainsi plusieurs facteurs peuvent influencer sur les perceptions de personnes interrogées par rapport aux aspects étudiés (localités à l'abri de l'insécurité, zones durement touchées par le terrorisme, villages déplacés, etc.). Les communes de N'Guigmi, Bosso, Mainé-Soroa et Diffa ont fait l'objet d'une attention particulière car elles ont été les plus affectées par Boko Haram.

Des représentations cartographiques sont également intégrées au niveau de certaines parties du document, permettant de voir les variations des réponses données et les spécificités au niveau des villages ou des communes pour certaines variables de l'enquête.

# Interprétation des résultats de l'enquête





# 1. Profil de l'échantillon

Les enquêteurs avaient pour consigne de veiller à ce que toutes les communautés ethniques, toutes les tranches d'âge et toutes les couches de population soient couvertes par l'étude, de manière à refléter le plus fidèlement possible les populations frontalières de cette région du Niger.

## 1.1. Sexe

Bien que l'accent ait été mis sur le genre lors de la formation des enquêteurs, afin qu'hommes et femmes aient les mêmes chances de répondre au questionnaire, les individus interrogés sont en grande partie des hommes. Sur les 6 722 réponses reçues, l'effectif des hommes est de 5 146, soit 76,5 % de l'échantillon, contre 1 576 pour les femmes (23,5 % de l'échantillon). Il est à noter que les traditions locales ont rendu plus difficile les entretiens avec les femmes, y compris lorsque l'agent enquêteur est une femme. Certains entretiens, en principe individuels, ont également dû être menés en présence du mari.

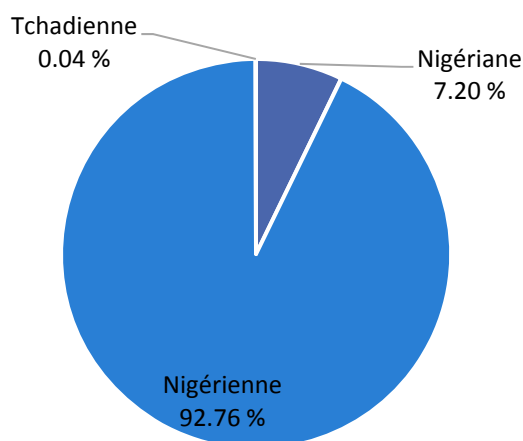
	Effectif	Pourcentage
Féminin	1 576	23,45 %
Masculin	5 146	76,55 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>



## 1.2. Nationalité

L'enquête a concerné les personnes se trouvant dans les zones frontalières de Diffa et de Zinder à travers les différents villages retenus dans l'échantillon. Les personnes enquêtées sont ainsi, dans une large proportion, de nationalité nigérienne avec une proportion de 92,8 %. On dénombre une part relativement importante de nigériens (7,2 %) et quelques tchadiens (0,04 %). Les zones couvertes sont en effet majoritairement frontalières avec le Nigéria et il existe de forts liens socio-économiques entre les populations de part et d'autre de la frontière. La présence de nombreux réfugiés Nigériens<sup>4</sup> dans la région de Diffa, qui vivent souvent au sein de familles d'accueil avec qui ils entretiennent des liens de parenté, explique par ailleurs la proportion relativement importante de ressortissants du Nigéria. Enfin, à Diffa comme à Zinder, les marchés hebdomadaires attirent de nombreux commerçants et acheteurs Nigériens.

Nationalité des personnes enquêtées



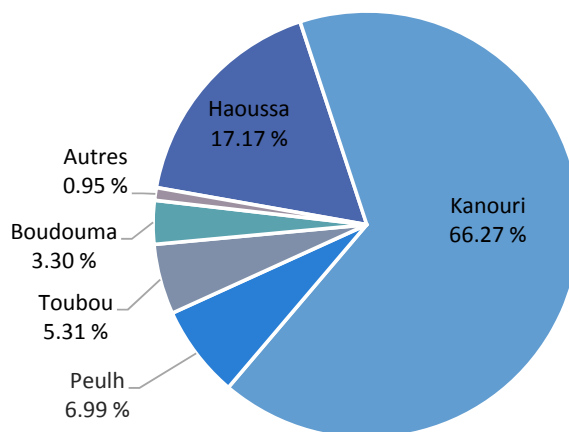
## 1.3. Appartenance ethnique

Les ethnies Kanouri (66 % de l'échantillon) et Haoussa (17 %), traditionnellement sédentaires, sont également très présentes au nord du Nigéria. Les Kanouris sont majoritaires dans la région de Diffa tandis que les Haoussa représentent la principale ethnie dans la région de Zinder.

Les Peulhs sont présents sur quasiment tout le territoire nigérien et, plus largement l'Afrique de l'Ouest. Traditionnellement nomades, ils guident leurs troupeaux sur des centaines, voire des milliers de kilomètres, suivant un axe est-ouest qui peut aller aussi loin que le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Autre groupe nomade, les Toubous vivent principalement dans les zones désertiques au nord et à l'est de la région de Diffa, notamment dans la commune de N'Gourti. Une partie significative des populations Peulh et Toubou est aujourd'hui sédentarisée.

<sup>4</sup> A la date du 30 avril 2017, 106 000 réfugiés Nigériens se trouvaient au Niger : <https://data2.unhcr.org/fr/country/ner>

### Appartenance ethnique

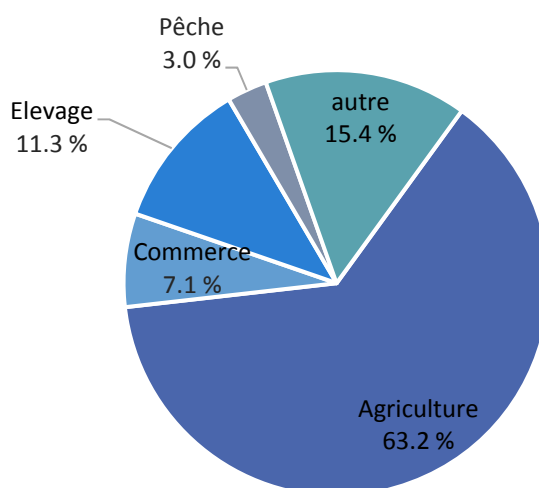


## 1.4. Activité professionnelle

Les activités exercées par les populations de la zone de l'enquête sont généralement du secteur primaire et le commerce. L'agriculture est l'activité la plus pratiquée par les personnes enquêtées avec une part de 62 %. Suivent ensuite l'élevage, le commerce, occupant respectivement 11 % et 7 % des personnes enquêtées. La pêche est également présente au niveau de certaines zones et concerne 3 % des enquêtés.

Ces chiffres ne doivent pas être interprétés comme indiquant que toutes les personnes interrogées exercent une activité à plein temps qui suffit à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. De nombreuses personnes ayant répondu « agriculture » exercent cette activité à des fins de subsistance et pendant une partie de l'année seulement. En effet, durant la « période de soudure », qui s'étend généralement de novembre à juin selon la date des premières pluies, la plupart des cultivateurs ne sont plus occupés par les travaux des champs. Historiquement, nombre d'entre d'eux se rendaient au Nigéria pour y exercer des métiers temporaires dans le petit commerce, la construction, les services domestiques, etc. L'arrivée de Boko Haram et l'insécurité qui en a résulté a considérablement réduit cette possibilité, aggravant davantage le manque d'emploi dans la région, notamment pendant la période de soudure.

### Activité professionnelle



## 2. Perceptions des communautés locales sur la gestion de la frontière

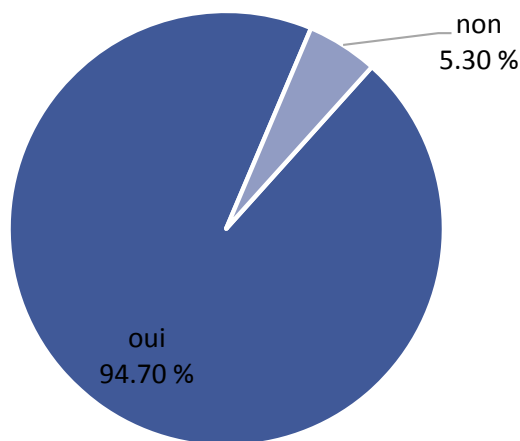
Cette partie de l'étude fait ressortir la perception des communautés se trouvant en zones frontalières, sur la gestion de la frontière et leurs traversées de la frontière. De par leur connaissance des régions frontalières et leurs fréquentes traversées vers le Nigéria, ces populations sont bien informées des enjeux de la gestion de la frontière.

### 2.1. Connaissance de l'emplacement et de la fonction de la frontière

Une large majorité des personnes enquêtées indique connaître l'emplacement exact de la frontière. (95 % des répondants). Cette connaissance de l'emplacement de la frontière par les populations locales se justifie aussi bien par leur localisation en zone frontalière que par leurs fréquentes traversées vers le pays voisin. Par ailleurs, sur la partie est de la région de Diffa, la frontière est matérialisée par la rivière Komadougou-Yobé sur une centaine de kilomètres, ce qui facilite son identification.

Concernant la fonction d'une frontière, les populations retiennent majoritairement la délimitation de la séparation entre deux Etats. En effet, 92 % des personnes interrogées évoquent cette fonction de la frontière. De plus, 30 % des enquêtés trouvent que la frontière peut permettre d'assurer la sécurité des personnes et 27 % y ajoutent la facilité de la surveillance des entrées et des sorties par les autorités. L'utilité de la frontière pour assurer la sécurité des populations est donc identifiée de manière relativement marginale par les répondants, qui comprennent en revanche très majoritairement sa fonction administrative.

Savez-vous où se situe la frontière de manière exacte ?



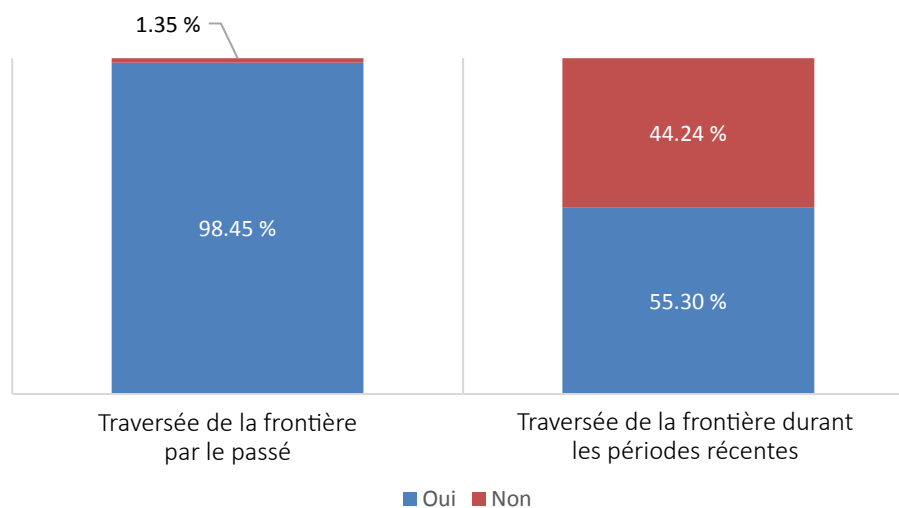
### 2.2. Traversée de la frontière

Parmi les personnes enquêtées, presque toutes ont déjà traversé la frontière par le passé (98 %), avant la présence de Boko Haram dans la zone. Ainsi, du fait de la proximité avec la frontière, les déplacements sont récurrents pour diverses raisons (économiques, familiales ou pour des activités particulières). Ceci témoigne des liens étroits qu'entretiennent les populations des régions de Diffa et Zinder avec les localités voisines se trouvant de l'autre côté de la frontière.



Alors que la quasi-totalité des répondants déclarent qu'ils traversaient régulièrement la frontière avant l'arrivée de Boko Haram, ils ne sont plus que 55 % à le faire aujourd'hui, ce qui démontre l'impact majeur que le groupe terroriste a eu et continue d'avoir sur le mode de vie des populations. Ceci étant dit, plus de la moitié des personnes interrogées traversent toujours la frontière de manière régulière aujourd'hui, malgré les risques. Ainsi, même en temps de forte instabilité, la mobilité transfrontalière continue d'avoir une place importante dans la vie des communautés. Elle conditionne toujours les principaux échanges commerciaux.

### Traversée de la frontière



## 2.3. Raisons de la traversée de la frontière

Les raisons qui expliquent la traversée de la frontière par les populations des zones frontalières sont principalement d'ordres familial, commercial et économique. De plus, une bonne partie des populations de la zone se déplace régulièrement en traversant la frontière pour exercer des activités agricoles, la pêche ou des activités de transport. Le pastoralisme, notamment chez les populations nomades (Peulhs), explique enfin un certain nombre de traversées de la frontière.

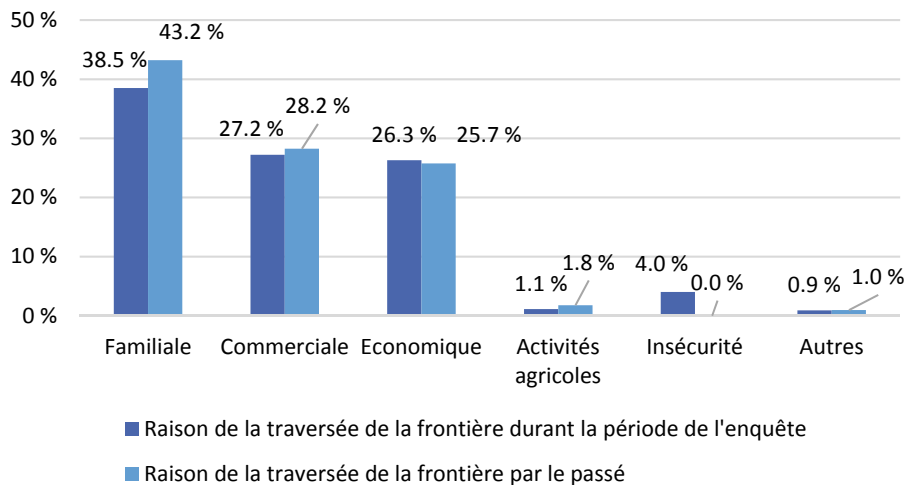
Les résultats de l'enquête montrent que les populations de la zone qui traversent la frontière le font d'abord pour des raisons familiales (43 % avant l'arrivée de Boko Haram et 38 % durant la période l'enquête). Cela illustre les liens de parenté entre les populations de part et d'autre de la frontière.

Viennent ensuite les raisons commerciales et économique restées relativement stables au cours du temps et concernent respectivement 27 % et 26 % des répondants. En effet, depuis des générations, les échanges commerciaux de la région suivent un axe nord-sud, entre le Niger et le Nigéria. Les céréales, le carburant, les vêtements et les produits manufacturés en provenance du Nigéria sont vendus au Niger, tandis que les Nigériens sont acheteurs de bétail, de produits laitiers et de poivrons rouges. De nombreux Nigériens passent en outre quelques mois de l'année à travailler au Nigéria, où les salaires sont plus élevés.



Une part relativement peu importante des enquêtés indique se déplacer pour exercer des activités économiques telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche et le transport (respectivement autour de 1 %, 0,3 % et 0,2 %). Notons que les déplacements pour exercer ces activités nécessitent souvent des traversées très fréquentes de part de la frontière du qu'il s'agit de mouvement de courte durée.

On note de plus durant ce derniers temps un nombre assez significatif de déplacements pour des raisons d'insécurité, notamment les différentes attaques de Boko Haram. Ainsi, le motif de traversée de la frontière du fait de l'insécurité est peu cité pour le passé, alors que sa part devient plus importante durant la période de l'enquête (4 % des raisons contre presque 0 % par le passé). Les personnes expliquant avoir traversé la frontière pour fuir l'insécurité sont soit des Nigériens auparavant installés au Nigéria, soit des Nigériens ayant fui leur pays, pour échapper à la violence dans les deux cas.



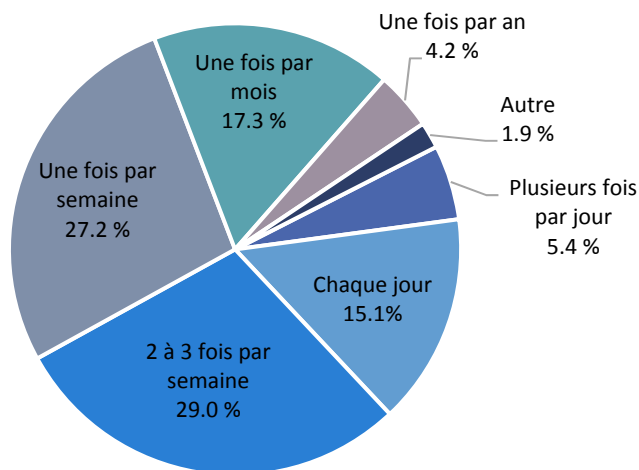
## 2.4. Fréquence de la traversée de la frontière

La traversée de la frontière par les populations se fait de manière fréquente. En effet, la plupart des personnes indiquant traverser la frontière le font soit tous les jours, soit au moins une fois par semaine. Ainsi les zones de passage de la frontière sont fréquemment empruntées du fait des différentes raisons évoquées par les populations. En raison du faible nombre de point de passage officiels (postes frontière) et de l'absence de contrôle de la frontière, la plupart des traversées se font par des points de passages non officiels, et donc non surveillés par les autorités. Cette pratique n'implique pas nécessairement un but frauduleux : il s'agit simplement de l'option la plus pratique pour les populations. Par exemple, un éleveur n'a pas d'intérêt à faire parcourir à son troupeau plusieurs kilomètres de terres sans pâturages uniquement pour atteindre un poste frontière. Une étude précédente menée par l'OIM estime à 36 le nombre de points de passage non officiels dans le département de Mainé-Soroa et 30 dans le département de Diffa<sup>5</sup>.



<sup>5</sup> Etude des flux sur les frontières Niger-Nigéria et Niger-Tchad dans la région de Diffa, OIM, 2016. Disponible <https://publications.iom.int/fr/books/projet-de-renforcement-de-la-securite-aux-frontieres-dans-la-region-de-diffa-sedini>

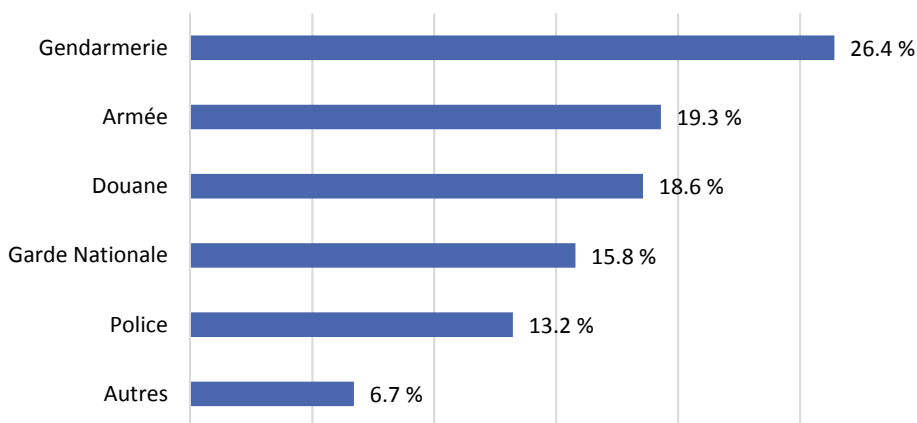
## Fréquence de la traversée de la frontière



## 2.5. Connaissance des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) présentes à la frontière

La grande majorité des enquêtés affirme connaître les forces des défenses et de sécurité présentes à la frontière. Les répondants identifient beaucoup plus les gendarmes (26,4 % des réponses où les enquêteurs affirment connaître les FDS), les militaires (19,3 % des réponses), les douaniers (18,6 % des réponses), les agents de la garde nationale (15,8 % des réponses) et la police du Niger (13,2 % des réponses). La prévalence de la gendarmerie et de l'armée s'explique en grande partie par la forte militarisation de la zone frontalière suite à l'apparition de Boko Haram. A l'exception de son groupement d'intervention, la police n'est pas dotée d'armes lourdes et n'est donc pas le premier service amené se rendre dans les zones les plus exposées. Elle n'a pas vocation à patrouiller le long des frontières. En revanche, militaires et gendarmes, mieux équipés, mènent de nombreuses patrouilles le long de la frontière et sont par conséquent plus visibles que les autres forces.

### Quelles sont les forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière que vous connaissez ?





## 3. Risques sécuritaires à la frontière

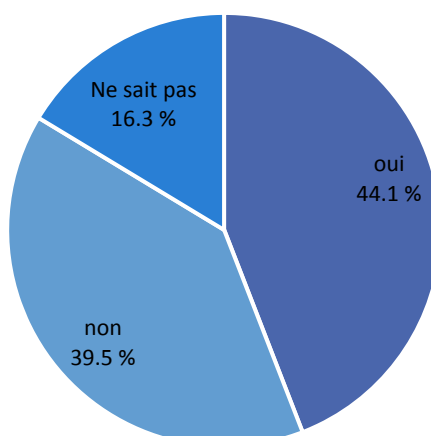
Les risques sécuritaires au niveau des frontières étudiées sont multiples. On y trouve généralement des activités criminelles tels que les trafics divers (trafics d'armes, de drogues, de personnes, etc.) et les agressions violentes et surtout les activités terroristes. Les zones frontalières du Niger, spécialement celles se trouvant dans la région de Diffa, sont exposées à la menace du groupe Boko Haram. L'instabilité régnant dans la région a par ailleurs favorisé les actes de banditisme, en particulier les braquages commis par les coupeurs de route. Cette partie de l'étude offre un aperçu de la perception qu'ont les communautés frontalières sur les risques sécuritaires, les mesures de sécurité prises par les autorités et leur opinion sur ces actions de sécurisation de la frontière.



### 3.1. Connaissance de la traversée des points de passage à la frontière pour des activités criminelles

Une part significative des personnes enquêtées estime que des points informels de passage de la frontière sont empruntés pour des activités criminelles. Ainsi 41 % des répondant indiquent la présence de ces activités au niveau des zones de passage de la frontière. Le phénomène n'est donc pas totalement occulte ; les habitants ont conscience de son existence et détiennent des informations précises sur ses modalités et les zones les plus concernées.

Connaissance de la traversée des points de passage à la frontière empruntés pour des activités criminelles

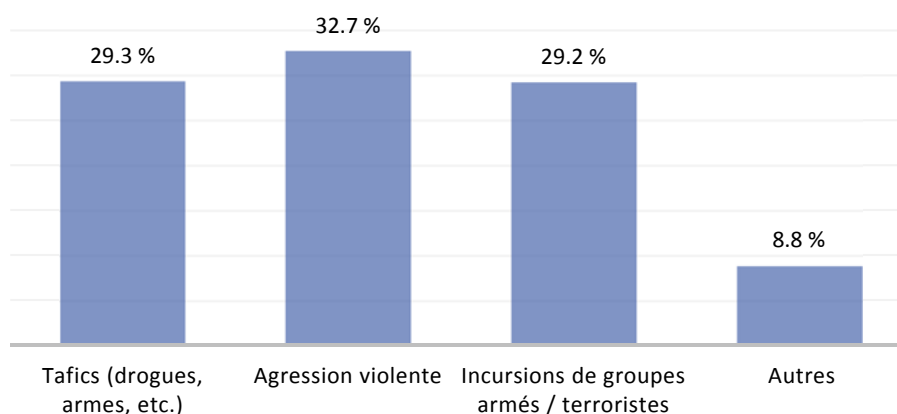


## 3.2. Types de problèmes sécuritaires rencontrés à la frontière

Parmi la population enquêtée, 42 % déclarent connaître des problèmes d'insécurité frontalière au niveau de leur village ou hameau. Les agressions violentes constituent le type de problème sécuritaire le plus évoqué par les répondants. Elles concernent 32 % des réponses données par les personnes enquêtées sur les différents types de problèmes sécuritaires constatés. En plus de la criminalité classique, cette appellation peut recouvrir le racket de Boko Haram, qui prélève, quand elle le peut, une taxe sur les éleveurs et les commerçants. Ces dernières années, des membres du groupe terroriste ont par ailleurs multiplié les razzias sur les troupeaux de la région, pour leur ravitaillement en nourriture mais aussi pour les revendre et financer leurs activités. Les éleveurs Peulhs et Boudoumas qui faisaient paître leurs troupeaux sur les rives du Lac Tchad ont été particulièrement touchés.

Les autres problèmes sécuritaires évoqués par les personnes enquêtées sont les incursions des groupes armés ou terroristes et les trafics de drogues, d'armes ou autres (29 % pour chacune de ces deux réponses). Malgré les progrès de la Force Multinationale Mixte (Niger, Nigéria, Cameroun, Tchad et Bénin), les incursions de Boko Haram à partir du Nigéria ou des îles du Lac Tchad n'ont pas été endiguées. Ces opérations, la plupart du temps de faible ampleur, visent des objectifs divers. Pour beaucoup d'entre elles, il s'agit de missions de ravitaillement par le pillage de magasins, d'entrepôts ou de centres de santé<sup>6</sup>. Mais Boko Haram continue également à lancer des attaques ciblées contre les forces de défense et de sécurité ou les civils soupçonnés de leur procurer des informations. Dans de rares cas, Boko Haram mène des attaques à plus grande échelle, tel l'assaut sur Gueskérou le 9 mai 2017 – qui s'est néanmoins soldé par une cuisante défaite pour les attaquants<sup>7</sup>.

A quels types de problèmes sécuritaires les communautés locales sont-elles confrontées au niveau de la frontière ?



L'ampleur des problèmes sécuritaires identifiés peut varier en fonction des régions. Ainsi, le problème des incursions des groupes armés ou terroriste est beaucoup plus ressenti à Diffa qu'à Zinder. En effet, 33 % des réponses recensées sur l'insécurité à Diffa concernent incursions des groupes armés ou terroristes, contre seulement 8 % à Zinder. Ceci est principalement dû à la présence du groupe Boko Haram dans la région de Diffa, notamment le long de la frontière avec le Nigeria et sur les rives du Lac Tchad, qui constituent les principaux foyers où il sévit. Dans ces zones, les populations ressentent toujours les conséquences de cette insécurité. La ville de Bosso, par exemple, a été attaquée par Boko Haram à deux reprises, en février 2015 et en juin 2016, poussant de nombreux habitants à fuir vers le sud. Certains ont regagné leurs foyers mais la ville n'a toujours pas retrouvé le niveau de population qu'elle avait avant les attaques<sup>8</sup>.

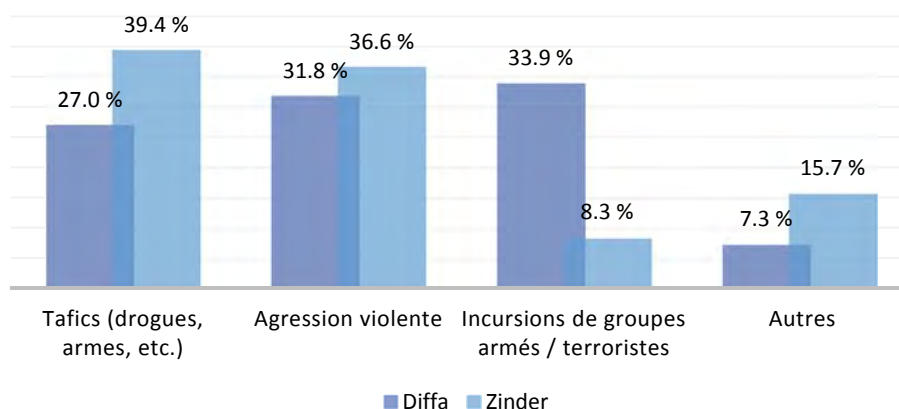
<sup>6</sup> Le 2 mai 2017, des éléments lourdement armés de Boko Haram ont traversé le lit asséché de la Komadougou-Yobé pour piller les localités de Tam et de Boudoum. Ce type d'opération permet notamment aux différentes factions de Boko Haram de se ravitailler en nourriture. Voir le rapport du Conseil de Sécurité des Nations-Unies du 2 février 2017 : [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2017/97](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/97)

<sup>7</sup> Voir [www.voafrique.com/a/une-cinquantaine-de-combattants-de-boko-haram-tues-au-niger/3804071.html](http://www.voafrique.com/a/une-cinquantaine-de-combattants-de-boko-haram-tues-au-niger/3804071.html)

<sup>8</sup> Voir [www.liberation.fr/planete/2017/02/08/on-n-avait-pas-d-autre-choix-que-de-s-en-remettre-a-dieu\\_1547254](http://www.liberation.fr/planete/2017/02/08/on-n-avait-pas-d-autre-choix-que-de-s-en-remettre-a-dieu_1547254)

Concernant les autres types de problèmes sécuritaires, les villages des deux régions sont affectés à des degrés similaires. Le problème sécuritaire lié au terrorisme constitue la principale différence entre les deux régions, les villages frontaliers de la région de Zinder étant situés en dehors de la zone affectée par les incursions de Boko Haram.

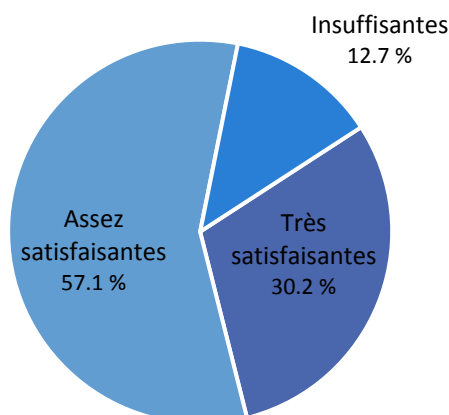
Type de problèmes sécuritaires à la frontière



### 3.3. Appréciation des mesures de sécurité prises au niveau de la frontière par les personnes interrogées

Trente pourcent (30 %) des personnes interrogées jugent les mesures de sécurité prises au niveau de la frontière très satisfaisantes, 57 % assez satisfaisantes et 13 % trouvent que ces mesures sont insuffisantes. Bien que les opinions négatives soient largement minoritaires, une majorité de répondants considère les mesures de sécurité comme « assez satisfaisantes », ce qui peut être interprété comme un besoin d'amélioration et de renforcement du dispositif de sécurité.

Appréciation des mesures de sécurité



### 3.4. Risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité à la frontière

D'après les répondants, les risques les plus susceptibles d'être causés par une mauvaise gestion de sécurité à la frontière sont le banditisme, les incursions terroristes et les trafics illicites. Ainsi 69 % des enquêtés retiennent le banditisme comme une conséquence directe de la mauvaise gestion de la sécurité à la frontière. Les vols de bétail sont en effet fréquents dans la région et le chaos environnant a favorisé l'apparition de groupes de « coupeurs de route », qui dépouillent voyageurs et commerçants sous la menace des armes.

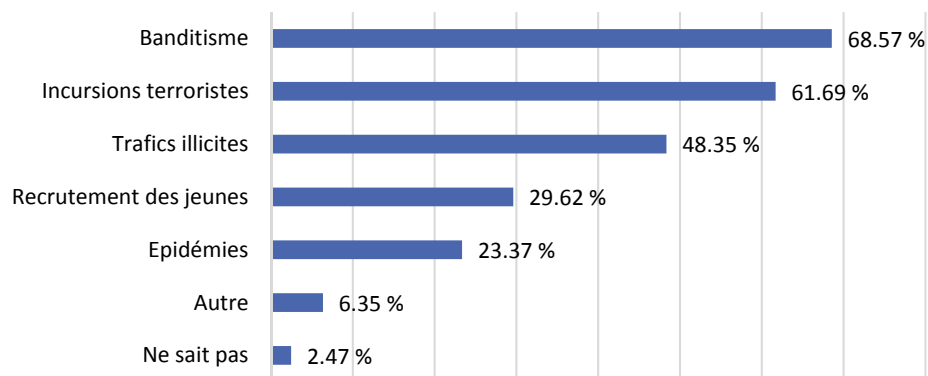
De plus les personnes interrogées sont respectivement 61 % et 48,3 % à citer les incursions terroristes et les trafics illicites parmi les conséquences de la mauvaise gestion de la sécurité frontalière.



D'autres problèmes sont également évoqués par les populations, tels que le recrutement des jeunes par des groupes terroriste (29,6 %). Boko Haram recrute principalement chez les jeunes, en usant d'arguments matériels (« salaire » largement supérieur au revenu moyen, remise d'une moto et d'un téléphone, etc.) et idéologiques. Il est difficile de déterminer avec certitude le nombre de recrues nigériennes mais au moins 145 ex-membres du groupe se sont rendus aux autorités nigériennes depuis fin 2016<sup>9</sup>.

Enfin, les épidémies apparaissent comme un risque important découlant d'une mauvaise gestion de la frontière (23,3 %). Au moment de la rédaction de cette étude, la région de Diffa est notamment touchée par une épidémie d'hépatite E<sup>10</sup>.

### Risques pouvant émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité à la frontière



Note : Les reponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal a 100 %.

<sup>9</sup> Selon le Gouverneur de la Région de Diffa, à la date du 17 avril 2017 : [www.nigerdiaspora.net/index.php/interviews/512-niger-la-victoire-sur-boko-haram-ne-sera-pas-que-militaire](http://www.nigerdiaspora.net/index.php/interviews/512-niger-la-victoire-sur-boko-haram-ne-sera-pas-que-militaire)

<sup>10</sup> Voir [www.who.int/csr/don/05-may-2017-hepatitis-e-niger/fr/](http://www.who.int/csr/don/05-may-2017-hepatitis-e-niger/fr/)

## 4. Perceptions des communautés locales sur le terrorisme

Les personnes interrogées se situent majoritairement dans les zones où les incursions des groupes terroristes sont fréquentes. La menace terroriste concerne avant tout les villages frontaliers de la région de Diffa. Les perceptions des communautés locales sur le terrorisme sont décrites dans cette partie de l'étude, qui s'intéresse aux types d'activités terroriste constatées dans la zone, aux causes du terrorisme, à l'évolution de la menace terroriste et aux propositions de solutions mentionnées pour prévenir cette menace.

### 4.1. Types d'activités terroristes connues par les personnes enquêtées

Les activités terroristes les plus citées par les populations sont les attaques généralisées sur des civils, la destruction des maisons et les assassinats. Ainsi 80,4 % des enquêtés identifient les attaques généralisées sur des civils comme type d'activité terroriste. Cette proportion est respectivement de 66,5 et 63,8 % pour la destruction des maisons et les assassinats. D'autres activités terroristes sont également identifiées comme les enlèvements et l'intimidation.

Les attaques contre les civils recouvrent aussi bien les attentats à la bombe, presque systématiquement des attentats-suicides<sup>11</sup>, que les attaques à l'arme blanche ou à l'arme légère, parfois associées à des actes de pillage ou à des vols de bétail. Moins nombreux depuis l'été 2016, les massacres de civils ont néanmoins poussé plusieurs dizaines de milliers de personnes à se réfugier dans les zones protégées par les forces nigériennes, en particulier le long de la route nationale n°1, qui relie Diffa à Niamey. En deux ans, près de 300 civils ont été tués par Boko Haram dans la région de Diffa<sup>12</sup>.

Les assassinats visent souvent des personnes soupçonnées par Boko Haram de fournir des informations aux autorités ou de tenir un contre-discours dissuadant les jeunes de rejoindre les rangs du groupe armé. Ils sont également commis lors de vols et de pillages.

Il existe des différences, au moins doctrinales, entre les deux factions rivales de Shekau et Al-Barnawi. La faction dirigée par Shekau est réputée être la plus violente à l'égard des civils, y compris musulmans, tandis que celle dirigée par Al-Barnawi se targue d'épargner les civils musulmans qui ne s'opposent pas à lui<sup>13</sup>.

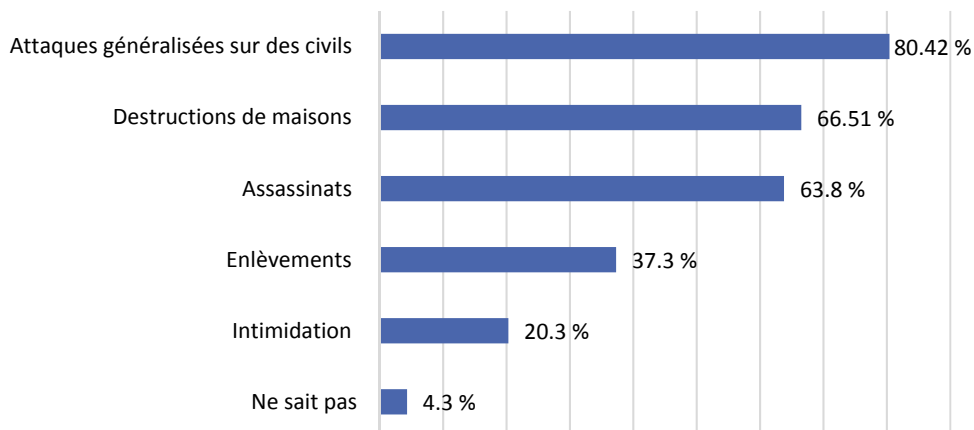
Les enlèvements, en sus de ceux commis à des fins d'intimidation et de vengeance, peuvent concerner au moins deux types de situations récurrentes dans la région. Tout d'abord, les recrutements sous la contrainte ou la menace peuvent être assimilés à des enlèvements. Nombre de mineurs ont été enrôlés de la sorte, ou en cédant à l'appât du gain promis par les recruteurs du groupe armé. Par ailleurs, il a été rapporté que des membres de Boko Haram emmènent leurs femmes et leurs enfants au Nigéria pour les garder auprès d'eux, parfois contre leur volonté.

<sup>11</sup> Voir <https://afrique-tv.info/niger-deux-morts-attentat-suicide-sud/>

<sup>12</sup> Voir [www.jeuneafrique.com/417539/politique/niger-291-civils-tues-deux-ans-region-de-diffa-jihadistes-de-boko-haram/](http://www.jeuneafrique.com/417539/politique/niger-291-civils-tues-deux-ans-region-de-diffa-jihadistes-de-boko-haram/)

<sup>13</sup> Voir [www.longwarjournal.org/archives/2016/08/jihadists-argue-over-leadership-of-islamic-states-west-africa-province.php](http://www.longwarjournal.org/archives/2016/08/jihadists-argue-over-leadership-of-islamic-states-west-africa-province.php)

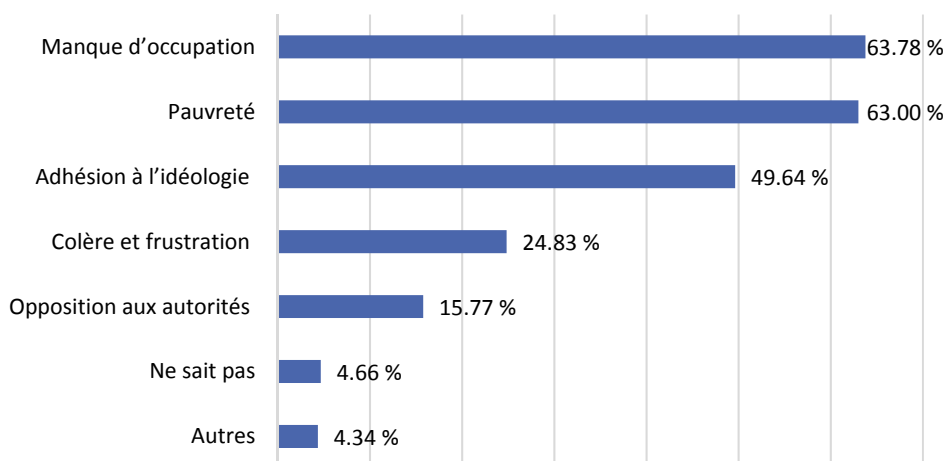
## Quels types d'activités terroristes connaissez-vous ?



Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

## 4.2. Les facteurs d'attraction vers le terrorisme

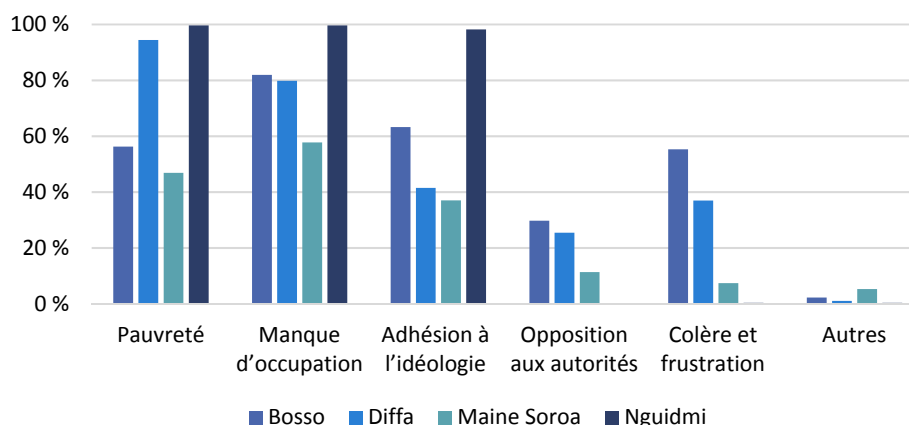
### Facteurs d'attraction vers le terrorisme



Régions de Zinder et de Diffa confondues, la pauvreté et le manque d'occupation sont les principales raisons qui poussent les populations vers le terrorisme : ces deux raisons sont évoquées chacune dans près de 29 % des réponses fournies par les personnes enquêtées. Les autres raisons citées sont l'adhésion à une idéologie (22 % des réponses), la colère et la frustration (11 % des réponses) et l'opposition aux autorités (7,2 %).

Les communes de Bosso, Diffa, Mainé-Soroa et N'Guigmi ont été étudiées plus en détail car elles se trouvent toutes dans la zone de présence de Boko Haram et permettent de faire ressortir les convergences mais aussi les variations entre différentes sections de la frontière.

## Facteurs d'attraction vers le terrorisme par commune



Note : Les réponses multiples sont possibles. Le Total n'est pas égal à 100 %.

Les différentes raisons pouvant pousser les populations vers le terrorisme sont citées à des fréquences différentes selon les communes. Ainsi, le manque d'occupation est plus souvent évoqué au niveau des quatre communes. Pour la raison liée à la pauvreté, elle est surtout citée à N'Guigmi et Diffa. D'autre part, l'adhésion à une idéologie est beaucoup évoquée à Bosso et à N'Guigmi.

Les fortes divergences entre communes limitent la possibilité de tirer de ces résultats des conclusions générales, si ce n'est que l'opposition aux autorités ne semble pas être considérée comme le facteur prépondérant. C'est un enseignement intéressant car il semble montrer que, pour les populations répondantes, le terrorisme se développe moins en réaction à une injustice de la part des autorités (réponse donnée par 15 % des personnes interrogées toutes communes confondues) qu'en raison d'une situation générale difficile - pauvreté et manque d'occupation (63 % des personnes interrogées).

Il ressort par ailleurs de l'enquête que, toutes communes confondues, près de 50 % des répondants ont identifié l'adhésion à l'idéologie comme un facteur d'attraction vers le terrorisme. Pour une partie non négligeable de la population, rejoindre Boko Haram résulte donc, de manière exclusive ou corrélativement à d'autres facteurs tels que la pauvreté, d'un processus de radicalisation intellectuelle et/ou religieuse.

La circulation de matériel de propagande sur les réseaux sociaux, les applications de messagerie et les enregistrements audio sur carte mémoire, de même que les prêches violents de prédicateurs itinérants avaient en effet été relevés dans la région avant même les attaques de Boko Haram au Niger<sup>14</sup> et continuent d'être observés<sup>15</sup>. Sans atteindre le degré de sophistication de la communication du groupe Etat Islamique, ces contenus médias ont contribué à entretenir et exploiter au sein de la jeunesse un terreau idéologique favorable au recrutement de nouveaux combattants<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Voir [www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why\\_do\\_Youth\\_Join\\_Boko\\_Haram.pdf](http://www.usip.org/sites/default/files/SR348-Why_do_Youth_Join_Boko_Haram.pdf)

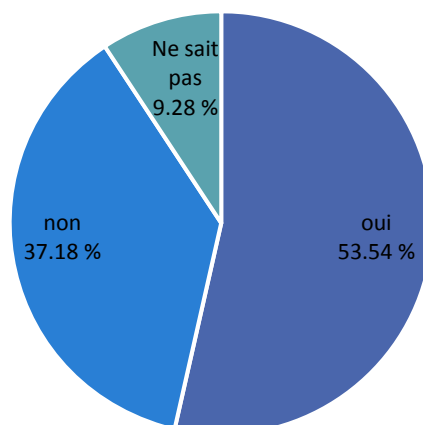
<sup>15</sup> Voir [www.mercycorps.org/sites/default/files/Motivations%20and%20Empty%20Promises\\_Mercy%20Corps\\_Full%20Report.pdf](http://www.mercycorps.org/sites/default/files/Motivations%20and%20Empty%20Promises_Mercy%20Corps_Full%20Report.pdf)

<sup>16</sup> Ibid.

### 4.3. Perception des enquêtés par rapport au fait que leur communauté soit à l'abri du phénomène de terrorisme

Malgré la menace toujours présente au niveau des zones frontalières, la majorité des personnes enquêtées estime que les communautés sont à l'abri du terrorisme (54 % des répondants).

Pensez-vous que votre communauté soit à l'abri du terrorisme ?



Dans la région de Diffa, les populations semblent plus optimistes avec 55 % des répondants estimant être à l'abri du terrorisme, contre 48 % à Zinder. Or Zinder n'a pas fait l'objet d'attaques par Boko Haram, contrairement à région de Diffa. Dans ce cas précis, on relève donc une déconnexion entre la proximité géographique des attaques et le sentiment d'insécurité chez la population. Une partie de l'explication réside peut-être dans les rumeurs persistantes qui parcouraient l'est de la région de Zinder ces dernières années. Celles-ci faisaient état d'infiltrations par des éléments du groupe armé et de préparation d'attentats mais cette menace ne s'est jamais matérialisée.

### 4.4. Evolution de la menace terroriste

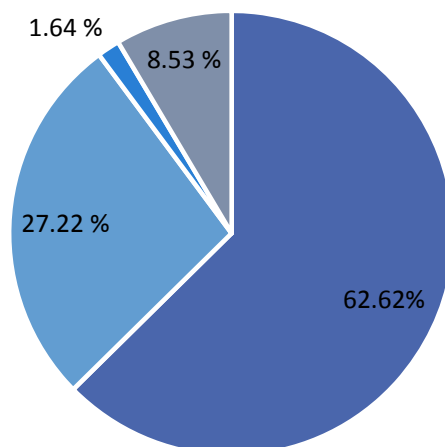
Les populations apprécient positivement l'évolution de la situation par rapport à la menace terroriste. En effet plus de 62 % des répondants pensent que la menace terroriste est en voie d'extinction et 27 % la jugent stable. Par contre seul 1,6 % des personnes interrogées jugent la menace terroriste en augmentation. Ces résultats reflètent le recul de Boko Haram, au Niger comme au Nigéria, depuis l'intensification des opérations militaires, notamment dans le cadre de la Force Multinationale Mixte. La multiplication des redditions de membres du groupe contribue en outre à ce sentiment de baisse de la menace terroriste : depuis fin 2016, au moins 145 ex-membres du groupe se sont rendus aux autorités nigériennes<sup>17</sup>.

Il doit être signalé que l'intensité de la menace terroriste peut varier selon la période de l'année. En effet, pendant la saison sèche (octobre-juin), le niveau de la rivière marquant la frontière dans la région de Diffa est au plus bas, ce qui facilite les incursions de Boko Haram à partir du Nigéria. L'enquête terrain a été menée en février et en mars, c'est-à-dire la période durant laquelle le degré de menace terroriste est le plus élevé.

<sup>17</sup> Selon le Gouverneur de la Région de Diffa, à la date du 17 avril 2017 : [www.nigerdiaspora.net/index.php/interviews/512-niger-la-victoire-sur-boko-haram-ne-sera-pas-que-militaire](http://www.nigerdiaspora.net/index.php/interviews/512-niger-la-victoire-sur-boko-haram-ne-sera-pas-que-militaire)



## Evolution de la menace terroriste



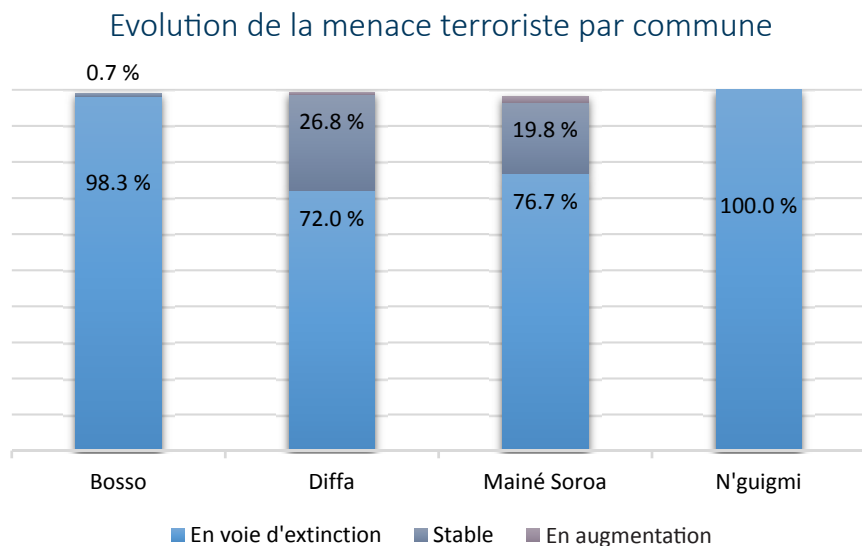
Les communes dans lesquelles les populations estiment que la menace terroriste augmente sont celles de la région de Zinder proches de la région de Diffa (Bouné).

Les répondants de la commune de Bouné (Zinder) estiment que la menace terroriste est en augmentation. Pourtant, cette zone n'a jamais été attaquée par Boko Haram. Mais le fait qu'elle soit relativement proche de la zone d'opérations du groupe armé est, cependant, susceptible d'alimenter la peur chez la population. Par ailleurs, peu avant la conduite de l'enquête terrain, des rumeurs persistantes sur la présence de partisans de Boko Haram circulaient à Bouné. Cela fait ressortir l'écart qui peut parfois exister entre la *présence* avérée d'une menace dans une région et la *perception* d'une menace par la population.

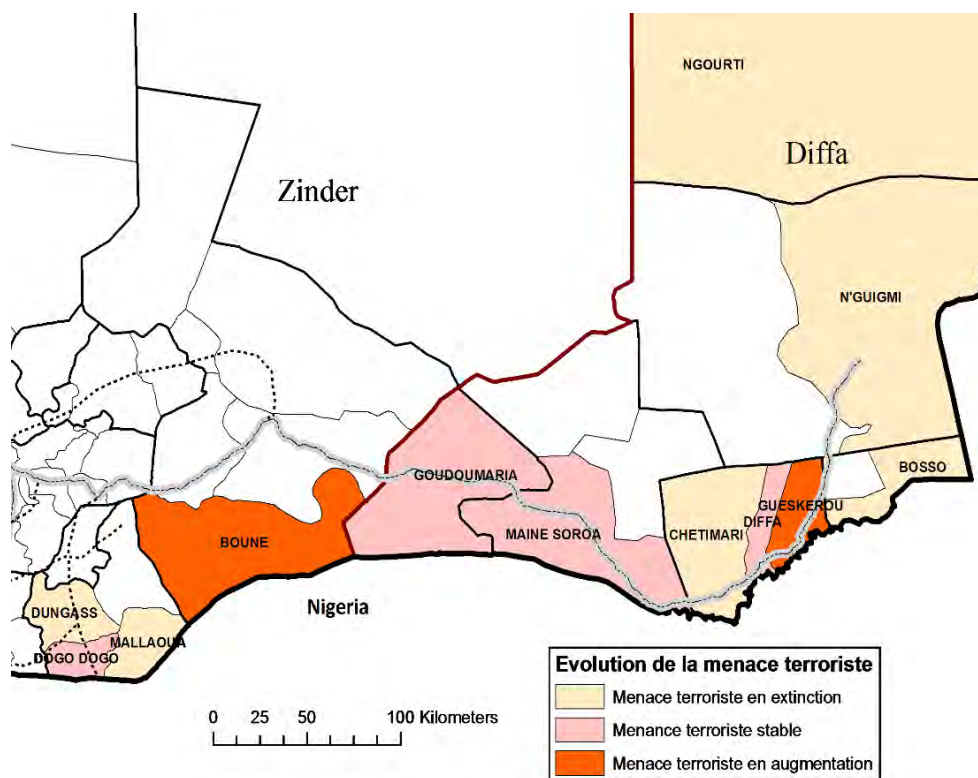


Ces faits sont également observés dans certaines localités de diffa. Pour les villages durement touchés par le terrorisme par le passé (Bosso, Diffa, Chétimari), les populations estiment souvent que la situation s'améliore de plus en plus ou reste stable parfois.

Pour l'ensemble des quatre communes, les personnes enquêtées jugent la menace terroriste globalement en extinction. C'est dans les communes de Bosso et de N'Guigmi que la proportion des répondants qui estiment que le terrorisme est en extinction est la plus élevée (près de 100 %). A Diffa et Mainé-Soroa, une part relativement importante des personnes interrogées jugent la menace terroriste stable (respectivement 27 % et 20 %).



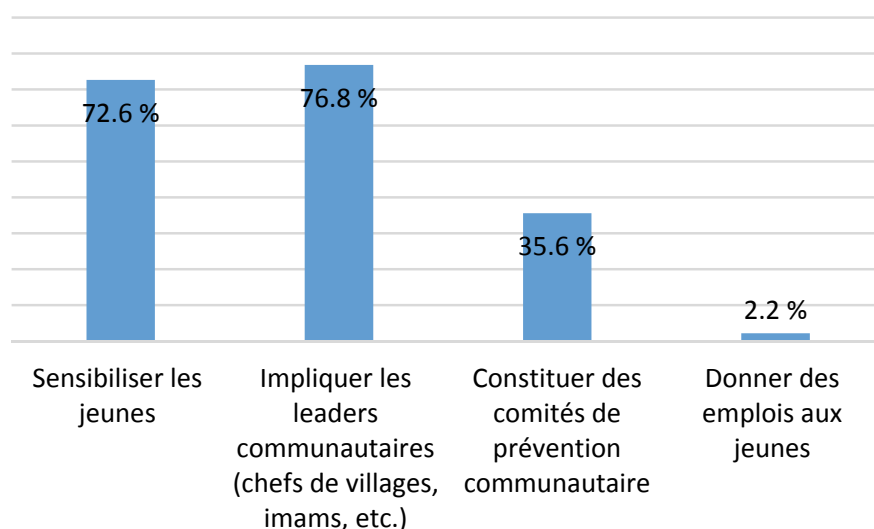
Carte 2 : Evolution de la menace terroriste selon les répondants par commune



## 4.5. Proposition de dispositions à prendre par les communautés locales pour prévenir la menace terroriste

Parmi les mesures de prévention de la menace terroriste pouvant être prises par les communautés, près des trois quarts des personnes interrogées ont retenu l'implication des leaders communautaires (chefs de village, imams, etc.) et la sensibilisation des jeunes. Les personnes enquêtées ont également cité la constitution de comités de prévention communautaire (35,6 %) et la création d'emplois au profit des jeunes (2 %).

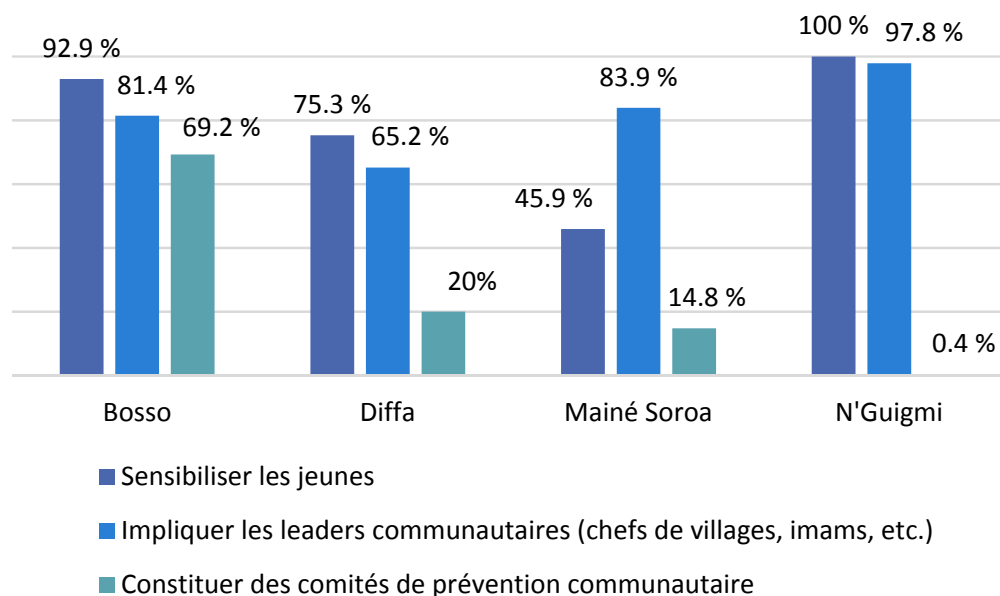
Que peuvent faire les communautés locales pour prévenir le terrorisme ?



Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

Pour prévenir la menace terroriste, dans les quatre communes, les deux dispositions les plus évoquées sont la sensibilisation des jeunes et la constitution de comités de prévention communautaires. On note par ailleurs une part importante des enquêtés dans la commune de Bosso qui évoque l'implication des leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.) dans la recherche des solutions.

Que peuvent faire les communautés locales pour prévenir le terrorisme ?



Quant aux actions à entreprendre par la communauté locale pour appuyer les autorités dans la lutte contre le terrorisme, les personnes interrogées indiquent en grande partie l'alerte aux autorités (97 % des répondants). C'est une indication que les communautés ne prétendent pas pouvoir lutter par elles-mêmes contre le terrorisme mais comptent sur l'intervention des autorités.



Ces résultats confirment la pertinence de comités de prévention communautaire impliquant les leaders communautaires dit traditionnels, mais également des représentants des jeunes et des groupements féminins. Le projet dans le cadre duquel cette étude a été menée prévoit en effet la création de tels comités dans certains villages proches de la frontière avec le Nigéria et le Tchad. Ces structures, basées sur la hiérarchie coutumière existante dans la mesure où elles seront présidées par les chefs de village, auront pour vocation de centraliser les informations d'ordre sécuritaire et humanitaire et de les transmettre aux autorités. Les comités de prévention s'inscrivent par ailleurs dans la logique générale du projet, qui consiste à faire des communautés des acteurs à part entière de la sécurité aux frontières.

## 5. Efficacité de la gestion des frontières

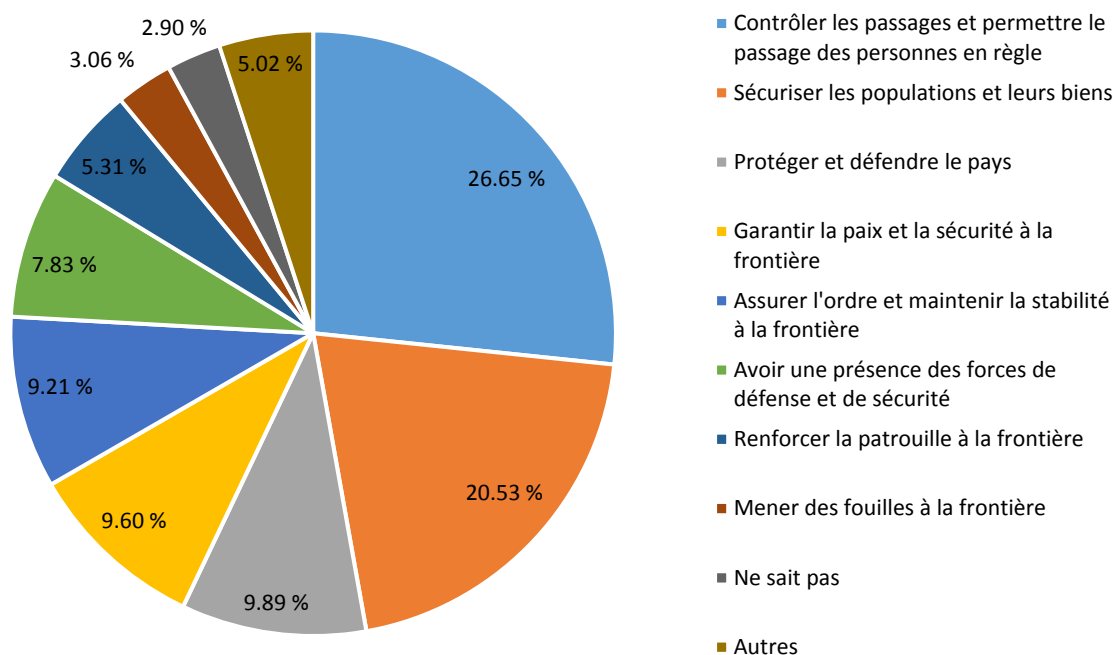
De manière générale, les populations interrogées semblent avoir une image plutôt positive des acteurs en charge de la gestion des frontières, tout en mettant en évidence des domaines d'amélioration potentiels.

### 5.1. Ce qu'est « assurer la sécurité » selon les personnes enquêtées

Cette question ouverte donnait l'opportunité aux personnes enquêtées de définir ce en quoi consiste selon elles la sécurisation des frontières. Les enquêteurs ont obtenu des réponses très variées.

Ainsi, pour près de 26 % des répondants, la sécurité à la frontière signifie un bon contrôle des passages à la frontière qui doit toutefois permettre le passage aux personnes en règle. Pour 21 %, il s'agit de sécuriser les populations et leurs biens à la frontière. Pour d'autres, la sécurité à la frontière doit permettre de protéger et défendre le pays (13 %), de garantir la paix et la sécurité à la frontière (10 %) ou d'assurer l'ordre et la stabilité (11 %). Enfin certains répondants ont directement lié la sécurité à la frontière à la présence des forces de défense et de sécurité et les renforcements des patrouilles, conditions nécessaires pour la stabilité à la frontière.

Que signifie assurer la sécurité au niveau de la frontière ?



### 5.2. Passage de patrouilles et niveau de sécurité dans la zone

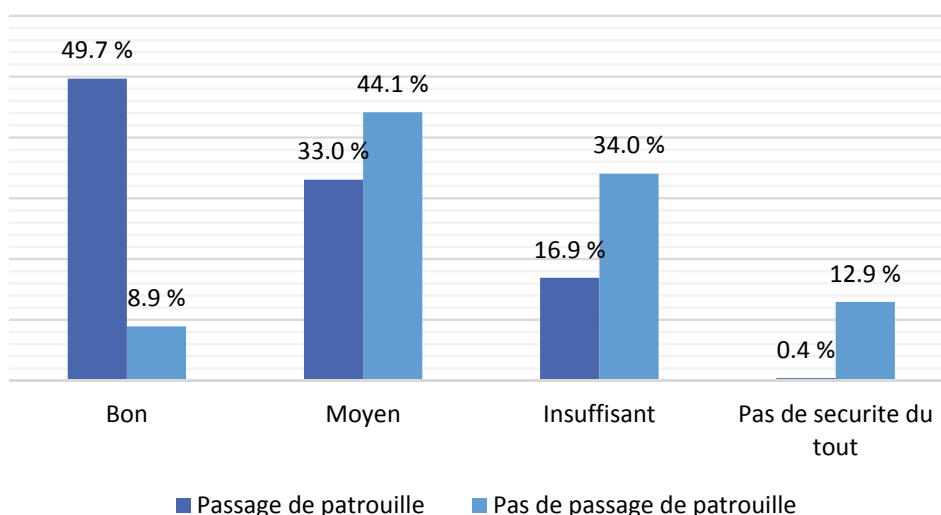
Les personnes interrogées ont donné leur avis par rapport à la perception du niveau de sécurité dans leurs localités. Ainsi 39 % des répondants jugent le niveau de sécurité satisfaisant, 36 % la trouvent bonne et 21 % trouvent que le niveau de sécurité est encore insuffisant. Près de 4 % des personnes pensent qu'il n'y a pas du tout de sécurité dans leur localité.

## Evaluation du niveau de sécurité dans les zones frontalières

	Effectif	Pourcentage
Bon	2 615	38,90 %
Moyen	2 413	35,90 %
Insuffisant	1 441	21,44 %
Pas de sécurité du tout	253	3,76 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

L'on peut constater que le niveau de sécurité est globalement appréciable dans les zones où les passages de patrouilles sont constatés. En effet, dans les zones de passage de patrouilles, 50 % des enquêtés trouvent le niveau de sécurité satisfaisant et 33 % le jugent moyen, alors que dans les zones où ces patrouilles ne sont pas présentes, seuls 9 % des répondant jugent le niveau de sécurité appréciable. De plus, dans les zones où les patrouilles sont absentes, 34 % des personnes jugent le niveau de sécurité insuffisant ou pensent qu'il n'y a pas du tout de sécurité. Ces proportions ne sont que de 17 % et 0,4 % dans les zones de passage de patrouilles. La présence ou l'absence de patrouilles apparait donc comme directement lié au sentiment de sécurité ou d'insécurité des populations. La présence physique permanente des forces de défense et de sécurité n'est pas possible tout le long de la frontière mais le passage régulier de patrouilles permet à l'évidence de rassurer les populations et de relever le niveau de sécurité. Quel est le niveau de sécurité dans la zone selon vous ?

### Quel est le niveau de sécurité dans la zone selon vous ?

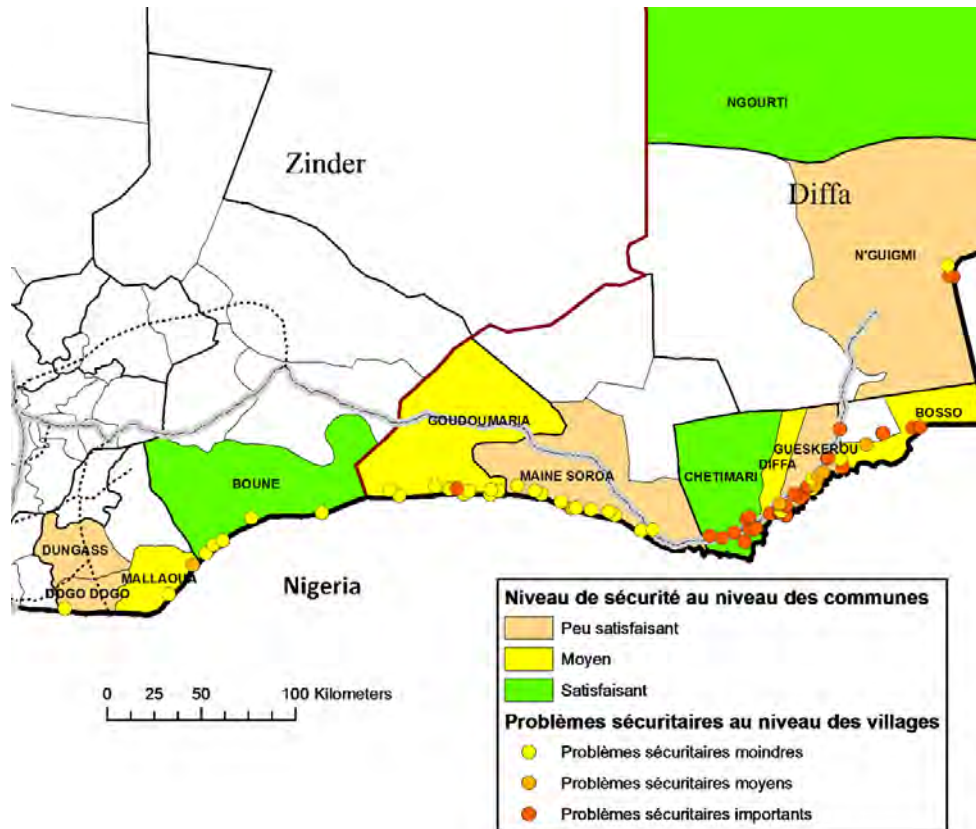


Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

## 5.2. Appréciation du niveau de sécurité dans la zone et villages ayant connu de problèmes sécuritaires

Les villages qui connaissent les problèmes sécuritaires les plus graves sont ceux qui se situent dans la région de Diffa. Il s'agit en particulier des villages se trouvant dans la zone du lac, durement touchée par les raids de Boko Haram.

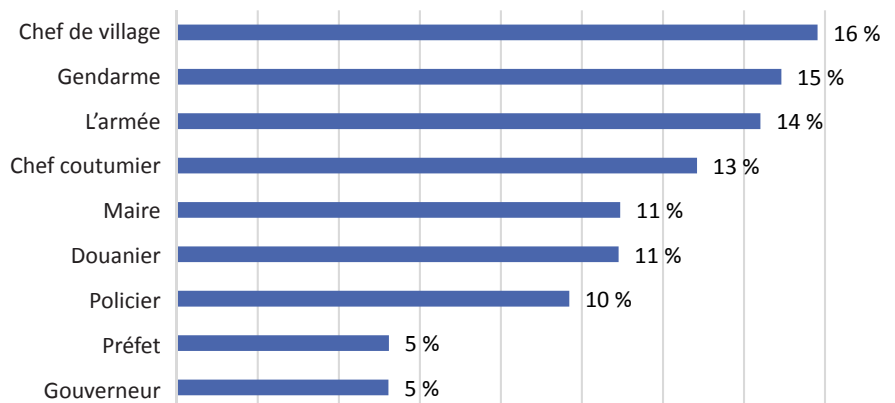
Carte 3 : Appréciation du niveau de sécurité dans la zone et villages ayant connu de problèmes sécuritaires



### 5.3. Les responsables locaux de la gestion de la sécurité aux frontières selon les personnes enquêtées

Les responsables locaux de la gestion de la sécurité aux frontières sont surtout les acteurs les plus proches et connus des populations. Les responsables les plus cités sont ainsi, les chefs de villages et les chefs coutumiers (29 % des réponses fournies par les enquêtés), les maires (11 %) et les forces de défense et de sécurité (50 % des réponses). Parmi des derniers il a été cité en particulier, les gendarmes (15 %), les militaires (14 %), les douaniers (11 %) et les policiers (10 %). Les répondants ont indiqué à des proportions moins importantes les préfets (5 %) et gouverneurs (5 %) comme responsables locaux de gestions de la sécurité aux frontières.

Qui sont les responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières ?



La présence de la gendarmerie et de l'armée en deuxième et troisième position des responsables de la sécurité frontalière peut s'expliquer, elle aussi, par la forte militarisation de la frontière dans la région de Diffa.

Il est important de souligner que le chef de village arrive en tête des responsables de la sécurité des frontières, bien avant le gouverneur, le préfet et, dans une moindre mesure, le maire. Cette prévalence des chefs de village et l'importance accordée aux autres chefs coutumiers démontre l'importance des relais communautaires pour les populations, y compris en matière de sécurité - un domaine qui relève a priori de la compétence des services de l'Etat.



Il existe au Niger une chefferie coutumière parallèle et complémentaire à la hiérarchie administrative. Les sultans occupent le sommet de la hiérarchie coutumière, suivis des chefs de canton ou chefs de groupement pour les populations nomades, puis des chefs de secteur et enfin des chefs de village ou de quartier dans les villes. Du niveau régional au niveau local, la chefferie assure ainsi un maillage serré de l'ensemble du territoire nigérien.

Les chefs traditionnels jouissent d'une autorité reconnue par l'Etat et les populations pour arbitrer certains litiges, relatifs par exemple au foncier ou aux relations familiales. En revanche, ils ne sont pas compétents pour les crimes de sang ou les atteintes à la loi, cas dans lesquels l'autorité judiciaire tranche. Ils sont pris en compte par l'appareil d'Etat, notamment par le ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires coutumières et religieuses. Un salaire leur est versé par le trésor public.

Contrairement aux gouverneurs, préfets et maires, qui sont amovibles et donc la reconduction dépend de facteurs politiques ou électoraux, les chefs coutumiers exercent leur fonction à vie, ce qui assure une certaine stabilité de la chefferie. En ce sens, ce sont des partenaires clés pour assurer la pérennité de structures mises en place au niveau local telles que des comités de prévention communautaire.



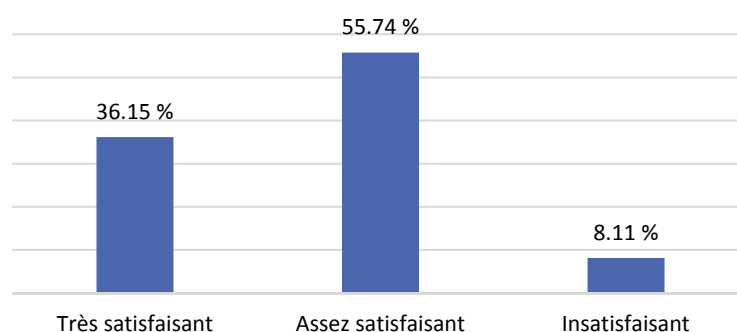
En outre, les chefs coutumiers ne sont pas des représentants de l'Etat nigérien et ne sont pas, à ce titre, soumis à certaines des règles qui s'appliquent aux fonctionnaires. Les usages interdisent ainsi aux gouverneurs et préfets d'entretenir des relations formelles avec leurs homologues Nigériens et Tchadiens sans l'aval du ministère des affaires étrangères. En revanche, les chefs de canton sont en contact régulier avec les chefs traditionnels de l'autre côté de la frontière. Cette particularité leur permet d'avoir accès à des sources d'informations précieuses pour la sécurité des frontières. Cela est particulièrement vrai dans les régions couvertes par l'étude, les populations de part et d'autres de la frontière partageant souvent la même langue et la même culture.

En conséquence, l'implication des chefs coutumiers dans les mécanismes de prévention et d'alerte précoce pour les changements transfrontaliers soudains offre un gage essentiel d'efficacité et de durabilité.

## 5.4. Appréciation du travail des acteurs qui gèrent la sécurité de la frontière

Dans l'ensemble le travail des acteurs en charge de la gestion de la sécurité aux frontières est jugé satisfaisant. Ainsi, 36 % des personnes interrogées trouvent ce travail satisfaisant et 55 % le jugent assez satisfaisant. Seul 8 % des répondants sont insatisfaits des actions entreprises. Deux enseignements peuvent en être tirés. Il ressort tout d'abord qu'une faible part des répondants a une opinion résolument négative du travail des agents en charge de la sécurité frontalière. On constate cependant que plus de la moitié le considère comme assez satisfaisant, ce qui signifie qu'il peut être amélioré. Les discussions avec les populations lors de missions terrain menées par l'OIM indique notamment que les populations attendent des patrouilles et des opérations de sécurisation de la frontière plus fréquentes de la part des forces de défense et de sécurité.

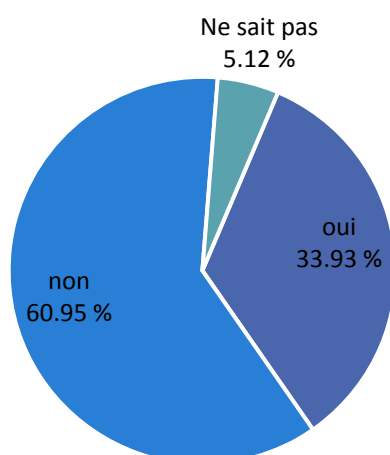
Comment jugez-vous le travail des acteurs chargés de la sécurité à la frontière ?



## 5.5. Les autorités locales peuvent-elles à elles seules assurer la sécurité de la frontière ?

Même si les populations enquêtées jugent globalement satisfaisant le travail effectué sur la gestion de la sécurité aux frontières, par les autorités locales, ils estiment en grande majorité que ces acteurs ne peuvent pas à eux seuls faire face efficacement aux problèmes sécuritaires à la frontière. En effet, 61 % des personnes interrogées ont indiqué que ces autorités sont incapables d'assurer à elles seules la sécurité de la frontière, contre 34 % qui pensent le contraire. Ceci démontre l'importance de l'intégration des communautés dans la gestion des frontières, en soutien aux autorités.

Les autorités locales à elles seules peuvent-elles assurer totalement la sécurité de la frontière ?

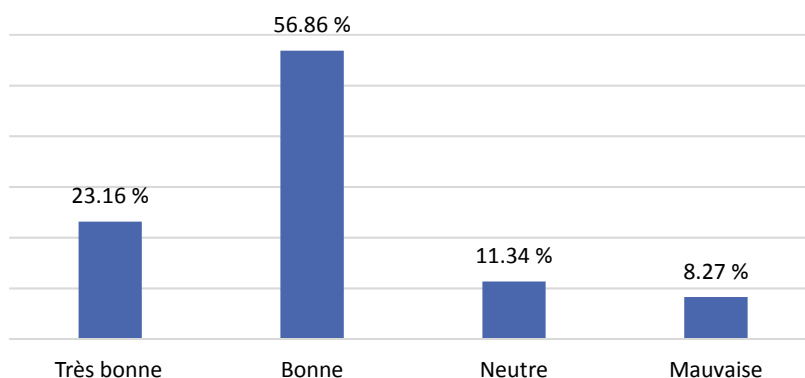


## 5.6. Relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière

### a. Appréciation de la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière

La relation entre la communauté locale et les agents de sécurité à la frontière est jugée globalement bonne. Ainsi, 57 % des répondants trouvent que cette relation est satisfaisante et 23 % la jugent même très bonne. Seul 8 % des enquêtés soutiennent que la relation entre les deux parties est mauvaise.

Comment jugez-vous la relation entre la communauté locale et les agents chargés de la sécurité à la frontière ?



Par rapport à l'appréciation de la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière, par commune, pour la grande partie des communes, ces relations sont jugées globalement bonnes. Cela est moins vrai au niveau des communes de Chetimari et de Diffa dans la région de Diffa et celle de Bouné dans la région de Zinder, où une partie significative des personnes enquêtées estiment ces relations mauvaises (35 % pour les premières et 18 % pour la troisième).

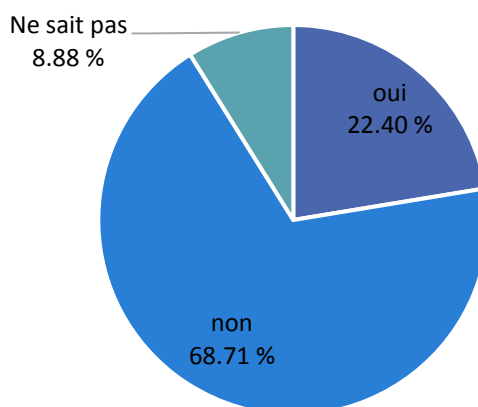
## Appréciation des relations entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière

	Très bonne	Bonne	Neutre	Mauvaise	Total
<b>Diffa</b>	<b>22,9%</b>	<b>61,5%</b>	<b>7,1%</b>	<b>8,5%</b>	100,0%
Bosso	32,4%	60,6%	4,5%	2,5%	100,0%
Chetimari	2,3%	47,6%	14,8%	35,3%	100,0%
Diffa	24,8%	23,9%	15,7%	35,6%	100,0%
Goudoumaria	42,5%	54,7%	2,3%	0,6%	100,0%
Gueskerou	12,2%	76,7%	8,4%	2,7%	100,0%
Mainé Soroa	33,8%	59,1%	6,2%	0,8%	100,0%
Nguigmi	0,7%	98,9%	0,4%	0,0%	100,0%
Ngourti	0,4%	99,3%	0,0%	0,4%	100,0%
Boune	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>Zinder</b>	<b>24,4%</b>	<b>41,0%</b>	<b>27,0%</b>	<b>7,6%</b>	<b>100,0%</b>
Mallaoua	37,0%	58,1%	3,9%	1,1%	100,0%
Boune	1,6%	23,6%	56,4%	18,4%	100,0%
Dogo Dogo	42,9%	47,7%	9,2%	0,2%	100,0%
Dungass	3,3%	86,7%	10,0%	0,0%	100,0%
<b>Total</b>	<b>23,2%</b>	<b>57,1%</b>	<b>11,4%</b>	<b>8,3%</b>	<b>100,0%</b>

### b. Survenance de disputes entre la communauté locale et les responsables en charge de la sécurité à la frontière

Signe de la qualité des relations entre la communauté locale et les responsables en charge de la sécurité à la frontière, les populations interrogées confirment en grande majorité l'absence de dispute entre les deux parties (selon 69 % des personnes interrogées). Plus d'un répondant sur cinq estime cependant que des disputes surviennent, ce qui représente un chiffre relativement élevé. Ce constat est renforcé par la fréquence des disputes, qui surviennent « très souvent » selon 41 % des personnes interrogées.

#### Arrive-t-il que la communauté locale ait des disputes avec les responsables de la sécurité à la frontière ?



### c. Motifs des disputes

Plusieurs raisons peuvent expliquer les disputes entre la communauté locale et les responsables en charge de la sécurité à la frontière. Les motifs les plus évoqués sont le ralentissement du passage (32 % des réponses), les amendes (26 %) et l'interdiction de passage (13 %) – probablement liée à la fermeture de la frontière Niger-Nigéria durant les opérations militaires. Les populations indiquent également comme motif de dispute les arrestations (14 % des cas).



Les tracasseries, terme fréquemment utilisé pour désigner le prélèvement de pots de vin, n'est indiqué que par une faible partie des répondants (6,5 %). Cependant, plus d'un quart mentionne le paiement d'amendes comme motif de dispute avec les forces de l'ordre et il est possible que certaines tracasseries soient présentées comme des amendes légales. La perception illégale d'argent par les agents en charge de la gestion des frontières est connue pour porter une atteinte durable à la réputation de l'Etat et de ses services et nuit à la confiance des populations.

#### Motifs des différends entre la communauté locale et les responsables de la sécurité à la frontière

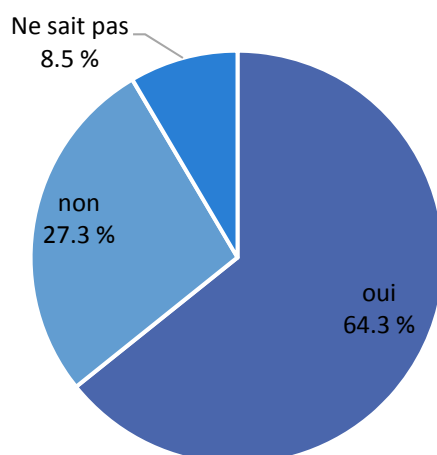
	Effectif par modalité	Pourcentage
Amendes	1 048	25,54 %
Ralentissement du passage	1 302	31,73 %
Interdiction du passage	925	22,54 %
Arrestation	560	13,65 %
Tracasseries	268	6,53 %

## 5.7. Relations entre les autorités et les communautés locales

### a. Organisation des rencontres avec les communautés par les autorités

Les rencontres sur la sécurité à la frontière sont généralement organisées par les autorités. En effet, 64 % des répondants affirment que les autorités organisent des rencontres avec leurs communautés sur la sécurité de la frontière.

Arrive-t-il que les autorités organisent des rencontres avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?



### b. Les différentes rencontres

Les rencontres organisées par les autorités ont trait en grande partie à la sensibilisation (d'après 91 % des enquêtés indiquant les activités de rencontres). Les autorités organisent également des rencontres sur les renforcements des capacités et la formation, d'après respectivement 35 % et 28 % des mêmes répondants.

Thèmes des rencontres entre les communautés et les autorités

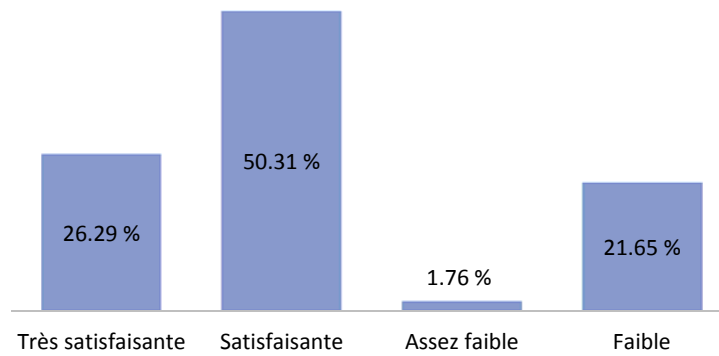
	Effectif par modalité	Pourcentage
Renforcement de capacité	1 514	35,05 %
Formation	1 190	27,55 %
Sensibilisation	3 927	90,92 %
Autres	188	4,35 %

Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

### c. Appréciation de l'implication des communautés par les autorités locales sur la sécurité de la frontière

L'implication des communautés par les autorités est jugée globalement satisfaisante. En effet, 50 % des enquêtés trouvent cette implication satisfaisante et 26 % déclarent qu'il s'agit d'une implication très satisfaisante. Seuls 22 % des répondants pensent que l'implication des communautés par les autorités est faible. Il existe ainsi un terreau favorable à l'approfondissement de la collaboration entre communautés frontalières et autorités.

Comment jugez-vous l'implication de votre communauté par les autorités en matière de sécurité frontalière ?



**d. Proposition de ce qui doit être fait pour instaurer de très bons rapports entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés**

Cette question était laissée ouverte, sans proposition de réponse, afin de laisser une totale liberté aux répondants. Elle permet d'avoir un aperçu des priorités des populations en la matière sans influencer leurs réponses.



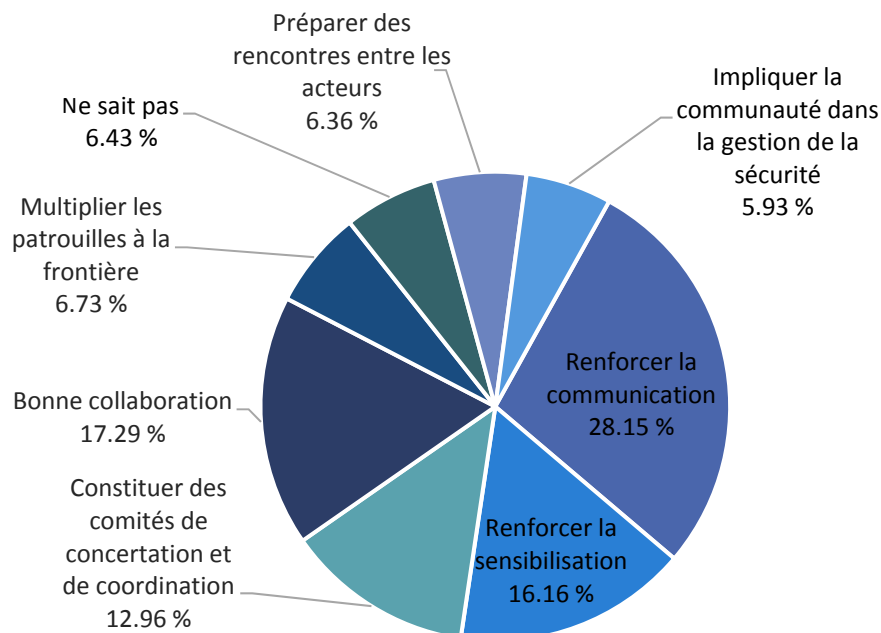
Les personnes interrogées semblent reconnaître qu'il est nécessaire de renforcer les relations entre les responsables de la sécurité à la frontière et les communautés pour faire des communautés des acteurs de la gestion des frontières, et non plus des victimes passives. Cela implique de créer un climat de confiance entre autorités et communautés et de mettre en place des cadres d'échange fondés sur les spécificités locales.

Les populations enquêtées ont ainsi donné leur avis par rapport aux actions qui doivent être entreprises ou améliorées pour renforcer les rapports entre les responsables de la gestion de la sécurité à la frontière et les communautés locales.

Les réponses les plus citées par les populations sur les actions à entreprendre ou à améliorer pour instaurer ce climat de confiance mutuelle sont le renforcement de la communication (28 % des répondants), une bonne collaboration (17 %), le renforcement de la sensibilisation (16 %) et la constitution des comités de concertation et de coordination (13 %). D'autres actions ont également été évoquées, notamment la multiplication des patrouilles à la frontière et la préparation de rencontres entre les acteurs concernés par la gestion des frontières : autorités, chefs coutumiers et populations.

La relative diversité des propositions faites par les répondants ne doit pas masquer le fait que la plupart des idées émises s'articulent autour du dialogue entre populations et autorités, que ce soit à travers la communication, des initiatives de sensibilisation, une meilleure collaboration, des comités de concertation ou des rencontres. Ces propositions confortent le choix du renforcement de la communication via la mise en place d'un système de transmission des informations pertinentes pour la gestion des frontières et la mise en place de comités villageois de prévention, deux mesures prévues dans le cadre du projet.

### Que faut-il faire pour améliorer les rapports entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés ?

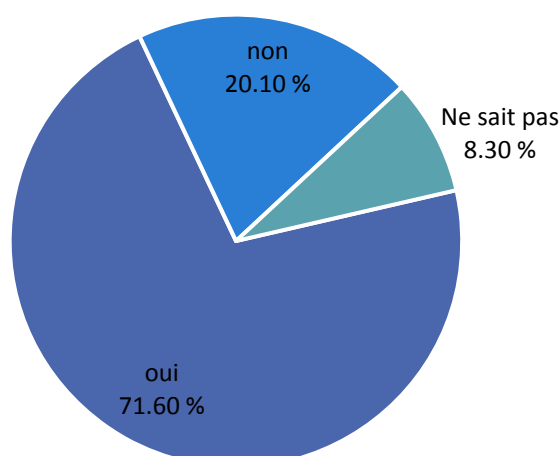


## 6. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière

### 6.1. Personne intermédiaire par qui passent les communautés pour communiquer avec les autorités concernant la sécurité à la frontière

Contrairement au système en vigueur dans d'autres régions ou d'autres pays selon lequel chaque citoyen contacte directement les autorités pour l'informer d'un incident ou d'un événement suspect, les populations des régions concernées semblent s'appuyer sur des intermédiaires. Ainsi, 72 % des personnes interrogées confirment l'existence de personnes intermédiaires entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière.

Existe-t-il une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière ?



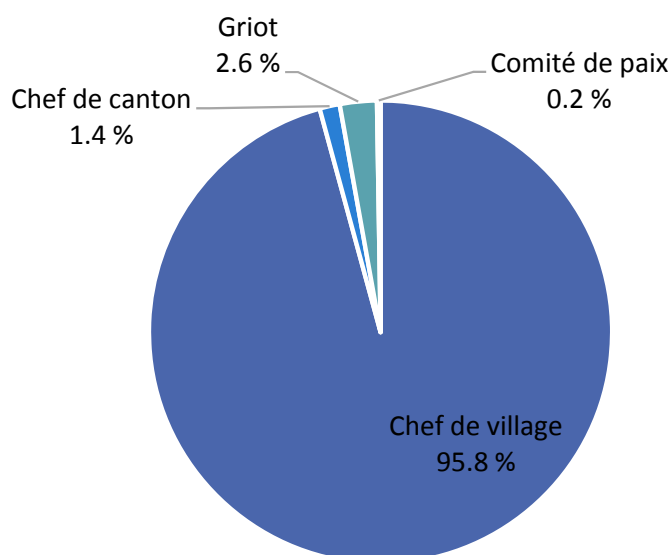
Dans 96 % des cas, l'intermédiaire identifié est le chef de village. Certains enquêtés ont également mentionné les chefs de canton ou de tribu, les responsables des comités de paix ou les griots<sup>18</sup>. Ce constat fait ressortir que les chefs coutumiers, dont le chef de village fait partie, sont non seulement des personnes de confiance pour la population, mais aussi qu'ils occupent une place centrale dans le relai des informations entre populations et autorités. En conséquence, pour être adapté au contexte local, tout nouveau système d'alerte ou de transmission de l'information entre populations et autorités devrait logiquement s'appuyer les chefs coutumiers en général et les chefs de village en particulier.

<sup>18</sup> Conteurs traditionnels, les griots sont parfois également chargés de transmettre des messages d'un village à l'autre.





Personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière



## 6.2. Propositions pour une communication permanente et un dispositif d'alerte entre communautés et autorités

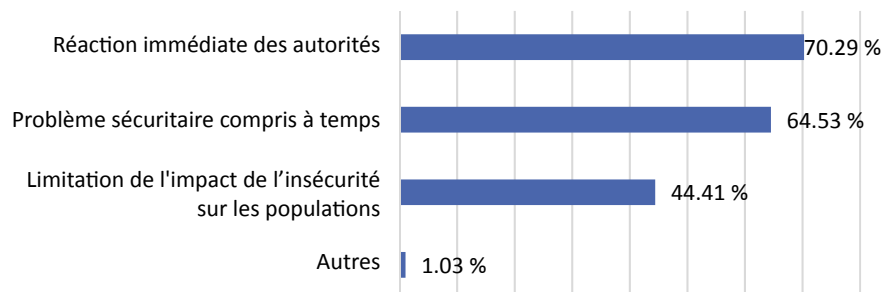
Pour assurer la communication entre communautés et autorités en cas de problème à la frontière, les populations ont identifié principalement la création de comités locaux d'information comme instrument sur lequel il faut s'appuyer (61 % des répondants). Les comités locaux présentent de nombreux avantages. Leur dimension collégiale permet tout d'abord de donner une voix à différentes couches de population (femmes, jeunes, leaders communautaires) afin de centraliser le plus de sources d'informations possible. Placés sous la direction d'un dirigeant respecté et stable, le chef de village, ils peuvent en outre avoir le soutien de la population sur le long terme. Le chef de comité joue enfin un rôle de filtrage, dans la mesure où il garantit la crédibilité et la pertinence des informations transmises.



### 6.3. Les avantages d'une bonne communication entre communautés et autorités sur la sécurité à la frontière selon les personnes enquêtées

Les avantages d'une bonne communication identifiés par les répondants font apparaître de manière indirecte les attentes qu'elles ont vis-à-vis des autorités lorsqu'ils les avertissent d'un incident ou d'un événement suspect. Les avantages les plus cités sont la réponse immédiate des autorités (70 % des répondants), la compréhension à temps des problèmes sécuritaires (64 %). De plus 44 % des personnes interrogées considèrent qu'une bonne communication réduirait considérablement l'impact de l'insécurité frontalière sur les populations locales.

Quels sont les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté locale sur la sécurité de la frontière ?

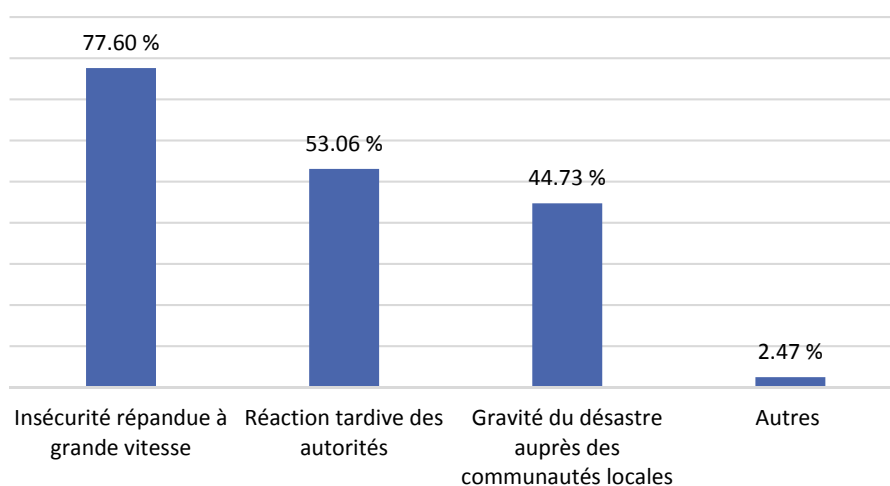


Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

## 6.4. Les risques d'une mauvaise communication en cas d'incident à la frontière

Une mauvaise communication entre les autorités et les communautés locales peut aggraver les risques ou en créer de nouveaux. Ainsi les répondants retiennent que cette mauvaise communication conduit principalement à l'expansion du phénomène d'insécurité (pour 78 % des répondants) et à une réaction tardive des autorités dans les cas où leur réaction est sollicitée (53 %). De plus les communautés locales sont beaucoup plus gravement touchées en cas de mauvaise communication (45 %).

Quels sont les risques d'une mauvaise communication entre communautés et autorités?



Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

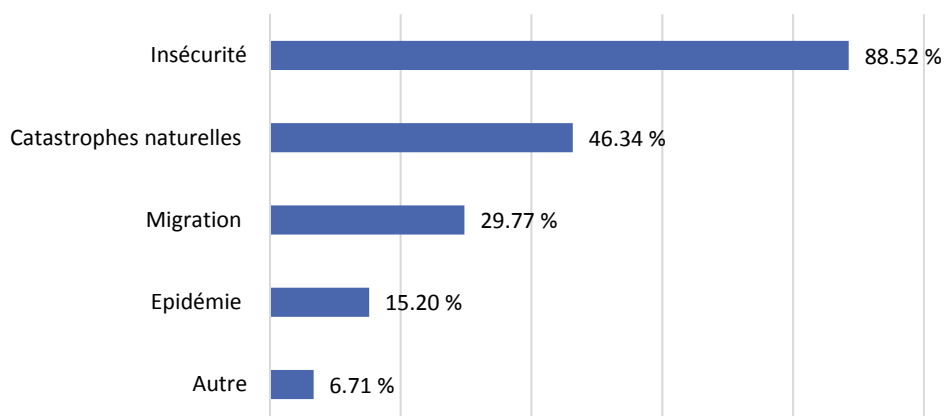
## 7. Plan de réponse face à une situation de crise



### 7.1. Les causes des déplacements massifs de population à la frontière selon les enquêtés

Depuis 2014, l'est de la région de Diffa a connu des déplacements massifs de population particulièrement dans les villages des zones frontalières du Nigéria et proches du Lac Tchad<sup>19</sup>. Parmi les causes de ce phénomène, les répondants ont cité principalement les raisons d'insécurité, pour plus de 89 % des personnes interrogées. Ces derniers notent également comme cause importante du déplacement massif des populations les catastrophes naturelles, qui étaient par le passé principale raison de ces déplacements. Les esprits restent en effet marqués par les ravages des inondations de 2013 et les sécheresses à répétition. D'autres causes ont été évoquées comme les migrations volontaires et les épidémies – réponse probablement liée à l'épidémie virale d'hépatite E qui touche la région au moment de l'enquête<sup>20</sup>.

Causes des déplacements massifs de population à la frontière



Note : Les réponses multiples sont possibles. Le total n'est pas égal à 100 %.

<sup>19</sup> A la date du 30 avril 2017, 106 000 réfugiés Nigériens se trouvaient au Niger, auxquels il faut ajouter 127 000 déplacés internes : <https://data2.unhcr.org/fr/country/ner>

<sup>20</sup> Voir [https://docs.unocha.org/sites/dms/Niger/NER\\_Snasphot\\_epidemies\\_hepatite\\_E\\_05052017.pdf](https://docs.unocha.org/sites/dms/Niger/NER_Snasphot_epidemies_hepatite_E_05052017.pdf)

## 7.2. Pensez-vous que les communautés soient prêtes pour faire face à un déplacement massif de population

Les personnes interrogées sont relativement confiantes quant à la capacité de leurs communautés à faire face à des situations de déplacement massif de populations. En effet 66 % des répondants pensent que ces communautés sont prêtes à y faire face, tandis que 28 % considèrent qu'elles n'y sont pas prêtes.

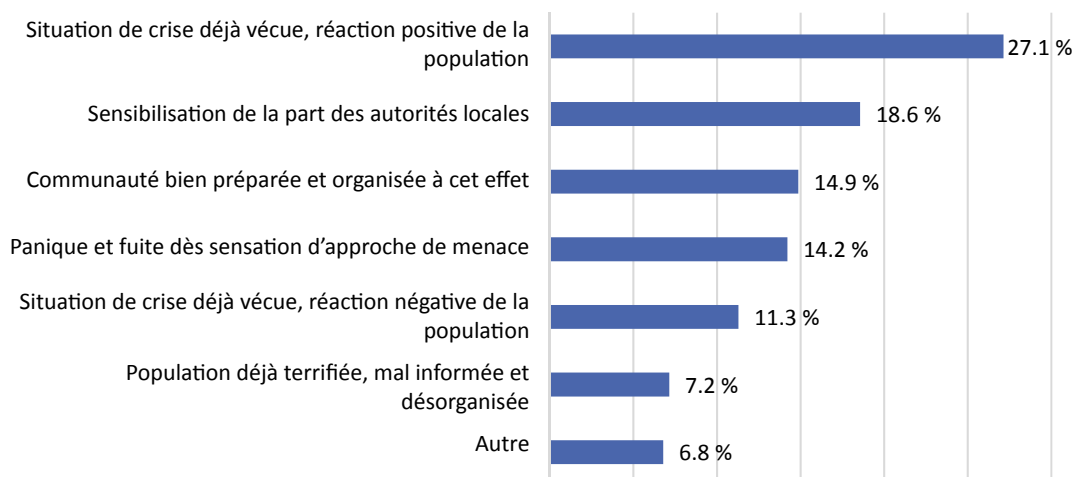
	Effectif	Pourcentage
oui	4 431	65,92 %
non	1 904	28,32 %
Ne sait pas	387	5,76 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

Les répondants ont indiqué les raisons pour lesquelles ils pensent que leurs communautés seraient prêtes à faire face aux situations de déplacement massif des populations. D'après 27 % des réponses fournies, les communautés s'estiment prêtes à faire face car elles ont eu des réactions positives lors de crises passées. Dans le même sens, 15 % considèrent que les communautés sont déjà bien préparées et organisées pour affronter de tels phénomènes. La sensibilisation des autorités locales est également d'un apport important pouvant aider ces communautés à développer des aptitudes leur permettant de faire face aux déplacements et d'atténuer leurs conséquences négatives (pour 18 % des réponses obtenues).



Cette confiance quant à la capacité des communautés à faire face aux déplacements massifs de population est probablement due à la récente expérience de la région de Diffa, qui a en effet accueilli plusieurs centaines de milliers de déplacés et réfugiés ces dernières années. Il doit néanmoins être noté que l'essentiel des déplacés et des réfugiés sont installés plus loin de la frontière que ne le sont les villages couverts par l'étude, d'où un certain optimisme vis-à-vis de leur capacité à absorber les flux de population.

## Raisons pour lesquelles les communautés s'estiment prêtes ou non à faire face à une situation de crise



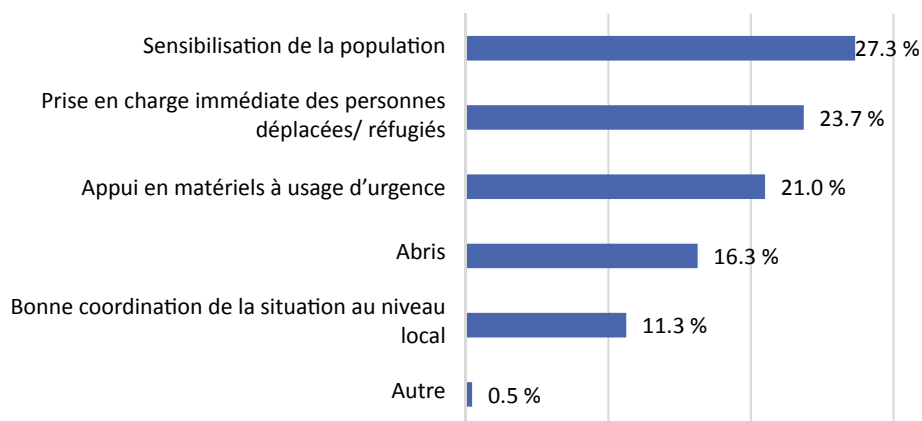
### 7.3. Les moyens nécessaires pour faire face à une situation d'urgence

Pour faire face à une situation d'urgence, les populations doivent développer des stratégies et disposer de moyens adéquats en vue de répondre efficacement aux problèmes rencontrés. Les approches les plus citées pour faire face aux situations d'urgence sont la sensibilisation de la population et la prise en charge immédiate des personnes déplacées ou réfugiées, selon respectivement 27 % et 23 % des réponses obtenues. Les autres moyens sont les abris (11 % des réponses) et les matériels à usage d'urgence (21 % des réponses). La bonne coordination de la situation au niveau local serait également importante pour rendre efficace les actions entreprises en cas de situation d'urgence, selon 11 % des réponses fournies par les personnes interrogées.



On relève que les réponses les plus récurrentes concernent moins l'existence de moyens matériels (abris et matériels à usage d'urgence) que la préparation (sensibilisation), la coordination et la réaction effective des communautés à travers la prise en charge immédiate des déplacés.

## Quels sont les moyens nécessaires pour faire face à une situation d'urgence ?

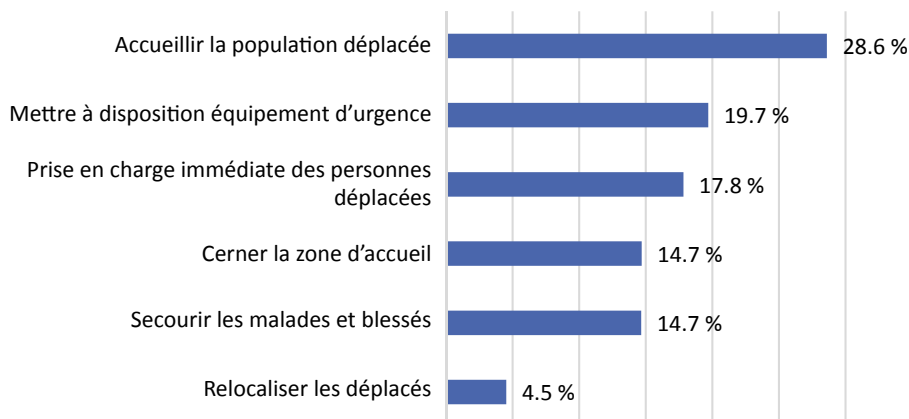


### 7.4. Les rôles que doivent jouer les autorités pour faire face à une situation d'urgence

L'implication des autorités est essentielle pour faire face aux situations d'urgence. D'après les personnes enquêtées, les rôles que doivent jouer ces autorités en cas de situation d'urgence sont l'accueil de la population déplacée (évoqué dans 28 % des réponses obtenues) et la mise à disposition d'équipement d'urgence (près de 20 % des réponses). D'autres aspects concernent la prise en charge immédiate des personnes déplacées (17 % réponses), le secours des malades et blessés (14 % des réponses) et le fait de cerner la zone d'accueil des personnes déplacées pour la sécuriser (14 % des réponses également). Les attentes des populations quant au rôle des autorités sont donc larges, puisqu'elles couvrent des domaines aussi variés que la logistique, la réinstallation, les soins de santé ou encore la sécurité. Or ces différents domaines relèvent bien souvent de services publics et de corps différents.

La gestion des crises passées a fait apparaître un besoin de renforcement de la coordination entre les différents acteurs de l'Etat concernés. Ce constat a été confirmé lors de l'exercice de simulation organisé par l'OIM à Zinder et Mirriah en mars 2017. Pris isolément, les services connaissent leurs missions et savent comment les mener. En revanche, la coordination générale, que ce soit sur le théâtre de crise ou dans les conseils de crise au niveau départemental et régional (Centres Opérationnels Départementaux et Régionaux – COD et COR), gagnera à être davantage structurée. C'est justement l'objet du plan de contingence national et des plans d'intervention régionaux qui seront développés dans le cadre du projet ayant donné lieu à la présente étude.

### Quel rôle les autorités doivent-elles jouer face à une situation d'urgence ?



## 7.5. Les rôles que doivent jouer les communautés pour faire face à une situation d'urgence

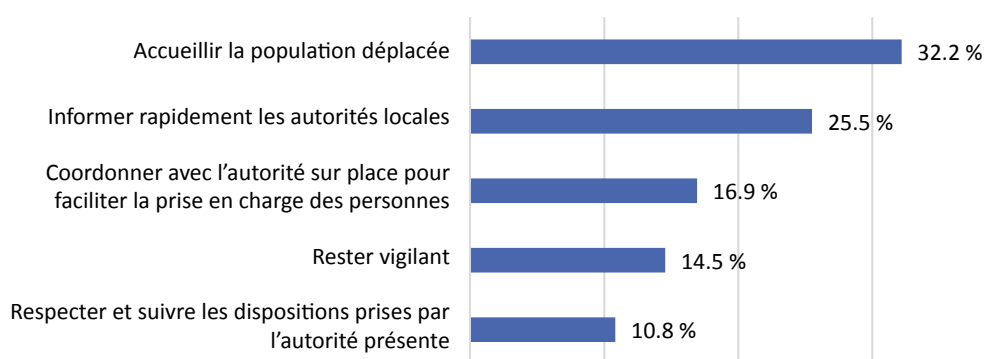
Les communautés locales doivent également avoir un rôle à jouer pour faire face aux situations d'urgence. Les rôles évoqués par les répondants devaient être surtout l'accueil de la population déplacée et l'information rapide des autorités, selon respectivement 32 % et 25 % des réponses fournies par les enquêtées. Ces communautés doivent également coordonner leurs actions avec les autorités sur place en vue de faciliter la prise en charge des personnes déplacées (près de 17 % des réponses), respecter les dispositions prises par l'autorité présente (10 % des réponses) et surtout rester plus vigilants (14 % des réponses).

L'accent mis par les répondants sur le rôle d'accueil des communautés locales reflète la manière dont les personnes déplacées ont été prises en charge lors de la crise au Nigéria puis dans le sud-est du Niger. Une importante proportion de ces personnes s'est installée non pas dans des camps mais au sein de familles d'accueil avec laquelle elles partageaient des liens de parentés, ou du moins une appartenance linguistique ou ethnique.



Plus d'un tiers des participants indiquent qu'informer les autorités locales et se coordonner avec elles comptent parmi les rôles que les communautés doivent avoir en cas de situation d'urgence, ce qui dénote une disposition favorable à une meilleure coordination entre populations et services de l'Etat.

Quels rôles les communautés locales doivent-elles jouer face à une situation d'urgence ?



## 7.6. Comment associer les communautés et les autorités pour une gestion efficace des situations d'urgence ?

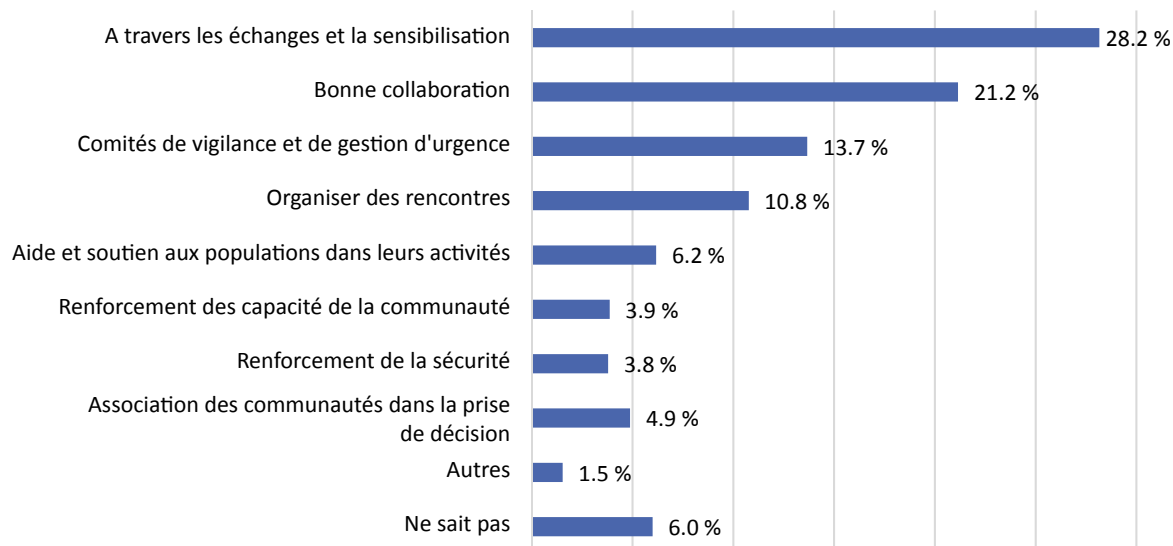
A cette question ouverte, les personnes enquêtées ont apporté des réponses tournant essentiellement autour du dialogue et de l'échange d'informations.

Les répondants retiennent que l'association entre communautés et autorités doit se faire principalement à travers les échanges et la sensibilisation, la bonne collaboration et la création de comités locaux de



vigilance et de gestion d'urgence. Il peut être également procédé à des rencontres régulières entre les deux parties, assurer le renforcement des capacités des communautés à prévenir et faire face aux situations de crise et apporter leur aide aux populations déplacées.

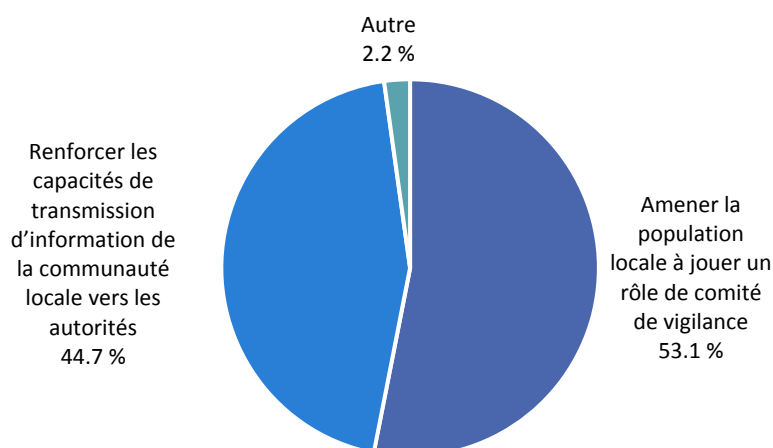
### Comment associer communautés et autorités pour une gestion efficace des situations d'urgence ?



## 7.7. Comment les communautés locales peuvent-elles aider à prévenir les situations d'urgence ?

Du fait de l'intérêt accordé aux problèmes qui touchent leurs communautés à travers les questions précédentes, les personnes interrogées sont certainement informées des actions qu'ils doivent entreprendre pour prévenir les situations d'urgence. Les réponses à la question posée sur ce qu'ils peuvent entreprendre pour prévenir de telles situations, laissent apparaître qu'ils optent en grande partie pour deux principales actions. Ainsi, 53 % des réponses obtenues indiquent qu'il faut permettre, favoriser et amener la population locale à jouer un rôle de comité de vigilance. Par ailleurs pour 45 % des cas, il s'agit d'opter pour un renforcement des capacités de transmission d'information de la communauté locale vers les autorités.

### Comment prévenir une situation d'urgence avec la communauté locale ?



## 8. Gestion des situations d'urgence passées dans la région de Diffa

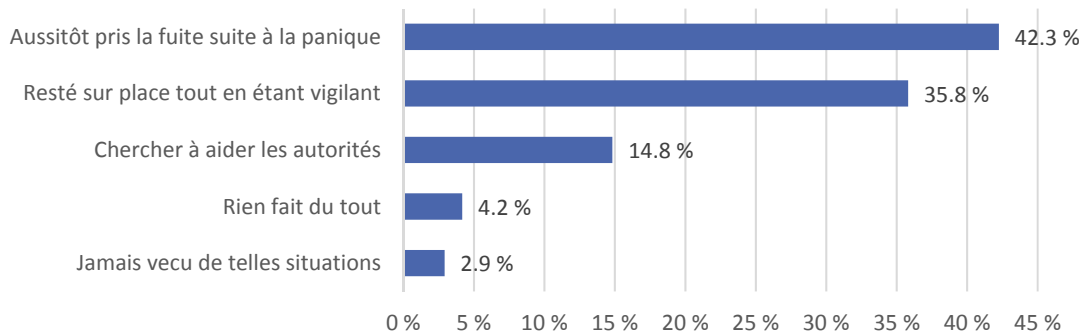
Cette partie de l'enquête a été menée uniquement dans la région de Diffa afin d'en apprendre davantage sur la manière dont les populations de la région ont réagi face aux crises qui les ont frappées ces dernières années.



### 8.1. Réaction face aux déplacements massifs d'une tierce population suite à une situation de crise

La plus grande partie des villages concernés par l'enquête pour la région de Diffa a été touchée par une situation de crise impliquant le déplacement massif de populations dans un passé récent. Ces populations ont été confrontées à situations de crises de différentes manières en fonction de l'ampleur des problèmes rencontrés et des dispositions prises pour y faire face. Ainsi, à travers 42 % des réponses données, les personnes interrogées affirment avoir pris aussitôt la fuite suite à la panique après les événements survenus. En revanche, près de 35 % des personnes interrogées sont restés au niveau de leurs localités tout en restant vigilantes. De plus 14,8 % des répondants affirment avoir cherché à aider les autorités pour faire face à la situation de crise.

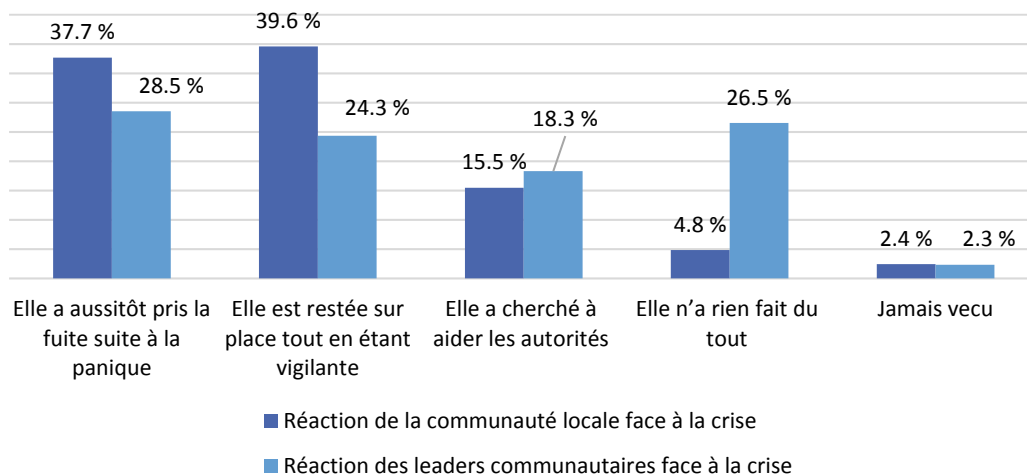
## Qu'avez-vous fait face au déplacement massif d'une tierce population suite à une situation de crise ?



## 8.2. La réaction de la communauté locale et des leaders communautaires face à la situation de crise

En ce qui concerne la communauté locale de manière générale et les leaders communautaires, leur réaction était également de fuir suite à la panique lors des situations de crises pour certains (37 % concernant la communauté locale et 28 % pour les leaders communautaires) ou de choisir de rester tout en étant vigilant (39 % et 24 % les deux acteurs respectifs). Les répondants trouvent également que les leaders communautaires n'ont pas réagi face à la situation de crise (selon 26 % des réponses obtenues), ce qui peut être analysé comme une critique à leur égard.

### Actions entreprises par la communauté locale et des leaders communautaires face à la crise

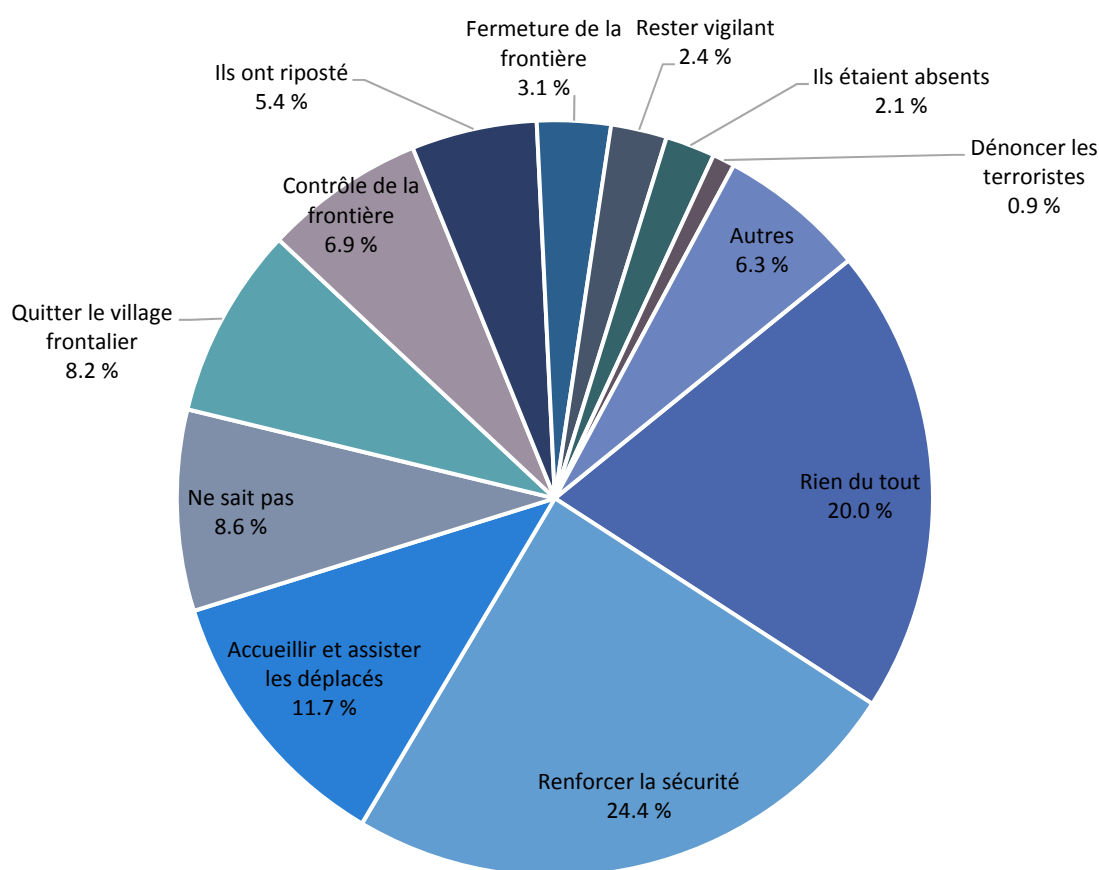


### 8.3. Les dispositions prises dans l'immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière suite à la crise

Pour prendre en charge la gestion de la frontière, des dispositions doivent être prises dans l'immédiat en vue de prévenir les situations de crise et faire face aux problèmes rencontrés. Cette question a été laissée ouverte, sans proposition de réponse afin de ne pas influencer les réponses données par les personnes enquêtées. L'on peut retenir que les dispositions les plus citées pour les répondants sont le renforcement de la sécurité (24 % des réponses), l'accueil et l'aide aux déplacés (12 % des réponses) ou l'évacuation du village frontalier quand c'est nécessaire (selon 8 % des répondants). Sont également mentionnés le contrôle ou la fermeture de la frontière, la riposte des autorités et le maintien de la vigilance. On notera qu'un cinquième des répondants considère que les acteurs en charge de la gestion des frontières n'ont pas réagi.

Ces constats recourent partiellement les résultats de l'exercice de simulation organisé par l'OIM à Zinder en mars 2017. La réaction des autorités se focalise sur la sécurité (réponses « fermeture de la frontière », « contrôle de la frontière », « riposte » et « renforcer la sécurité ») davantage que sur l'accueil et l'assistance aux déplacés.

Quelles sont les dispositions qui ont été prises dans l'immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière ?



# Conclusion

Cette étude met en lumière les perceptions des communautés de Diffa et de Zinder sur la gestion de la sécurité à la frontière, les risques sécuritaires et le phénomène terroriste qui touche cette partie du bassin du Niger. Elle fait connaître également leur opinion sur l'efficacité de la gestion de la frontière, leur relation avec les autorités présentes dans la zone et leurs propositions pour faire face aux situations d'urgence. Pour les localités de la région de Diffa, durement touchées par les attaques terroristes dans un passé récent, les réactions des populations face à cette situation de crise ont également été décrites.

Les communautés semblent avoir une idée assez claire de la frontière elle-même, bien qu'elle ne soit pas toujours matérialisée et que les postes frontière soient peu nombreux. Les communautés locales connaissent l'emplacement de la frontière, qu'elles associent principalement à une délimitation entre deux Etats, mais aussi à un moyen pour les autorités de surveiller les entrées et les sorties, ainsi que d'assurer la sécurité des populations. Dans le même temps, la traversée de la frontière est une pratique économique et culturelle répandue mais qui a été fortement impactée par l'aggravation de l'insécurité dans la région : la quasi-totalité des répondants indiquent qu'ils traversaient la frontière de manière régulière avant l'apparition de Boko Haram, contre la moitié seulement au moment de l'enquête.



Les populations identifient clairement les différentes forces de défense et de sécurité présentes à la frontière, en raison de leur présence fréquente sur les lieux à travers leurs patrouilles et leurs interventions. La gendarmerie est la principale force connue des populations frontalières. Celles-ci en ont, de manière générale, une image plutôt positive et apprécient le travail qu'elles accomplissent pour assurer la sécurité. En revanche, une partie non négligeable des répondants signale des litiges avec les agents en charge de la gestion des frontières. Les amendes et les tracasseries (pots-de-vin) comptent parmi les motifs de dispute avancés.

Une partie significative de la population a connaissance de l'existence de points de passage utilisés pour des activités criminelles. Dans cette zone, la criminalité n'est donc pas un phénomène totalement occulte ; les habitants ont conscience de son existence et détiennent des informations précises sur ses modalités et les zones les plus concernées.

Les communautés reconnaissent la présence de problèmes sécuritaires à la frontière, dont les plus fréquents sont les incursions de groupes armés ou terroristes, les agressions violentes et les trafics de drogues, d'armes ou autres. Des différences notables ont bien sûr été notées entre les régions de Zinder et de Diffa, cette dernière étant particulièrement touchée par le terrorisme.

En ce qui concerne le terrorisme, une grande partie des personnes interrogées confirme la présence d'activités terroristes dans leur zone. Les types d'activités terroristes les plus cités sont les attaques généralisées sur des civils, la destruction de maisons et les assassinats. Cependant une grande partie des enquêtés affirment qu'aujourd'hui leur communauté est à l'abri du terrorisme et une large majorité estime que le phénomène terroriste est en voie d'extinction. Même dans les zones affectées par les attaques de Boko Haram dans un passé récent telles que Bosso et N'Guigmi, les populations jugent que la menace terroriste est de plus en plus éloignée et que les autorités en charge de la sécurisation des populations prennent les choses en main. Il doit être signalé que l'intensité de la menace terroriste peut varier selon la période de l'année. En effet, pendant la saison sèche (octobre-juin), le niveau de la rivière marquant la frontière dans la région de Diffa est au plus bas, ce qui facilite les incursions de Boko Haram à partir du Nigéria. L'enquête terrain a été menée en février et en mars, c'est-à-dire la période durant laquelle le degré de menace terroriste est le plus élevé.

Sur l'efficacité de la gestion des frontières, une part relativement importante des personnes enquêtées confirme les passages de patrouilles dans leur zone. Ce sont ainsi surtout dans les localités de passage des patrouilles que les personnes enquêtées trouvent leur niveau de sécurité très satisfaisant par rapport à la moyenne de l'ensemble des villages enquêtés. Par ailleurs, le niveau de sécurité est jugé globalement satisfaisant y compris dans les villages ayant déjà connus des problèmes sécuritaires par le passé. Par ailleurs, les personnes enquêtées identifient la plupart des responsables locaux de la gestion de la sécurité à la frontière, dont ils trouvent le travail globalement satisfaisant. Par contre, elles jugent que ces autorités ne peuvent pas à elles seules assurer de manière efficace la sécurité de la zone et ont besoins de plus de moyens et de renforcement de capacité.





Les populations apprécient globalement l'implication des autorités avec les communautés locales dans la sécurisation de la frontière. Elles ont pu également formuler plusieurs recommandations sur ce qui doit être fait pour renforcer les relations entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés. On relève en particulier la création de comités locaux de prévention, qui auraient pour but de sensibiliser la population et de transmettre les informations concernant la sécurité frontalière aux autorités. Déjà utilisé dans le cadre d'autres projets de l'OIM, ce type de structure a pour avantage d'inclure les différentes couches de population d'un village et, ainsi, de multiplier les sources d'information potentielles. Le projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger » comportera ainsi la création de comités de prévention dans un échantillon ciblé des villages de Diffa et Zinder couverts par l'étude.

Par rapport à la communication entre les autorités et les communautés locales sur la sécurité à la frontière, la grande majorité des personnes enquêtées précise l'existence d'un intermédiaire entre les deux parties, qui est presque toujours le chef du village. Les membres des communautés ne contactent donc pas directement les autorités, via un numéro vert par exemple. Ce constat sera pris en compte dans la mise en place d'équipement de communication au sein des comités de prévention.

Pour ce qui est de la réponse aux situations d'urgence, une part relativement importante des personnes enquêtées estime que leurs communautés sont prêtes à faire face aux situations de déplacement massif de populations. Elles considèrent comme une force le fait d'avoir déjà vécu des situations de crise par le passé. Les populations ont de plus identifié les moyens qu'il faudrait mettre en œuvre pour faire face à une situation d'urgence, dont les plus importants sont la sensibilisation de la population et la prise en charge immédiate des personnes déplacées ou des réfugiés. A également été mentionné le rôle que doivent jouer respectivement les autorités et les communautés locales face aux situations d'urgence ainsi que la nécessité d'associer les deux parties face à une situation de crise. Afin de renforcer les capacités de réponse à ce type de situation, l'OIM travaille actuellement au développement d'un plan de contingence pour les crises transfrontalières qui sera applicable aux régions de Diffa et de Zinder.

Cette étude a permis d'obtenir une image détaillée des perceptions des communautés frontalières et constitue un outil précieux pour la suite des activités menées dans le cadre du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger ». Elle a une nouvelle fois démontré l'importance des relations entre communautés et autorités pour des frontières sûres et des échanges transfrontaliers prospères.

# Annexes

## Questionnaire et explications à l'attention des enquêteurs

CONSENTEMENT DU REpondANT		
<p><i>Consentement</i> : (Lisez au participant potentiel)</p> <p>J'effectue une recherche et souhaite vous inviter à y participer. La recherche porte sur l'engagement des communautés locales dans la gestion des frontières au Niger, notamment dans la région de Diffa et Zinder.</p> <p>Votre participation est totalement volontaire et nous n'enregistrerons pas vos données personnelles, sur ce que vous choisissez de nous communiquer. Il n'y aura aucun dédommagement ni sanction pour y participer ou non. Vous pouvez renoncer en tout temps à votre participation bien évidemment avant la phase du début de la recherche. Vos informations et avis seraient appréciés et permettront d'orienter les politiques, les programmes, et les recherches sur l'implication des communautés locales dans la gestion des frontières. L'entretien dure environ une heure.</p> <p>Je vous ai présenté les informations sur la recherche, acceptez-vous d'y participer? (Cochez pour confirmer que vous avez obtenu le consentement de vive voix) Oui <input type="checkbox"/></p>		
OBJECTIFS DE L'ENQUETE		
<p>Cette étude fait partie du projet « Engager les communautés dans la gestion des frontières au Niger », financé par les Etats-Unis. Elle a été conçue par l'OIM pour récolter, analyser et comprendre la vision des communautés vivant dans les zones frontalières sur leur intégration à la gestion des frontières, leur compréhension des dynamiques migratoires et leur perception des tenants et aboutissants des incidents terroristes dans la région du Bassin du Lac Tchad. Cette étude quantitative et analytique amènera donc les acteurs nationaux et internationaux à adapter leurs actions pour mieux intégrer les communautés, interagir à leurs côtés pour mieux répondre à leurs besoins. A terme, cette étude démontrera la nécessité de faire sortir les communautés du rôle de victime potentielle de l'insécurité afin d'en faire un acteur clé de la gestion des frontières, à travers des comités de prévention.</p>		<p>Ce texte vous servira de guide pour expliquer aux personnes interrogées et aux autorités/leaders communautaires rencontrés pourquoi l'OIM fait cette étude et pourquoi il est important qu'ils y apportent leur soutien.</p>
A - INFORMATIONS DE BASE		
<p><b>A.1. Date :</b>  <b>A.2. Département :</b>  <b>A.3. Commune :</b>  <b>A.4. Village/Hameau :</b></p>		<p>Informations préalables très importantes à recueillir.</p> <p>Veillez à utiliser toujours la même orthographe pour les noms de villages/hameaux.</p>
B - PROFILE OF THE RESPONDENT		
<p><b>B.1. Sexe :</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Masculin  <input type="checkbox"/> Féminin</p>	<p>Si la personne interrogée se montre réticente ou méfiante, lui expliquer que toutes les réponses qu'elle fera ne seront connues que de l'OIM et rappeler que le questionnaire est anonyme. Les informations personnelles seront pas transmises aux autorités ni à une personne extérieure à l'organisation.</p>
<p><b>B.2. Nationalité :</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Nigérienne  <input type="checkbox"/> Nigériane  <input type="checkbox"/> Tchadienne  <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____</p>	
<p><b>B.2. Ethnie :</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Haoussa  <input type="checkbox"/> Toubou  <input type="checkbox"/> Peulh  <input type="checkbox"/> Kanouri  <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____</p>	
<p><b>B.3. Tranche d'âge :</b></p>	<p><input type="checkbox"/> 18-25 ans  <input type="checkbox"/> 26-40 ans  <input type="checkbox"/> 41-60 ans  <input type="checkbox"/> 61-80 ans</p>	



B.4. Activité professionnelle :	<input type="checkbox"/> Elevage <input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Pêche <input type="checkbox"/> Commerce <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	
<b>C - PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LA GESTION DE LA FRONTIÈRE</b>		
C.1. A quoi sert une frontière selon vous ?	<input type="checkbox"/> Délimiter la séparation entre deux Etats <input type="checkbox"/> Assurer la sécurité des populations <input type="checkbox"/> Permettre aux autorités de surveiller les entrées et les sorties <input type="checkbox"/> Autre _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	Demander à la personne quelle est selon elle l'utilité de la frontière.  Plusieurs réponses sont possibles.
C.2. Saviez-vous où se situe la frontière de manière exacte?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander où la frontière se situe par rapport au lieu où vous vous trouvez en ce moment. Le but de cette question est de savoir si la personne interrogée a connaissance du tracé de la frontière par rapport au lieu où elle vit.
C.3. Avez-vous traversé la frontière par le passé ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si la personne a traversé la frontière pour se rendre dans l'Etat voisin.
C.4. Traversez-vous la frontière présentement ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si la personne traverse, de nos jours, la frontière pour se rendre dans l'Etat voisin.  Le but est de savoir si la personne a arrêté de traverser la frontière <b>depuis que l'insécurité a commencé.</b>
C.5. A quelle fréquence de passage?	<input type="checkbox"/> Plusieurs fois par jour <input type="checkbox"/> Chaque jour <input type="checkbox"/> Souvent <input type="checkbox"/> 2 à 3 fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par semaine <input type="checkbox"/> Une fois par mois <input type="checkbox"/> Une fois par an <input type="checkbox"/> Jamais <input type="checkbox"/> Autre _____	Si la réponse à la question précédente est OUI, demander à quelle fréquence elle traverse la frontière <b>présentement.</b>  Une seule réponse possible.
C.6.a. Pour quelle raison traversiez-vous la frontière dans le passé?	<input type="checkbox"/> Familiale <input type="checkbox"/> Economique <input type="checkbox"/> Commercial <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	Demander pourquoi la personne interrogée traversait la frontière autrefois (avant l'insécurité). Plusieurs réponses sont possibles.
C.6.b. Pour quelle raison traversez-vous la frontière aujourd'hui ?	<input type="checkbox"/> Familiale <input type="checkbox"/> Economique <input type="checkbox"/> Commercial <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	Demander pourquoi la personne traverse la frontière <b>présentement.</b> Le but est de savoir si la personne traverse la frontière pour des raisons différentes depuis que l'insécurité a commencé.  Plusieurs réponses sont possibles.
C.7. Connaissez-vous les Forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si la personne sait si des éléments des FDS sont présents au niveau de la frontière.
C.8. Si oui, quels acteurs connaissez-vous ?	<input type="checkbox"/> Policiers <input type="checkbox"/> Gendarmes <input type="checkbox"/> Gardes Nationale <input type="checkbox"/> Douaniers <input type="checkbox"/> Militaires <input type="checkbox"/> Autres (à préciser) _____	Demander à la personne interrogée quels éléments des FDS sont présents à la frontière selon elle.  Plusieurs réponses sont possibles.

D - RISQUES SECURITAIRES A LA FRONTIERE		
	Nationalités	
<b>D.1.a. Quelles sont les Nationalités des personnes qui empruntent les passages à la frontière?</b>	<input type="checkbox"/> Nigériens d'autres régions <input type="checkbox"/> Nigériens du village/hameau voisin <input type="checkbox"/> Tchadiens <input type="checkbox"/> Nigériens <input type="checkbox"/> Autres (précisez) _____	<p>Demander la/les nationalités des passants.</p> <p>Cocher sur plusieurs réponses s'il y'a lieu.</p> <p>Une personne peut avoir plusieurs nationalités. Préciser d'autres nationalités qui ne sont pas citées ci-dessus.</p> <p>Le/les répondant/s peuvent ne pas connaître les nationalités. Cocher « ne sait pas » si c'est le cas.</p>
<b>D.1.b. Quelles sont les catégories des personnes qui empruntent les passages à la frontière?</b>	<input type="checkbox"/> Familles <input type="checkbox"/> Réfugiés <input type="checkbox"/> Immigrants <input type="checkbox"/> Commerçants <input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	<p>Demander à la personne quels sont les types de personnes qui traversent la frontière.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>D.2. Est-ce que les points de passage à la frontière sont empruntés pour des activités criminelles ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<p>Demander à la personne si selon elle des points de passage sont utilisés par des personnes qui commettent des actes interdits par la loi nigérienne. Expliquer encore une fois que le questionnaire est anonyme et que l'identité des répondants ne sera pas partagée.</p> <p>Aidez les répondants le cas échéant en donnant des exemples d'activité criminelle, afin de faciliter la réponse (voir question suivante).</p>
<b>D.3. A quels types de problèmes sécuritaires les communautés locales sont-elles confrontées au niveau de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Vol <input type="checkbox"/> Trafics (drogues, armes, etc.) <input type="checkbox"/> Agression violente <input type="checkbox"/> Incursions de groupes armés / terroristes <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Aucun	<p>Demander quels sont les types d'actes illégaux concernés.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>D.4. Votre village/ hameau a-t-il une fois été affecté par un problème d'insécurité frontalière ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<p>Demander à la personne si le village/hameau où elle vit a déjà été directement touché par l'insécurité. Attention, cette question ne concerne pas les localités voisines mais seulement celle où vous vous trouvez.</p>
<b>D.5. Connaissez-vous les mesures de sécurité prises au niveau de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Contrôle frontalier aux postes frontières <input type="checkbox"/> Patrouille <input type="checkbox"/> Fouille <input type="checkbox"/> Informateurs <input type="checkbox"/> Autres _____	<p>Demander à la personne si elle connaît les mesures prises par les FDS et les autorités pour que la frontière soit sécurisée.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>D.6. Comment jugez – vous ces mesures de sécurité ?</b>	<input type="checkbox"/> Très suffisantes <input type="checkbox"/> Assez suffisantes <input type="checkbox"/> Insuffisantes	<p>Demander à la personne son avis sur l'efficacité de ces mesures.</p> <p>Une seule réponse possible.</p>
<b>D.7. Quels sont les risques qui peuvent émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Epidémies <input type="checkbox"/> Incursions terroristes / groupes armés <input type="checkbox"/> Trafics illicite <input type="checkbox"/> Banditisme <input type="checkbox"/> Recrutement des jeunes par des groupes armés <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas	<p>Demander à la personne quels sont selon elle les risques si la frontière n'est pas bien sécurisée.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>

**E - PERCEPTIONS DES COMMUNAUTÉS LOCALES SUR LE TERRORISME**

<p><b>E.1. Avez –vous une fois entendue parler du terrorisme ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Demander à la personne si elle a déjà entendu parler de terrorisme ou de terroristes.</p> <p>Attention, il s’agit ici des actes commis par des membres de groupes armés comme Boko Haram. Cette question ne concerne pas le banditisme ou, par exemple, le vol de troupeaux par des individus agissant isolément.</p> <p><i>Si le mot « terrorisme » ne vous semble pas adapté au contexte dans lequel vous vous trouvez, vous pouvez le remplacer par des expressions plus indirectes comme “Tadjirwa’ma” en Kanouri ou “Ain bidiga dady” en Haoussa.</i></p>
<p><b>E.2. Quels genres d’activités terroristes connaissez-vous ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Attaques généralisées sur des civils <input type="checkbox"/> Destructures de maisons <input type="checkbox"/> Assassinats <input type="checkbox"/> Enlèvements <input type="checkbox"/> Intimidation <input type="checkbox"/> Ne sait pas</p>	<p>Demander à la personne quels sont les types d’activités terroristes qu’elle connaît.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<p><b>E.3. Qu’est ce qui selon vous peut pousser les gens vers ce phénomène ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Pauvreté <input type="checkbox"/> Manque d’occupation <input type="checkbox"/> Adhésion à l’idéologie <input type="checkbox"/> Opposition aux autorités <input type="checkbox"/> Colère et frustration <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Ne sait pas</p>	<p>Demander à la personne ce qui pousse les gens à participer à des activités terroristes.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<p><b>E.4. Pensez-vous que votre communauté soit à l’abri de ce phénomène ? justifiez</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>	<p>Demander à la personne si elle considère que sa communauté peut être atteinte par le terrorisme.</p>
<p><b>E.5. Selon vous, la menace terroriste est-elle en voie d’extinction dans la région, stable ou en augmentation ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> En voie d’extinction <input type="checkbox"/> Stable <input type="checkbox"/> En augmentation <input type="checkbox"/> Non rien de tous cela</p>	<p>Demander à la personne si la menace terroriste est en train de disparaître, est toujours au même niveau ou si elle augmente.</p> <p>Une seule réponse possible.</p>
<p><b>E.6. Que faire selon vous pour que les communautés locales puissent prévenir ce genre de menace ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Sensibiliser les jeunes <input type="checkbox"/> Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.) <input type="checkbox"/> Constituer des comités de prévention communautaire <input type="checkbox"/> Rien <input type="checkbox"/> Autres _____</p>	<p>Demander à la personne ce que les communautés peuvent faire pour empêcher le terrorisme.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<p><b>E.7. Comment la communauté locale selon vous peut-elle appuyer les autorités dans la lutte contre le terrorisme et se protéger par la même occasion ?</b></p>	<p><input type="checkbox"/> Alerter les autorités en cas de problème <input type="checkbox"/> Autres _____ <input type="checkbox"/> Rien</p>	<p>Demander à la personne comment la communauté locale peut aider les autorités à lutter contre le terrorisme.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>

F - EFFICACITE DE LA GESTION DES FRONTIERES		
<b>F.1. C'est quoi assurer la sécurité au niveau de la frontière selon vous ?</b>		Demander à la personne ce que cela veut dire pour elle assurer la sécurité à la frontière.  Noter la ou les réponses dans le champ prévu sur Kobo.
<b>F.2. Y a-t-il des passages de patrouilles tout au long de la frontière?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander à la personne interrogée s'il y a selon elle des passages de patrouilles des forces de défense et de sécurité (FDS) tout au long de la frontière.
<b>F.3. Y a-t-il des passages de patrouilles dans le village ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si les forces de défense et de sécurité (FDS) passent souvent dans leur village pour des patrouilles.
<b>F.4. Quel est le niveau de sécurité dans la zone selon vous ?</b>	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Insuffisant <input type="checkbox"/> Pas de sécurité du tout	Quelle est l'avis de la personne interrogée sur le niveau de la sécurité dans sa zone ?  Une seule réponse possible.
<b>F.5. Qui sont selon vous les responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières ?</b>	<input type="checkbox"/> Policier <input type="checkbox"/> Gendarme <input type="checkbox"/> Douanier <input type="checkbox"/> Chef de village <input type="checkbox"/> Chef coutumier <input type="checkbox"/> Maire <input type="checkbox"/> L'armée <input type="checkbox"/> Préfet <input type="checkbox"/> Gouverneur	Demander à la personne interrogée quels sont les services/autorités qui doivent assurer la sécurité aux frontières.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>F.6. Comment jugez-vous le travail de ces acteurs qui gèrent la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Très satisfaisant <input type="checkbox"/> Assez satisfaisant <input type="checkbox"/> Insatisfaisant	Demander à la personne interrogée son avis sur l'efficacité de ces services/autorités dans la gestion de la sécurité à la frontière.  Une seule réponse possible.  <i>Si la personne ne semble pas à l'aise, rappeler que le questionnaire ne sera en aucun cas remis aux autorités. Les réponses données par le répondant resteront strictement confidentielles.</i>
<b>F.7. Les autorités locales à elles seules peuvent-elles assurer totalement la sécurité de la frontière selon vous ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si, selon la personne interrogée, les autorités locales (maire, préfet, chef de village, FDS) sont capables d'assurer seules la sécurité de la frontière – c'est-à-dire sans l'appui des communautés locales.
<b>F.8. Comment jugez-vous la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Très bonne <input type="checkbox"/> Bonne <input type="checkbox"/> Neutre <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/> Autre	Chercher à savoir quelle est la qualité des rapports entre la communauté de la personne interrogée et les agents chargés de la sécurité à la frontière. Le but est de savoir si les relations sont bonnes ou non.  Une seule réponse possible.
<b>F.9. Arrive-t-il que la communauté locale ait des disputes avec les responsables en charge de la sécurité à la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Chercher à savoir si les communautés locales et les responsables de la sécurité à la frontière ont des désaccords.  Ces désaccords n'impliquent pas nécessairement de la violence physique.
<b>F.10. Si oui, à quelle fréquence ont lieu ces différends ?</b>	<input type="checkbox"/> Très souvent <input type="checkbox"/> Pas très souvent <input type="checkbox"/> Rarement	Demander si ces disputes se produisent très souvent, pas très souvent ou rarement.  Une seule réponse possible.

<b>F.11. Quels sont les motifs ?</b>	<input type="checkbox"/> Amendes <input type="checkbox"/> Ralentissement du passage <input type="checkbox"/> Interdiction du passage <input type="checkbox"/> Arrestation <input type="checkbox"/> Tracasseries <input type="checkbox"/> Autre _____	Demander quelles sont les raisons qui ont provoqué les disputes.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>F.12.a. Est-ce qu'il arrive que les autorités organisent des rencontres avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Chercher à savoir si les autorités ont déjà organisé des rencontres avec les communautés pour discuter de la sécurité à la frontière.
<b>F.12.b. Si oui lesquelles ?</b>	<input type="checkbox"/> Renforcement de capacité <input type="checkbox"/> Formation <input type="checkbox"/> Sensibilisation <input type="checkbox"/> Autre (à préciser)	Chercher à savoir quels sont les types de rencontres qui ont été organisées.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>F.13. Comment jugez-vous l'implication des autorités avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Très Satisfaisante <input type="checkbox"/> Satisfaisante <input type="checkbox"/> Faible <input type="checkbox"/> Assez faible	Le but est de savoir si les autorités impliquent suffisamment la communauté de la personne interrogée dans la gestion de la sécurité à la frontière.  Une seule réponse possible.
<b>F.14. Que faut-il améliorer selon vous pour instaurer de très bons rapports entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés ?</b>		Demander à la personne ce qu'il est possible de faire pour que les relations entre communautés frontalières et autorités soient améliorées. Cette question doit être posée même si la personne considère que les relations sont déjà très bonnes.  Noter la ou les réponses dans le champ prévu sur Kobo.
<b>G - RAPPORTS ENTRE COMMUNAUTES FRONTALIERES</b>		
<b>G.1. Y – a- t-il des activités socio-économiques entre les communautés locales (inter villages/ hameau) ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si la communauté de la personne interrogée est en contact avec les autres villages ou hameaux situés près de la frontière pour l'agriculture, le commerce, le travail, les mariages, les assemblées, etc.
<b>G.2. Si oui, lesquelles ?</b>	<input type="checkbox"/> Agriculture <input type="checkbox"/> Pisciculture <input type="checkbox"/> Sylviculture <input type="checkbox"/> Les activités de loisirs (Chasse, pêche commune etc.) <input type="checkbox"/> Autres (précisez) _____	Demander quelles sont les activités pour lesquelles la communauté de la personne interrogée est en contact avec les autres villages et hameaux situés près de la frontière.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>G.3. Est-ce que ces activités ont été affectées par la crise d'insécurité qui touche le Niger et les pays environnants ?</b>	<input type="checkbox"/> Activités très affectés <input type="checkbox"/> Activités peu affectés <input type="checkbox"/> Activités pas affectés <input type="checkbox"/> Activités se sont améliorées	Chercher à savoir si l'insécurité a eu un impact sur ces activités (si elles ont beaucoup diminué, un peu diminué, sont restées les mêmes ou ont augmenté).
<b>G.4. Quelle est la communauté la plus proche ? (nom du village / hameau)</b>		Demander quel est le nom du village ou hameau le plus proche de la communauté de la personne interrogée.  Le village ou hameau doit être situé du même côté de la frontière, au Niger.  Noter la réponse dans le champ prévu sur Kobo.
<b>G.5. Communiquez-vous avec elle ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si la personne interrogée communique avec le village ou hameau le plus proche.

<b>G.6. Si oui, par quels moyens de communication ?</b>	<input type="checkbox"/> Téléphone cellulaire <input type="checkbox"/> Thuraya <input type="checkbox"/> En personne <input type="checkbox"/> A travers des intermédiaires <input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Assemblée du village <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	Chercher à savoir quels sont les moyens de communication utilisés pour communiquer avec le village ou le hameau le plus proche.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>H - COMMUNICATION ENTRE AUTORITES ET COMMUNAUTES SUR LA SECURITE A LA FRONTIERE</b>		
<b>H.1.a Existe-t-il une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Chercher à savoir si les communautés passent par une personne intermédiaire pour communiquer avec les autorités qui s'occupent de la sécurité à la frontière.  Exemple : chef traditionnel, leader communautaire, représentant des femmes ou des jeunes, etc.
<b>H.1.b. Si oui qui est-ce ?</b>		Indiquer qui est la personne intermédiaire. Indiquer sa fonction ou son statut (chef de village, imam, etc), pas son nom.
<b>H.2. Si oui quels moyens de communication utilise la population?</b>	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Thuraya <input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Rencontre en face à face <input type="checkbox"/> Assemblée du village <input type="checkbox"/> Autre _____	Indiquer le moyen de communication utilisé pour contacter la personne intermédiaire.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>H.3. Comment instaurer selon vous une communication permanente d'alerte d'un problème, entre la communauté et les autorités sur la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Cadre de concertation <input type="checkbox"/> Service d'information <input type="checkbox"/> Comité local d'information <input type="checkbox"/> Autres _____	Demander à la personne interrogée quelles sont selon elle les mesures les plus adaptées pour permettre une communication efficace entre communautés et autorités au sujet de la sécurité de la frontière.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>H.4. Quels moyens utiliser selon vous pour garantir le partage des informations ?</b>	<input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Thuraya <input type="checkbox"/> SMS <input type="checkbox"/> Radio <input type="checkbox"/> Rencontre en face à face <input type="checkbox"/> Assemblée du village <input type="checkbox"/> Autre _____	Demander à la personne interrogée quels sont les moyens de communication les plus efficaces entre communautés et autorités pour la sécurité de la frontière.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>H.5. Quels sont selon vous les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté locale sur la sécurité de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Riposte immédiate des autorités <input type="checkbox"/> Problème (s) sécuritaire compris à temps <input type="checkbox"/> Faible impact de l'insécurité frontalière sur les populations locales <input type="checkbox"/> Autres _____	Demander à la personne interrogée les effets positifs que permettrait une bonne communication entre communautés et autorités.  Plusieurs réponses sont possibles.
<b>H.6. Quels sont les risques selon vous d'une mauvaise communication entre les deux entités ?</b>	<input type="checkbox"/> Insécurité répandue à grande vitesse <input type="checkbox"/> Réaction tardive des autorités <input type="checkbox"/> Gravité du désastre auprès des communautés locales <input type="checkbox"/> Autres _____	Demander quels sont les effets négatifs que peut avoir une mauvaise communication entre communautés et autorités.  Plusieurs réponses sont possibles.

I - PLAN DE REPONSE FACE A UNE SITUATION D'URGENCE		
<b>I.1. Qu'est ce qui selon vous peut causer des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière ?</b>	<input type="checkbox"/> Insécurité <input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Epidémie <input type="checkbox"/> Catastrophes naturelles <input type="checkbox"/> Autres _____	Demander ce qui peut pousser un très grand nombre de personnes à traverser la frontière ou à se déplacer dans la zone frontalière.
<b>I.2. Pensez-vous que les communautés soient prêtes pour faire face à une telle situation ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Demander si les communautés sont capables de gérer l'arrivée et le déplacement d'un très grand nombre de personnes dans leur village/hameau.
<b>I.3. Pourquoi ?</b>	<input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction positive de la population <input type="checkbox"/> Sensibilisation de la part des autorités locales <input type="checkbox"/> Communauté bien préparée et organisée à cet effet <input type="checkbox"/> Situation de crise déjà vécue, réaction négative de la population <input type="checkbox"/> Panique et fuite dès sensation d'approche de menace <input type="checkbox"/> Population déjà terrifiée, mal informée et désorganisée <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	<p>Si la réponse à la question précédente est oui, demander pourquoi la personne interrogée pense que les communautés sont prêtes à gérer une situation d'urgence. Plusieurs réponses sont possibles.</p> <p>Si la réponse à la question précédente est non, demander à la personne interrogée pourquoi elle pense que sa communauté n'est pas prête. Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>I.4. Quels sont les moyens nécessaires pour gérer une situation d'urgence selon vous ?</b>	<input type="checkbox"/> Sensibilisation de la population <input type="checkbox"/> Appui en Matériels à usage d'urgence <input type="checkbox"/> Abris <input type="checkbox"/> Prise en charge immédiate des personnes déplacées/ réfugiés <input type="checkbox"/> Bonne coordination de la situation au niveau local <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	<p>Demander quels sont les moyens qui permettront de bien gérer une situation d'urgence. Plusieurs réponses sont possibles.</p> <p><i>Une situation d'urgence est une situation dans laquelle un grand nombre de personnes courent un grave danger (maladie, manque d'eau et de nourriture, attaques armées graves et nombreuses, etc). Quelques exemples : épidémie, inondations ou sécheresse, etc. Une situation d'urgence nécessite une réaction rapide pour venir en aide aux victimes.</i></p>
<b>I.5. Quels rôles les autorités doivent-elles jouer selon vous face à une situation d'urgence ?</b>	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Mettre à disposition équipement d'urgence <input type="checkbox"/> Secourir les malades et blessés <input type="checkbox"/> Cerner la zone d'accueil <input type="checkbox"/> Prise en charge immédiate des personnes déplacées <input type="checkbox"/> Relocaliser les déplacés	<p>Demander à la personne interrogée ce que, selon elle, les autorités doivent faire en cas de situation d'urgence.</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>I.6. Quels rôles la communauté locale doit-elle jouer face à une situation d'urgence ?</b>	<input type="checkbox"/> Accueillir la population déplacée <input type="checkbox"/> Informer rapidement les autorités locales <input type="checkbox"/> Coordonner avec l'autorité sur place pour faciliter la prise en charge des personnes déplacées <input type="checkbox"/> Rester vigilant <input type="checkbox"/> Respecter et suivre les dispositions prises par l'autorité présente	<p>En cas de situation d'urgence, que peut faire la communauté locale pour aider les personnes affectées ?</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>I.7. Comment associer la communauté locale et les autorités pour une gestion efficace d'une situation d'urgence ?</b>		<p>Selon la personne interrogée, quelles sont les mesures à prendre pour que la communauté locales puisse collaborer efficacement avec les autorités en cas de situation d'urgence.</p> <p>Noter la ou les réponses dans le champ prévu sur Kobo.</p>

<b>I.8. Comment prévenir une situation d'urgence avec la communauté locale ?</b>	<input type="checkbox"/> Permettre, favoriser et amener la population locale à jouer le rôle de comité de vigilance <input type="checkbox"/> Renforcer les capacités de transmission d'information de la communauté locale vers les autorités <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) _____	<p>Quelles sont les mesures à prendre avant qu'une situation d'urgence n'apparaisse pour permettre qu'elle soit mieux gérée ?</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>DIFFA UNIQUEMENT – GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE PASSES</b>		
<b>I.9. Qu'avez-vous fait face aux déplacements massifs d'une tierce population suite à une situation de crise ?</b>	<input type="checkbox"/> Vous avez aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Vous êtes resté sur place tout en étant vigilant <input type="checkbox"/> Vous avez cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Vous n'avez rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre(à préciser)_____	<p>Comment le répondant a-t-il personnellement réagi lorsqu'il a fait face à un déplacement massif de population provoqué par une crise?</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p> <p><i>Une crise est un changement rapide et grave qui provoque une situation d'urgence (voir la définition de la situation d'urgence en question I.4.).</i></p>
<b>I.10. Quel a été également la réaction de la communauté locale face à cette même situation de crise?</b>	<input type="checkbox"/> Elle a aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Elle est restée sur place tout en étant vigilante <input type="checkbox"/> Elle a cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Elle n'a rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre(à préciser)_____	<p>Comment la communauté locale a-t-elle réagi face à la crise ? Qu'a-t-elle fait ?</p> <p>Plusieurs réponses possibles.</p>
<b>I.11. Quelles ont été les recommandations des leaders communautaires présents à la frontière concernant la présente crise?</b>	<input type="checkbox"/> Ils ont aussitôt pris la fuite suite à la panique <input type="checkbox"/> Ils sont resté sur place tout en étant vigilant <input type="checkbox"/> Ils ont cherché à aider les autorités <input type="checkbox"/> Ils n'ont rien fait du tout <input type="checkbox"/> Autre(à préciser)_____	<p>Quelles mesures les leaders communautaires (chefs traditionnels, leaders religieux, représentants des jeunes et des femmes, etc) ont-ils proposé au moment de la crise ?</p> <p>Plusieurs réponses sont possibles.</p>
<b>I.12. Quels sont les dispositions qui ont été prises dans l'immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière ?</b>		<p>Quelles mesures les autorités en charge de la sécurité à la frontière ont-elles pris pour gérer la crise ?</p> <p>Noter la ou les réponses dans le champ prévu sur Kobo.</p>
<b>I.13. La population avait –elle immédiatement été informée de la situation ?</b>	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<p>Chercher à savoir si la population locale avait été informée de la situation avant d'être touchée par un déplacement de population ou bien si elle l'a découvert au dernier moment.</p>



# Exploitation des données de l'enquête

## A. Informations de base

### A1. Répartition des répondants par région

	Effectif	Pourcentage
Diffa	5 271	78,41 %
Zinder	1 451	21,59 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### A2. Répartition des répondants par région, département et commune

	Effectif	Pourcentage
<b>Diffa</b>	<b>5 271</b>	<b>78,41 %</b>
<b>Bosso</b>	<b>803</b>	<b>11,95 %</b>
Bosso	803	11,95 %
<b>Diffa</b>	<b>2 109</b>	<b>31,37 %</b>
Chetimari	523	7,78 %
Diffa	577	8,58 %
Gueskerou	1 009	15,01 %
<b>Goudoumaria</b>	<b>707</b>	<b>10,52 %</b>
Goudoumaria	707	10,52 %
<b>Maine_Soroa</b>	<b>1 094</b>	<b>16,27 %</b>
Maine_Soroa	1 094	16,27 %
<b>N'Gourti</b>	<b>281</b>	<b>4,18 %</b>
N'Gourti	281	4,18 %
<b>N'Guigmi</b>	<b>277</b>	<b>4,12 %</b>
Nguidmi	277	4,12 %
<b>Zinder</b>	<b>1 451</b>	<b>21,59 %</b>
<b>Dungass</b>	<b>872</b>	<b>12,97 %</b>
Dogo_Dogo	511	7,60 %
Dungass	72	1,07 %
Mallaoua	289	4,30 %
<b>Goure</b>	<b>579</b>	<b>8,61 %</b>
Boune	579	8,61 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### A3. Répartition des répondants par région et par département

	Effectif	Pourcentage
<b>Diffa</b>	<b>5 271</b>	<b>78,41 %</b>
Bosso	803	11,95 %
Diffa	2 109	31,37 %
Goudoumaria	707	10,52 %
Maine_Soroa	1 094	16,27 %
N'Gourti	281	4,18 %
N'Guigmi	277	4,12 %
<b>Zinder</b>	<b>1 451</b>	<b>21,59 %</b>
Dungass	872	12,97 %
Goure	579	8,61 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## B. Profil de l'individu interrogé

### B1. Sexe

	Effectif	Pourcentage
Féminin	1 576	23,45 %
Masculin	5 146	76,55 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### B2. Nationalité

	Effectif	Pourcentage
Nigériane	484	7,20 %
Nigérienne	6 235	92,76 %
Tchadienne	3	0,04 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### B3. Ethnie

	Effectif	Pourcentage
Haoussa	1 154	17,17 %
Kanouri	4 455	66,27 %
Peulh	470	6,99 %
Toubou	357	5,31 %
Boudouma	222	3,30 %
Autres	64	0,95 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### B4. Tranche d'âge des enquêtés

	Effectif	Pourcentage
18-25 ans	916	13,63 %
26-40 ans	3 107	46,22 %
41-60 ans	2 239	33,31 %
61-80 ans	460	6,84 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## B5. Activité professionnelle

	Effectif	Pourcentage
Agriculture	4 248	63,20 %
Commerce	477	7,10 %
Elevage	757	11,26 %
Pêche	205	3,05 %
Autre	1 035	15,40 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## C. Perceptions des communautés locales sur la gestion de la frontière

### C1. Utilité d'une frontière

	Modalités	Effectif par modalité	Fréquence par modalité (%)
Délimiter la séparation entre deux Etats	OUI	6 168	91,76 %
	NON	554	8,24 %
Assurer la sécurité des populations	OUI	2 014	29,96 %
	NON	4 708	70,04 %
Permettre aux autorités de surveiller les entrées et les sorties	OUI	1 839	27,36 %
	NON	4 883	72,64 %
Autre	OUI	73	1,09 %
	NON	6 649	98,91 %
Ne sait pas	OUI	43	0,64 %

### C2. Connaissance de la limite exacte de la frontière

	Effectif	Pourcentage
oui	6 366	94,70 %
non	268	3,99 %
Ne sait pas	88	1,31 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### C3. Traversée de la frontière par le passé

	Effectif	Pourcentage
oui	6 618	98,45 %
non	91	1,35 %
Ne sait pas	13	0,19 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### C4. Traversée de la frontière le moment de l'enquête

	Effectif	Pourcentage
oui	3 717	55,30 %
non	2 974	44,24 %
Ne sait pas	31	0,46 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## C5. Fréquence de passage de la frontière

	Effectif	Pourcentage
Plusieurs fois par jour	204	3,03 %
Chaque jour	575	8,55 %
Souvent	1 191	17,72 %
2 à 3 fois par semaine	1 101	16,38 %
Une fois par semaine	1 033	15,37 %
Une fois par mois	657	9,77 %
Une fois par an	158	2,35 %
Jamais	1 732	25,77 %
Autre	71	1,06 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### C5.a. Raison de la traversée de la frontière dans le passé ?

	Effectif	Pourcentage
Commercial	1 750	26,03 %
Economique	1 653	24,59 %
Familiale	2 864	42,61 %
Autre	455	6,77 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### C5.b. Raison de la traversée de la frontière le moment de l'enquête

	Effectif	Pourcentage
Commercial	1 275	18,97 %
Economique	1 298	19,31 %
Familiale	1 940	28,86 %
Autre	2 209	32,86 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## C6. Connaissance des forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière

	Effectif	Pourcentage
oui	5 964	88,72 %
non	603	8,97 %
Ne sait pas	155	2,31 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## C7. Identification des éléments des forces de défense et de Sécurité présentes à la frontière connus

	Effectif	Pourcentage
Militaires	2 793	41,55 %
Gardes Nationales	2 285	33,99 %
Douaniers	2 686	39,96 %
Gendarmes	3 822	56,86 %
Policiers	1 914	28,47 %
Autre	971	14,45 %

## D. Risques sécuritaires à la frontière

### D1. a. Identification des nationalités des personnes qui empruntent les passages à la frontière

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Nigériens d'autres régions	OUI	3 873	57,62 %
	NON	2 849	42,38 %
Nigériens du village/hameau voisin	OUI	6 027	89,66 %
	NON	695	10,34 %
Tchadiens	OUI	1 162	17,29 %
	NON	5 560	82,71 %
Nigériens	OUI	4 885	72,67 %
	NON	1 837	27,33 %
Autres	OUI	89	1,32 %
	NON	6 633	98,68 %

### D1. b. Identification des catégories des personnes qui empruntent les passages à la frontière

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Familles	OUI	5 397	80,29 %
	NON	1 325	19,71 %
Réfugiés	OUI	3 269	48,63 %
	NON	3 453	51,37 %
Immigrants	OUI	3 214	47,81 %
	NON	3 508	52,19 %
Commerçants	OUI	5 654	84,11 %
	NON	1 068	15,89 %
Autres	OUI	249	3,70 %
	NON	6 473	96,30 %

### D2. Connaissance de la traversée des points de passage à la frontière pour des activités criminelles

	Effectif	Pourcentage
oui	2 965	44,11 %
non	2 658	39,54 %
Ne sait pas	1 099	16,35 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### D3. Types de problèmes sécuritaires auxquels sont confrontés les communautés locales au niveau de la frontière selon les enquêtés

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Trafics (drogues, armes, etc.)	OUI	2 280	33,92 %
	NON	4 442	66,08 %
Agression violente	OUI	2 545	37,86 %
	NON	4 177	62,14 %
Incursions de groupes armés/terroristes	OUI	2 272	33,80 %
	NON	4 450	66,20 %
Autres	OUI	687	10,22 %
	NON	6 035	89,78 %
Aucun	OUI	2 470	36,75 %
	NON	4 252	63,25 %

### D4. Votre village/hameau a-t-il une fois été affecté par un problème d'insécurité frontalière ?

	Effectif	Pourcentage
oui	2 813	41,85 %
non	3 768	56,05 %
Ne sait pas	141	2,10 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### D5. Connaissance par les enquêtés des types de mesures de sécurité prises au niveau de la frontière

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Contrôle frontalier aux postes frontières	OUI	3 171	47,17 %
	NON	3 551	52,83 %
Patrouille	OUI	4 998	74,35 %
	NON	1 724	25,65 %
Fouille	OUI	1 141	16,97 %
	NON	5 581	83,03 %
Informateurs	OUI	345	5,13 %
	NON	6 377	94,87 %
Autres	OUI	208	3,09 %
	NON	6 514	96,91 %

### D6. Appréciation par les enquêtés des mesures de sécurité prises

	Effectif	Pourcentage
Tres_suffisantes	2 033	30,24 %
Assez suffisantes	3 837	57,08 %
Insuffisantes	852	12,67 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## D7. Risques qui peuvent émaner d'une mauvaise gestion de la sécurité de la frontière selon les répondants

	Effectif	Pourcentage
Epidémies	1 571	23,37 %
Incursions terroriste	4 147	61,69 %
Trafics illicite	3 250	48,35 %
Banditisme	4 609	68,57 %
Recrutement des jeunes	1 991	29,62 %
Autre	427	6,35 %
Ne sait pas	166	2,47 %

## E. Perceptions des communautés locales sur le terrorisme

### E1. L'enquêté a-t-il une fois entendue parler du terrorisme ?

	Effectif	Pourcentage
oui	6 576	97,83 %
non	96	1,43 %
Ne sait pas	50	0,74 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### E2. Les genres d'activités terroristes connus par les répondants

	Effectif	Pourcentage
Attaques généralisées sur des civils	5 406	80,42 %
Destructions de maisons	4 471	66,51 %
Assassinats	4 288	63,79 %
Enlèvements	2 507	37,30 %
Intimidation	1 364	20,29 %
Ne sait pas	290	4,31 %

### E3. Avis sur ce peut pousser les gens vers le phénomène de terrorisme selon les enquêtés

	Effectif	Pourcentage
Pauvreté	4 235	63,00 %
Manque d'occupation	4 287	63,78 %
Adhésion à l'idéologie	3 337	49,64 %
Opposition aux autorités	1 060	15,77 %
Colère et frustration	1 669	24,83 %
Autres	292	4,34 %
Ne sait pas	313	4,66 %

### E4. Perception des enquêtés quant au fait que leur communauté soit à l'abri du phénomène de terrorisme

	Effectif	Pourcentage
oui	3 550	53,54 %
non	2 465	37,18 %
Ne sait pas	615	9,28 %
<b>Total</b>	<b>6 630</b>	<b>100,00 %</b>

## E5. Appréciation de l'évolution de la menace terroriste

	Effectif	Pourcentage
En voie extinction	4 098	62,62 %
Stable	1 781	27,22 %
En augmentation	107	1,64 %
Non rien de tous cela	558	8,53 %
<b>Total</b>	<b>6 544</b>	<b>100,00 %</b>

## E6. Proposition de ce qui doit être fait pour que les communautés locales puissent prévenir les menaces terroristes

	Effectif par modalité	Pourcentage
Sensibiliser les jeunes	4 883	72,64 %
Impliquer les leaders communautaires (chefs de villages, imams, etc.)	5 163	76,81 %
Constituer des comités de prévention communautaire	2 392	35,58 %
Rien	105	1,56 %
Autres _____	368	5,47 %

## E7. Proposition de ce qui doit être fait pour que les communautés locales puissent appuyer les autorités dans la lutte contre le terrorisme et se protéger

	Effectif par modalité	Pourcentage
Alerter les autorités en cas de problème	6 511	96,86 %
Autres	468	6,96 %
Rien	166	2,47 %

## F. Efficacité de la gestion des frontières

### F1. C'est quoi assurer la sécurité au niveau de la frontière selon vous ?

	Effectif	Pourcentage
Bien contrôler les passages et permettre le passage des personnes en règle	1 791	26,65 %
Sécurité les populations et leurs bien au niveau de la frontière	1 380	20,53 %
Protéger et défendre le pays	665	9,89 %
Garantir la paix et la sécurité à la frontière	645	9,60 %
Assurer l'ordre et maintenir la stabilité à la frontière	619	9,21 %
Présence des fds	526	7,83 %
Renforcer la patrouille à la frontière	357	5,31 %
Fouilles à la frontière	206	3,06 %
Ne sait pas	195	2,90 %
Autres	338	5,02 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100 %</b>



## F2. Connaissance des passages de patrouilles tout au long de la frontière

	Effectif	Pourcentage
oui	5 391	80,20 %
non	909	13,52 %
Ne sait pas	422	6,28 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## F3. Connaissance des passages de patrouilles dans le village

	Effectif	Pourcentage
Ne sait pas	171	2,54 %
non	1 625	24,17 %
oui	4 926	73,28 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## F4. Appréciation du niveau de sécurité dans la zone selon l'enquête

	Effectif	Pourcentage
Bon	2 615	38,90 %
Moyen	2 413	35,90 %
Insuffisant	1 441	21,44 %
Pas de sécurité du tout	253	3,76 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## F5. Ceux qui doivent être responsables locaux de la gestion de la sécurité des frontières selon les répondants

	Effectif par modalité	Pourcentage
Policier	2 118	31,51 %
Gendarme	3 262	48,53 %
Douanier	2 384	35,47 %
Chef de village	3 458	51,44 %
Chef coutumier	2 807	41,76 %
Maire	2 393	35,60 %
L'armée	3 149	46,85 %
Préfet	1 145	17,03 %
Gouverneur	1 143	17,00 %

## F6. Appréciation du travail des acteurs qui gèrent la sécurité de la frontière

	Effectif	Pourcentage
Très satisfaisant	2 430	36,15 %
Assez satisfaisant	3 747	55,74 %
Insatisfaisant	545	8,11 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F7. Les autorités locales à elles seules peuvent-elles assurer totalement la sécurité de la frontière selon vous ?**

	Effectif	Pourcentage
oui	2 281	33,93 %
non	4 097	60,95 %
Ne sait pas	344	5,12 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F8. Comment jugez-vous la relation entre la communauté locale et les agents de la sécurité à la frontière ?**

	Effectif	Pourcentage
Très bonne	1 557	23,16 %
Bonne	3 822	56,86 %
Neutre	762	11,34 %
Mauvaise	556	8,27 %
Autre	25	0,37 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F9. Arrive-t-il que la communauté locale ait des disputes avec les responsables en charge de la sécurité à la frontière ?**

	Effectif	Pourcentage
oui	1 506	22,40 %
non	4 619	68,71 %
Ne sait pas	597	8,88 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F10. Si oui, à quelle fréquence ont lieu ces différends ?**

	Effectif	Pourcentage
Très souvent	616	40,90 %
Pas très souvent	619	41,10 %
Rarement	271	17,99 %
<b>Total</b>	<b>1 506</b>	<b>100,00 %</b>

**F11. Quels sont les motifs ?**

	Effectif par modalité	Pourcentage
Amendes	1 048	15,59 %
Ralentissement du passage	1 302	19,37 %
Interdiction du passage	925	13,76 %
Arrestation	560	8,33 %
Tracasseries	268	3,99 %

**F12.a. Est-ce qu'il arrive que les autorités organisent des rencontres avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?**

	Effectif	Pourcentage
oui	4 319	64,25 %
non	1 832	27,25 %
Ne sait pas	571	8,49 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F12.b. Si oui lesquelles ?**

	Effectif par modalité	Pourcentage
Renforcement de capacité	1 514	35,05 %
Formation	1 190	27,55 %
Sensibilisation	3 927	90,92 %
Autres	188	4,35 %

**F13. Comment jugez-vous l'implication des autorités avec votre communauté sur la sécurité de la frontière ?**

	Effectif	Pourcentage
Très satisfaisante	1 767	26,29 %
Satisfaisante	3 382	50,31 %
Assez faible	118	1,76 %
Faible	1 455	21,65 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

**F14. Que faut-il améliorer selon vous pour instaurer de très bons rapports entre les responsables de la sécurité de la frontière et les communautés ?**

	Effectif	Pourcentage
Renforcer la communication	1 040	15,47 %
Renforcer la sensibilisation	862	12,82 %
Constituer de comités de concertation et de coordination	706	10,50 %
Bonne collaboration	510	7,59 %
Echanger les informations	502	7,47 %
Préparer de rencontres entre les acteurs	413	6,14 %
Garder de bons rapports	378	5,62 %
Multiplier les patrouilles à la frontière	359	5,34 %
Ne sait pas	343	5,10 %
Impliquer la communauté dans la gestion de la sécurité	316	4,70 %
Instaurer de bonnes relations	134	1,99 %
Renforcer les capacités	111	1,65 %
Organiser des réunions dans le village	103	1,53 %
Sensibiliser et appuyer les populations	95	1,41 %
Autres	1 559	23,21 %
<b>Total général</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

## G. Rapports entre communautés frontalières

G1. Y – a- t-il des activités socio-économiques entre les communautés locales (inter villages/ hameau) ?

	Effectif	Pourcentage
oui	5 911	87,94 %
non	765	11,38 %
Ne sait pas	46	0,68 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

G2. Si oui, lesquelles ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Agriculture	NON	1 049	17,75 %
	OUI	4 862	82,25 %
Pisciculture	NON	4 848	82,02 %
	OUI	1 063	17,98 %
Sylviculture	NON	5 271	89,17 %
	OUI	640	10,83 %
Activités de loisirs (Chasse, pêche commune, etc.)	NON	3 098	52,41 %
	OUI	2 813	47,59 %
Autres	NON	4 847	82,00 %
	OUI	1 064	18,00 %

G3. Est-ce que ces activités ont été affectées par la crise d'insécurité qui touche le Niger et les pays environs ?

	Effectif	Pourcentage
Activités très affectés	3 532	52,54 %
Activités peu affectés	1 000	14,88 %
Activités pas affectés	2 113	31,43 %
Activités améliorés	77	1,15 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

G4. Communiquez-vous avec la communauté voisine ?

	Effectif	Pourcentage
oui	6 645	98,85 %
non	60	0,89 %
Ne_sait_pas	17	0,25 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

#### G5. Si oui, par quels moyens de communication ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Téléphone cellulaire	OUI	5 224	78,62 %
	NON	1 421	21,38 %
Thuraya	OUI	73	1,10 %
	NON	6 572	98,90 %
A travers des intermédiaires	OUI	1 904	28,65 %
	NON	4 741	71,35 %
Radio	OUI	233	3,51 %
	NON	6 412	96,49 %
En personne	OUI	5 222	78,59 %
	NON	1 423	21,41 %
Assemblée du village	OUI	2 279	34,30 %
	NON	4 366	65,70 %
Autre	OUI	101	1,52 %
	NON	6 544	98,48 %

#### H. Communication entre autorités et communautés sur la sécurité à la frontière

##### H1.a. Existe-t-il une personne intermédiaire entre les communautés locales et les autorités en matière de communication sur la sécurité frontalière ?

	Effectif	Pourcentage
oui	4 813	71,60 %
non	1 351	20,10 %
Ne_sait_pas	558	8,30 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

##### H1.b. Si oui qui est-ce ?

	Effectif	Pourcentage
Chef de village	3 891	57,88 %
Les autorités	123	1,83 %
Griot	105	1,56 %
Intermédiaire	88	1,31 %
Chef de canton	57	0,85 %
Autres	394	8,56 %
<b>Total général</b>	<b>4 605</b>	<b>100,00 %</b>

1. Si oui quels moyens de communication utilise la population ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Téléphone cellulaire	OUI	4 016	83,44 %
	NON	797	16,56 %
Thuraya	OUI	76	1,58 %
	NON	4 737	98,42 %
A travers des intermédiaires	OUI	1 960	40,72 %
	NON	2 853	59,28 %
Radio	OUI	148	3,08 %
	NON	4 665	96,92 %
En personne	OUI	3 522	73,18 %
	NON	1 291	26,82 %
Assemblée du village	OUI	2 102	43,67 %
	NON	2 711	56,33 %
Autre	OUI	61	1,27 %
	NON	4 752	98,73 %

2. Comment instaurer selon vous une communication permanente d'alerte d'un problème, entre la communauté et les autorités sur la sécurité de la frontière ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Cadre de concertation	OUI	2 913	43,34 %
	NON	3 809	56,66 %
Service d'information	OUI	2 085	31,02 %
	NON	4 637	68,98 %
Comité local d'information	OUI	4 123	61,34 %
	NON	2 599	38,66 %
Autres	OUI	448	6,66 %
	NON	6 274	93,34 %

3. Quels moyens utiliser selon vous pour garantir le partage des informations ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Téléphone cellulaire	OUI	5 578	82,98 %
	NON	1 144	17,02 %
Thuraya	OUI	497	7,39 %
	NON	6 225	92,61 %
A travers des intermédiaires	OUI	1 540	22,91 %
	NON	5 182	77,09 %
Radio	OUI	321	4,78 %
	NON	6 401	95,22 %
En personne	OUI	4 269	63,51 %
	NON	2 453	36,49 %
Assemblée du village	OUI	2 463	36,64 %
	NON	4 259	63,36 %
Autre	OUI	302	4,49 %
	NON	6 420	95,51 %

4. Quels sont selon vous les avantages d'une bonne communication entre les autorités et la communauté locale sur la sécurité de la frontière ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Riposte immédiate des autorités	OUI	4 725	70,29 %
	NON	1 997	29,71 %
Problème (s) sécuritaire compris à temps	OUI	4 338	64,53 %
	NON	2 384	35,47 %
Faible impact de l'insécurité frontalière sur les populations locales	OUI	2 985	44,41 %
	NON	3 737	56 %
Autres	OUI	69	1,03 %
	NON	6 653	98,97 %

5. Quels sont les risques selon vous d'une mauvaise communication entre les deux entités ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Insécurité répandue à grande vitesse	OUI	5 216	77,60 %
	NON	1 506	22,40 %
Réaction tardive des autorités	OUI	3 567	53,06 %
	NON	3 155	46,94 %
Gravité du désastre auprès des communautés locales	OUI	3 007	44,73 %
	NON	3 715	55,27 %
Autres	OUI	166	2,47 %
	NON	6 556	97,53 %

## I. Plan de reponse face a une situation d'urgence

1. Qu'est ce qui selon vous peut causer des déplacements massifs de la population au niveau de la frontière ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Insécurité	OUI	5 950	88,52 %
	NON	772	11,48 %
Migration	OUI	2 001	29,77 %
	NON	4 721	70,23 %
Epidémie	OUI	1 022	15,20 %
	NON	5 700	84,80 %
Catastrophes naturelles	OUI	3 115	46,34 %
	NON	3 607	53,66 %
Autres	OUI	451	6,71 %
	NON	6 271	93,29 %

2. Pensez-vous que les communautés soient prêtes pour faire face à une telle situation ?

	Effectif	Pourcentage
oui	4 431	65,92 %
non	1 904	28,32 %
Ne sait pas	387	5,76 %
<b>Total</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

### 3. Pourquoi ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Situation de crise déjà vécue, réaction positive de la population	OUI	3 329	49,52 %
	NON	3 393	50,48 %
Sensibilisation de la part des autorités locales	OUI	2 277	33,87 %
	NON	4 445	66,13 %
Communauté bien préparée et organisée à cet effet	OUI	1 823	27,12 %
	NON	4 899	72,88 %
Situation de crise déjà vécue, réaction négative de la population	OUI	1 384	20,59 %
	NON	5 338	79,41 %
Panique et fuite dès sensation d'approche de menace	OUI	1 744	25,94 %
	NON	4 978	74,06 %
Population déjà terrorisée, mal informée et désorganisée	OUI	877	13,05 %
	NON	5 845	86,95 %
Autre	OUI	832	12,38 %
	NON	5 890	87,62 %

### 4. Quels sont les moyens nécessaires pour gérer une situation d'urgence selon vous ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Sensibilisation de la population	OUI	5 015	74,61 %
	NON	1 707	25,39 %
Appui en Matériels à usage d'urgence	OUI	3 854	57,33 %
	NON	2 868	42,67 %
Abris	OUI	2 987	44,44 %
	NON	3 735	55,56 %
Prise en charge immédiate des personnes déplacées/ réfugiés	OUI	4 353	64,76 %
	NON	2 369	35,24 %
Bonne coordination de la situation au niveau local	OUI	2 068	30,76 %
	NON	4 654	69,24 %
Autre	OUI	83	1,23 %
	NON	6 639	98,77 %

### 5. Quels rôles les autorités doivent- elles jouer selon vous face à une situation d'urgence ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Accueillir la population déplacée	OUI	5 476	81,46 %
	NON	1 246	18,54 %
Mettre à disposition équipement d'urgence	OUI	3 771	56,10 %
	NON	2 951	43,90 %
Secourir les malades et blessés	OUI	2 807	41,76 %
	NON	3 915	58,24 %
Cerner la zone d'accueil	OUI	2 814	41,86 %
	NON	3 908	58,14 %
Prise en charge immédiate des personnes déplacées	OUI	3 414	50,79 %
	NON	3 308	49,21 %
Relocaliser les déplacés	OUI	867	12,90 %
	NON	5 855	87,10 %



6. Quels rôles la communauté locale dit-elle jouer face à une situation d'urgence ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Accueillir la population déplacée	OUI	5 479	81,51 %
	NON	1 243	18,49 %
Informers rapidement les autorités locales	OUI	4 340	64,56 %
	NON	2 382	35,44 %
Coordonner avec l'autorité sur place pour faciliter la prise en charge des personnes déplacées	OUI	2 879	42,83 %
	NON	3 843	57,17 %
Rester vigilant	OUI	2 475	36,82 %
	NON	4 247	63,18 %
Respecter et suivre les dispositions prises par l'autorité présente	OUI	1 841	27,39 %
	NON	4 881	72,61 %

7. Comment associer la communauté locale et les autorités pour une gestion efficace d'une situation d'urgence ?

	Effectif	Pourcentage
A travers les échanges et la sensibilisation	1 893	28,16 %
bonne collaboration	1 422	21,15 %
Comités de vigilance et de gestion d'urgence	919	13,67 %
Organiser des rencontres	724	10,77 %
Aide et soutien aux populations	415	6,17 %
Ne sait pas	403	6,00 %
Renforcement des capacité de la communauté	260	3,87 %
Renforcement de la sécurité	255	3,79 %
Associer les communautés dans la prise de décision	159	2,37 %
Prise de bonne décisions par les autorités	90	1,34 %
A travers le chef de village	79	1,18 %
Autres	103	1,53 %
<b>Total général</b>	<b>6 722</b>	<b>100,00 %</b>

8. Comment prévenir une situation d'urgence avec la communauté locale ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Permettre, favoriser et amener la population locale à jouer le rôle de comité de vigilance	OUI	4 953	73,68 %
	NON	1 769	26,32 %
Renforcer les capacités de transmission d'information de la communauté locale vers les autorités	OUI	4 170	62,04 %
	NON	2 552	37,96 %
Autre	OUI	206	3,06 %
	NON	6 516	96,94 %

## Diffa uniquement – gestion des situations d’urgence passées

### 9. Qu’avez-vous fait face aux déplacements massifs d’une tierce population suite à une situation de crise ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Vous avez aussitôt pris la fuite suite à la panique	OUI	2 596	49,25 %
	NON	2 675	50,75 %
Vous êtes resté sur place tout en étant vigilant	OUI	2 200	41,74 %
	NON	3 071	58,26 %
Vous avez cherché à aider les autorités	OUI	911	17,28 %
	NON	4 360	82,72 %
Vous n’avez rien fait du tout	OUI	256	4,86 %
	NON	5 015	95,14 %
Autre	OUI	388	7,36 %
	NON	4 883	92,64 %

### 10. Quel a été également la réaction de la communauté locale face à cette même situation de crise ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Elle a aussitôt pris la fuite suite à la panique	OUI	2 331	44,22 %
	NON	2 940	55,78 %
Elle est restée sur place tout en étant vigilante	OUI	2 449	46,46 %
	NON	2 822	53,54 %
Elle a cherché à aider les autorités	OUI	957	18,16 %
	NON	4 314	81,84 %
Elle n’a rien fait du tout	OUI	299	5,67 %
	NON	4 972	94,33 %
Autre	OUI	380	7,21 %
	NON	4 891	92,79 %

### 11. Quelles ont été les recommandations des leaders communautaires présents à la frontière concernant la présente crise ?

	Modalités	Effectif par modalité	Pourcentage
Ils ont aussitôt pris la fuite suite à la panique	OUI	1 873	35,53 %
	NON	3 398	64,47 %
Ils sont resté sur place tout en étant vigilant	OUI	1 599	30,34 %
	NON	3 672	69,66 %
Is ont cherché à aider les autorités	OUI	1 203	22,82 %
	NON	4 068	77,18 %
Ils n’ont rien fait du tout	OUI	1 743	33,07 %
	NON	3 528	66,93 %
Autre	OUI	405	7,68 %
	NON	4 866	92,32 %

12. Quels sont les dispositions qui ont été prises dans l'immédiat par les acteurs en charge de la gestion de la frontière ?

Etiquettes de lignes	Effectif	Pourcentage
Rien du tout	1 053	19,98 %
Renforcer la sécurité	893	16,94 %
Accueillir et assister les déplacés	615	11,67 %
Ne sait pas	453	8,59 %
Renforcer les patrouilles	392	7,44 %
Quitter le village frontalier	390	7,40 %
Contrôle de la frontière	363	6,89 %
Ils ont riposté	283	5,37 %
Fermeture de la frontière	166	3,15 %
Rester vigilant	126	2,39 %
Ils étaient absents	112	2,12 %
Dénoncer les complices et le terroristes	50	0,95 %
Autres	375	7,11 %
<b>Total général</b>	<b>5 271</b>	<b>100,00 %</b>

13. La population avait-elle immédiatement été informée de la situation ?

	Effectif	Pourcentage
oui	3 262	60,97 %
non	1 431	26,75 %
Ne sait pas	657	12,28 %
<b>Total</b>	<b>5 350</b>	<b>100,00 %</b>



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations